

Charles HALARY et Jacques MASCOTTO
Sociologues, département de sociologie, UQÀM

(1978)

“Dialectique matérialiste et nationalisme historique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Charles Halary et Jacques Mascotto

“Dialectique matérialiste et nationalisme historique”.

Un article publié dans la revue *Les Cahiers du socialisme*, Montréal, no 1, printemps 1978, pp. 87-186.

[Autorisation formelle accordée par M. Halary le 13 août 2007 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : halary.charles@uqam.ca
mascotto.jacques@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

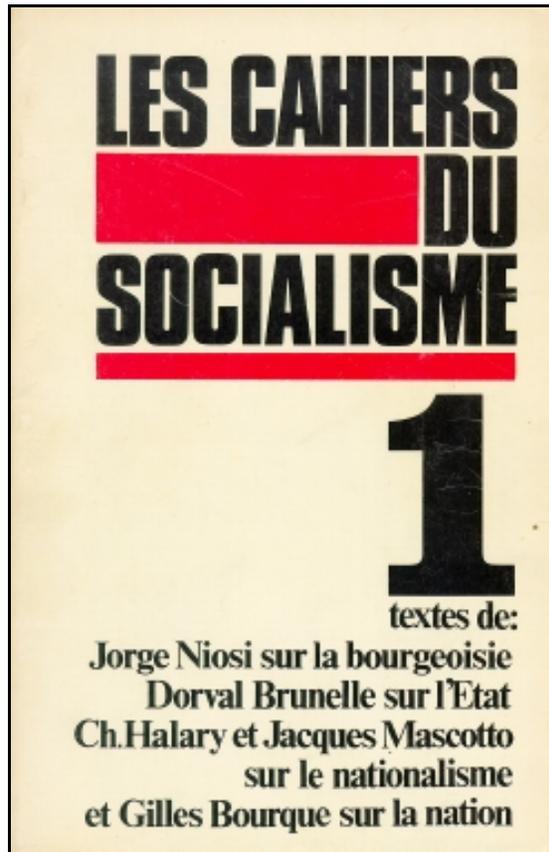
Édition numérique réalisée le 16 août 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Charles HALARY et Jacques Mascotto

Sociologues, département de sociologie, UQAM

“Dialectique matérialiste et nationalisme historique”



Un article publié dans la revue *Les Cahiers du socialisme*, Montréal, no 1, printemps 1978, pp. 87-186.

Table des matières

[Introduction](#)

[Prologue](#)

[Problèmes de méthode](#)

- a) [Contre les définitions objectivistes](#)
- b) [Critique de la théorie de l'autodétermination de Lénine](#)
- c) [Contre une définition, pour une théorie de la nation](#)
- d) [Marché mondial et États à l'origine du problème](#)
- e) [Vers une théorie de la nation](#)

[Comment poser le problème de la question nationale dans les États impérialistes ?](#)

[Développement inégal du capitalisme, problème régional et nations opprimées](#)

[Conscience spontanée, conscience possible de classe](#)

[Extension de l'économie de marché et conscience de classe de la bourgeoisie](#)

[Conscience spontanée, conscience construite](#)

[Le cas social-démocrate](#) : conscience spontanée d'une classe ouvrière dans une nation dominante

[Conscience possible, "fausse conscience"](#)

[Conscience de classe, conscience nationale](#)

[Les relations entre la Nation et l'État](#)

[Psychologie nationale et classes sociales](#)

[Conclusion](#) : retourner à Marx et continuer Marx

Charles Halary et Jacques Mascotto
Sociologues, département de sociologie, UQÀM

“Dialectique matérialiste et nationalisme historique”.

Un article publié dans la revue *Les Cahiers du socialisme*, Montréal, no 1, printemps 1978, pp. 87-186.

"Historiquement, il est impossible à un grand peuple de discuter avec un tant soit peu de sérieux ses questions intérieures aussi longtemps que l'indépendance nationale fait défaut".

Friedrich Engels, lettre à Karl Kautsky, Londres 7-15 février 1882 dans Karl Marx, Friedrich Engels, Le parti de classe Tome IV, Maspero, 1973, p. 13.

"Un mouvement international du prolétariat en général n'est possible qu'entre nations indépendantes" *ibid.*, p. 14

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Dans les grands États du centre impérialiste, la Sécurité Nationale est devenue l'idéologie de survie des classes dominantes. Il ne s'agit plus de construire la Nation comme au 19e siècle (c'est-à-dire l'État du groupe ethnique dominant) mais de la préserver contre la désintégration territoriale et la subversion sociale. Dans ces grands États des communautés ethniques, que le capitalisme n'a pas fait disparaître, revendiquent des droits qualifiés eux aussi de nationaux. Comment doit-on considérer ces mouvements qui secouent le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne d'un côté et l'URSS de l'autre ? Un élément nouveau est apparu depuis le 19e siècle : la prolétarianisation généralisée des sociétés impérialistes. Celle-ci a-t-elle une répercus-

sion directe sur la dynamique de ces nouveaux mouvements nationaux ?

Nous allons tenter, dans cet article de répondre à cette interrogation.

Dans une première section nous mentionnons en quoi les diverses tentatives objectivistes de définition de la nation sont insatisfaisantes, pourquoi il faut critiquer le principe de Lénine : le droit absolu à l'auto-détermination relative. Ceci nous conduit à souligner l'impossibilité de fixer de manière a-historique le terme nation à la manière des Encyclopédistes du 18e siècle. Après avoir mis en relief les relations marché mondial/réseau d'États nous exposerons les premiers jalons d'une théorie de la nation.

Ensuite, dans la deuxième section, il sera traité des problèmes du développement inégal et combiné au centre des États impérialistes.

La troisième section recouvre les problèmes de la relation conscience de classe/conscience nationale.

La conclusion montre comment en retournant à Marx il est possible d'énoncer une série de propositions rendant compte des mouvements contemporaine de désintégration interne des États bureaucratiques et impérialistes.

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que la *nation* ? L'on répond généralement en disant que c'est un ensemble d'individus, de groupes sociaux, ou bien encore une communauté.

La question qui devrait surgir serait alors : Qu'est-ce que le peuple ? La nation peut-elle exister sans le peuple ? Y a-t-il des peuples sans nation ?

La deuxième difficulté concerne le nationalisme. Existe-t-il des nations sans nationalisme ? Est-il possible qu'il existe des nationalismes sans nation ? De toute évidence, celui qui pose ces questions établit une différence entre peuple, nation et nationalisme. Assurément, si l'on pense qu'il peut y avoir des nationalismes sans nation, on admettra toujours qu'un nationalisme sans peuple est une aberration et que le fondement

du nationalisme est de créer une nation, mais pourquoi ce terme contiendrait-il dans sa racine explicative, la nation ¹ ? Par ailleurs, on cherchera vainement des nations sans peuple.

L'on notera alors que le peuple se situe toujours au centre du problème, et qu'il constitue le halo mystérieux entourant la nation et le nationalisme ².

¹ Cf. Anthony D. Smith, *Theories of Nationalism*, New York, Harper and Row, 1971.

et

Kamenka E. (ed.), *Nationalism. The Nature and Evolution of an Idea*, Londres, Edward Arnold, 1976.

² Le pouvoir politique du peuple comme revendication première de la nation marque la rupture du consensus féodal où seul Dieu est source de légitimité. Ainsi le nationalisme tire-t-il, en théorie, sa justification de l'appel à la souveraineté populaire. Ceci ne veut pas dire Pour la bourgeoisie qui avance une telle perspective, reconnaisse la nécessité d'une réelle démocratie, cela veut dire que *la bourgeoisie nationale gouverne au nom du peuple*.

Toutefois J. Wiseman fait remarquer que le statut politique de l'Église, dès le début du XVe siècle, s'était érodé et que sa crédibilité avait été entamée par le Grand Schisme. Aussi la loyauté envers la Monarchie, l'éloge et l'illustration de la langue vernaculaire apparaissent-ils comme les premiers éléments d'une conscience nationale. Le "peuple de France" est un peuple "naturel", le "plus" naturel de tous les peuples. Par ailleurs il est significatif que la Guerre de Cent Ans, tout en exacerbant la haine des "princes étrangers", n'entraîne pas une réaction chauvine puisque les étudiants des "quatre nations de l'université de Paris, France, Picardie, Normandie et Angleterre"

La troisième difficulté concerne *l'indépendance*. Si on définit le nationalisme comme un mouvement politico-idéologique pour atteindre l'indépendance, doit-on conclure qu'il n'existe que des nations indépendantes ou souveraines. Si la nation est déjà constituée avant l'indépendance, qu'est-ce donc qui constitue la nation ? Est-ce la lutte contre l'opresseur ? Est-ce la lutte contre l'envahisseur étranger ? Dans ce cas, on aboutit à une définition circulaire de la nation, puisque l'oppressé renvoie à l'opresseur, ou à une nation dominante, et l'étranger, à un élément distinct de soi-même, ou à une nation étrangère. Les deux exemples présupposent une nation déjà constituée. Avec la *conscience nationale* on se trouve confronté à une quatrième difficulté. Généralement, la conscience nationale renvoie à l'appartenance à une nation qui recouvre alors les "éléments" suivants : territoire définie langue commune, religion etc... Mais comment se fait-il que des individus, comme en Erythrée, en Afrique, appartenant à des tribus différentes, à des religions différentes, à des ethnies différentes, participent ensemble à un mouvement de libération anti-colonialiste ou anti-impérialiste ? Ne devrait-on pas alors exclure toute définition ethnique de la nation ? On répondra que dans ces derniers cas, l'oppression impérialiste crée, construit la nation. À partir de quoi, on s'interrogera sur l'existence d'une nation canadienne-anglaise ou anglo-canadienne, d'une nation anglaise, etc... Inversement, on pourra rétorquer que la nation se crée parce qu'elle vise à dominer un autre peuple. Toute nation serait d'abord dominante, exploitante et aurait pour effet, dans l'acte de domination, de créer la nation, en tant que peuple dominé. Cependant, la limite d'un tel argument est d'emblée visible puisque dans l'histoire, des peuples en ont dominé d'autres sans qu'ils aient pour cela fondé des nations.

ne souffrent, même pendant la Guerre, d'aucune attaque chauvine. Ainsi la Guerre de Cent Ans marque un tournant dans l'idéologie du Moyen Age, elle la sécularise. Cette sécularisation sera accrue avec l'apparition des guerres modernes et des grands États. (Cf. Josette A. Wiseman, "L'Éveil du sentiment national au Moyen Age : la pensée politique de Christine de Pisan" in *Revue Historique*, CCLVII, no. 2, 1977.)

Enfin, la cinquième difficulté réside dans la *relation entre le mode de production, en tant que concept, et la nation* ou bien encore entre la lutte des classes et la lutte d'émancipation nationale. Du moment que l'on tente d'établir un rapport entre les classes et la nation, on débouche sur un double problème. D'une part le concept de mode de production, en tant que concept est forcément réducteur (le réductionnisme de classe dénoncé par beaucoup d'auteurs), il tend à subordonner la nation à la classe, la lutte de libération nationale à la lutte des classes, toujours déterminante³. Dans ce cas le rapport des classes à

³ Cf. Lénine en février 1903 :
"Ce n'est pas l'affaire du prolétariat de *prôner* le fédéralisme et l'autonomie nationale, ce n'est pas l'affaire du prolétariat de présenter de semblables revendications, qui se ramènent inévitablement à la revendication de créer un État de classe autonome. L'affaire du Prolétariat, c'est d'unir plus étroitement les plus larges masses possibles d'ouvriers de toutes nationalités, de les unir afin de lutter sur le terrain le plus large possible pour la république démocratique et pour le socialisme". À propos du Manifeste des S.D. arminiens", *Oeuvres*, Tome 6, p. 385.
Cf. Rosa Luxemburg :
"Pour la social-démocratie, la question des nationalités est avant tout, comme toutes les autres questions sociales et politiques, une question *d'intérêts de classe*".
"La question nationale et l'autonomie", in Haupt, Lowy et Weil (eds.), *Les Marxistes et la question nationale*, Paris, Maspéro, 1974, pp. 1967.
Voir également le texte complet dans *The National Question, selected writings by Rosa Luxemburg*, ed. par Horace B. Davis, Monthly Review Press, 1976.
"La social-démocratie est le parti de classe du prolétariat. Sa tâche historique est d'exprimer les intérêts de classe du prolétariat... Ainsi la social-démocratie a le devoir de réaliser non le droit des nations à l'autodétermination mais seulement le droit de la classe ouvrière, qui est exploitée et opprimée, le droit du prolétariat, à l'autodétermination", p. 140.
Boukharine, Piatakov, Stresser, etc. abordèrent des opinions semblables :
Voir Gankin and Fisher : *The Bolshevik and the world war, the origin of the third international*, Stanford, 1940.
Stephen F. Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution, a political biography 1888-1938*, New York, Vintage Books, 1971.
ainsi que Joseph Strasser et Anton Pannekoek. *Nation et lutte de classe*, Paris, 10-18, 1977.

la nation est mécanique, faussement dialectique, il plaque la nation sur le mode de production et celle-ci est soumise à un discours téléologique. D'autre part, c'est la pertinence même d'une définition qui se trouve posée. Toute définition, comprise comme un alignement de "facteurs" constitutifs, si elle veut atteindre une certaine généralité, écartera toute allusion aux classes sociales (cf. la définition de Staline). La lutte des classes, le mode de production, seront alors ré-introduits, en extériorité par rapport à la définition de la nation. La tentative de définition aboutit alors à une curieuse dialectique entre des invariants, des effets permanente de la nation, et l'histoire de la lutte des classes. Dès lors il est difficile d'imaginer que la nation soit une donnée permanente tout en étant issue du développement du capitalisme, c'est-à-dire historiquement déterminée ⁴.

Ces positions n'expriment pas que des analyses post-marxiennes, ainsi Marx en 1845 :

"La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'échange libre. le marchandage de soi-même. Son gouvernement a est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est le capital, son atmosphère natale n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est l'atmosphère de l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas le sol français, ni anglais, ni allemand, il se trouve quelques pieds sous terre".

K. Marx, *Critique de l'Économie nationale* (suivi de F. Engels : *Discours d'Elberfeld*), Paris, EDI, 1975, p. 84.

Bien entendu, ces citations sont isolées de leur contexte et tendraient à faire croire que ces théoriciens révolutionnaires niaient purement et simplement la question nationale. Rien n'est plus faux. Ces citations doivent être analysées dans le contexte théorique des auteurs et dans un contexte historique. Cependant, elles sont indicatives de la complexité du problème et des errements, des efforts souvent très grande du courant marxiste pour le résoudre. Voir à ce sujet l'excellente étude G. Haupt "Rosa Luxemburg à l'orée de la recherche marxiste dans le domaine national", in *Pluriel*, no. 11, 1977.

⁴ Trotsky exprimait lui aussi des opinions contradictoires à ce sujet :

"La nation constitue un facteur agissant et permanent de la culture humaine. La nation survivra non seulement à la guerre actuelle, mais aussi au capitalisme lui-même".

Nache Slovo, juillet 1915, in *Pluriel*, no. 4. 1975, p. 49.

PROBLÈMES DE MÉTHODE

a) Contre les définitions objectivistes :

[Retour à la table des matières](#)

Une définition de la nation à partir d'une théorie des facteurs comporte deux principaux dangers. D'une part il s'agit de l'écueil taxinomique et typologique (coloré ou non de termes "marxistes") dont la conséquence est la tendance ou la tentative d'exclure, d'écarter ou de dénigrer une lutte quelconque d'émancipation nationale. Généralement les "motifs" invoqués ressortissent à la viabilité historique, à la centralisation économique, ou bien à la vivacité de la langue, à l'étendue du territoire, etc... La tentation est aussi grande d'identifier la nation avec l'un de ses éléments "constitutifs", soit à l'État, soit à la langue, etc... La lutte idéologique vient alors opacifier la réalité quand la classe dirigeante de la nation dominante attribue volontiers la qualité de "nation" au peuple dominé. Il y a toutes les chances que l'État, ou un État souverain, ne soit pas le substrat de cette nation qui se voit décerner des mérites et des qualités qu'elle n'avait même pas soupçonnés. La nation est alors identifiée aux coutumes, au franc-parler, au folklore, aux particularités physiques, gastronomiques, au caractère, etc... Bref, la bourgeoisie de la nation dominante considère la nation comme naturelle. Tout comme le capital engendre le capital, la nation engendre la nation ; tout comme l'argent crée la richesse, la langue, le territoire... créent la nation. L'identification de la nation à l'un de ses "éléments" permet un glissement morbide et funeste vers la théorie des peuples sans histoire et des nations-non-historiques.

D'autre part, le deuxième danger d'une telle conception taxinomique téléologique de la nation consiste en l'adoption d'une conception manipulatrice de la nation considérée du point de vue de son aspect

fonctionnel ou ce qui revient au même, historico-fonctionnel. Telle nation a sa place dans l'histoire parce que la géographie politique ou la géographie tout court lui a assigné la fonction de digue ⁵, de rempart assurant la protection d'une ou plusieurs nations historiques. Le "facteur" militaire est apprécié ici à son juste poids.

b) Critique de la théorie de l'autodétermination de Lénine :

[Retour à la table des matières](#)

Cette conception fonctionnaliste de la nation est présente dans la théorie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en tant qu'il s'agit curieusement d'un *droit absolu à application relative*. Bien entendu la fonction de la nation ne se situe pas tant au niveau topographique que dans la lutte des classes. Les mouvements d'émancipation nationale sont considérés et appréciés comme des appuis, des alliés de la classe révolutionnaire qui les subordonne. Nous verrons, puisque nous nous trouverons à aborder les positions de quelques théoriciens marxistes, que la théorie du droit à l'autodétermination ou (pour allier

⁵ Voir Marx, Engels, *Écrits Militaires*, Paris, L'Herne, 1970.
- *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 3 vols, Paris, Ed. Sociales, 1963, 1969, 1971.
- Barry R. Ritter, "Friedrich Engels and the East European Nationality Problem", in *East European Quarterly*, vol. X, no.
- G. Haupt et C. Weil, "Marx et Engels devant le problème des nations", *Économies et Sociétés*, octobre 1974.
- Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Paris, Gallimard (Coll. Idées), 1976, la question des nationalités, pp. 47-101.
Engels dans une lettre à Bernstein, 22 février 1882, écrivait cependant :
"Je n'accorde aucune valeur à toute cette théorie de la digue depuis qu'un mouvement révolutionnaire a acquis de la force en Russie".
in *Les Marxistes et la question nationale*, op. cit., p. 103.
Un peu plus tard, Engels écrira qu'il n'existe que des peuples historiques, que : "l'époque des peuples élus est révolue à jamais".
Marx et Engels, *La Russie*. Paris, 10-18, 1974, p. 275.

l'emphase à la provocation) *la théorie du droit absolu à l'autodétermination relative*, comporte quatre lacunes principales.

- 1) Elle réduit la question nationale à son contenu démocratique en oubliant toute spécificité du nationalisme en tant que mouvement politique et toute dynamique interne de la question nationale. La résolution de la question nationale sera alors envisagée du point de vue pragmatique, caractérisé par une politique de concessions et d'aménagements politico-administratifs.
- 2) Elle part d'une définition fautive du nationalisme, considérée comme idéologie consciente des seules classes bourgeoises et d'une conception mécanique du rapport des classes sociales à l'idéologie. Généralement, une telle conception s'accompagne d'une méthode anti-dialectique du positif et du négatif.
- 3) Elle calque la conscience spontanée de la classe ouvrière sur le modèle des États-nation et des nations dominantes et fait de la conscience trade-unioniste la seule forme de conscience spontanée des classes laborieuses. Le parti centralisé, instrument historique du prolétariat, est considéré comme le modèle trouvé d'organisation des masses exploitées.
- 4) Elle ne permet pas de forger une véritable alliance de classes fondée sur les intérêts historiques de chaque classe à partir de leur exploitation commune. Ce qui caractérise alors les défenseurs de cette théorie est l'opportunisme politique nourri par une attitude attentiste face au problème national.

La théorie de l'autodétermination politique porte incontestablement les marques de son évolution génétique déterminée par la guerre (le système théorique de Lénine existe vraiment en 1913, même si le droit à l'autodétermination avait été incorporé au programme dès 1903) et le manque de clairvoyance du gouvernement de la bourgeoisie en matière de politique nationale. Après la révolution, c'est-à-dire pendant la

guerre civile, la question nationale dans l'ancien empire tsariste n'a pas reçu de réponse conceptuelle, théorique, mais elle a été appréhendée de manière improvisée, contradictoire et heurtée. La réponse personnelle de Lénine, lors de l'"affaire géorgienne" (1921-1922), fut d'ordre administratif, pragmatique et restait confinée dans les anciens schémas théoriques. Lénine pensait trouver, dans le remaniement de la bureaucratie et l'injection d'ouvriers dans l'appareil d'État, la solution externe de la question nationale dans laquelle il ne percevait toujours pas une dynamique interne.

Finalement l'erreur fondamentale que recouvre la "théorie" de l'autodétermination politique réside dans l'adoption non critique de la part des révolutionnaires, des cadres politiques héritée de l'époque ascendante du capitalisme.

Ainsi la similitude dans la démarche est frappante. Les bourgeois libéraux croyaient ou faisaient croire que la question nationale allait se résoudre avec l'introduction et la diffusion de la démocratie politique ; de nombreux théoriciens marxistes comme Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg... pensaient, quant à eux, que l'expropriation de la propriété privée des moyens de production devait nécessairement introduire la démocratie socialiste et signifier la fin des questions nationales.

Dans ces conditions on ne s'étonnera pas d'entendre Zatonky - pourtant ardent adversaire du centralisme de Staline - déclarer au Xe congrès du PCR (b) :

"Nos camarades doivent absolument *abandonner* l'idée que la fédération soviétique est d'abord et seulement une fédération russe (rossiiskoi) car l'important n'est pas qu'elle soit russe mais qu'elle soit soviétique ⁶".

⁶ "Doklad Po Natsional' nomou Voprosou" : *desiatyi s'ezd RKP (b)* 1er mars 1921 (rapport sur la question nationale : le 1er congrès du PCR(b)), Moscou, 1973, p. 203.

Avec de tels raisonnements les Bolcheviks sincères ou oppositionnels se coupaient littéralement les mains face à la bureaucratie chauvine russe et à son représentant le bureaucrate géorgien Staline (l'adéquation entre la centralisation et la bureaucratie est plus essentielle encore que l'adéquation bureaucratie et chauvinisme : Staline était d'abord un bureaucrate qui a adopté l'idéologie qui correspondait le mieux à la bureaucratie ; par nécessité il devint un chauvin grand russe) qui pouvait déclarer au Xe congrès (déjà en 1921 !) en se faisant applaudir :

"Nous nous sommes depuis longtemps débarrassés des slogans fumeux sur l'autodétermination et nous n'avons pas besoin de les ressortir ⁷."

Il serait nécessaire de consacrer tout un chapitre à une critique de la non-théorie du droit des peuples à s'autodéterminer. Soulignons cependant quelques-unes des contradictions qui en émanent.

L'erreur maintenant est que cette "théorie" relègue la question nationale au plan des droits démocratiques. Cette erreur découle d'une conception fautive de la nature des révolutions bourgeoises et du développement historique dont la source se situe dans une analyse schématique de l'accumulation du capital élevant la France et l'Angleterre au rang de paradigmes. Le rôle d'une révolution bourgeoise n'est pas d'introduire un progrès politique dans son ensemble, mais d'accomplir un progrès politique correspondant aux intérêts de cette classe ; le rôle d'une révolution bourgeoise n'est pas de développer nécessairement la démocratie, mais de développer le capital. Le degré de démocratie atteint dépend du niveau économique de la société, de son degré d'arriération ⁸, des rapports de forces entre les classes, de l'évolution historique de l'État, de la place de la société au sein de la division internationale capitaliste du travail. Le capitalisme, particulièrement dans

⁷ Ibidem, p. 213. Staline attaque ici SAFAROV qui insistait sur la lutte idéologico-culturelle parmi les peuples du Turkestan.

⁸ Au sens entendu par Alexandre Gerachenkron, "*Europe in the Russian Mirror*, Cambridge University Press, 1970.

les pays de l'Est, s'est développé à partir de l'intervention massive de l'État, de l'agriculture d'exportation, de l'alliance bureaucratie-proprétaires fonciers et bourgeoisie industrielle. Après la défaite de l'Autriche contre la Prusse, la Hongrie est devenue le partenaire le plus réactionnaire de l'Empire des Habsbourg, précisément parce que les classes terriennes ont pu entreprendre ou partager le contrôle politique du Royaume..

La bourgeoisie n'a pas de mission historique, ni dans le domaine national ni dans le domaine démocratique. L'équation, question nationale résolue démocratiquement = révolution démocratique bourgeoise, repose sur un à priori, une pure construction théorique calquée sur l'État-nation et l'expérience française. Il existe autant de programmes bourgeois qu'il existe de formes particulières d'accumulation du capital et de formes politiques (États) du développement des rapports de production. La révolution américaine fut démocratique précisément parce qu'elle était une révolution démocratique et anti-coloniale ; et la révolution française parce que la paysannerie et les masses urbaines avaient montré des grandes capacités politiques d'intervention autonome. (radicalisme de la révolution agraire et des sans-culottes)

Quand la révolution bourgeoise ne réalise pas des tâches démocratiques on prétend chez les marxistes qu'elle est restée "inachevée". Pour qui ? Pour la bourgeoisie ou le prolétariat ? Il suffit d'étudier le développement de la production des grains, de la houille, du fer, la prolifération des chemins de fer et des banques après 1848. entre 1849 et 1855, pour s'apercevoir que ledit inachèvement de la révolution bourgeoise, en Allemagne, n'a pas manqué de développer efficacement les forces productives et les rapports bourgeois de production. On prétend ensuite que la devoir du prolétariat est de reprendre à son compte les tâches démocratiques qu'une bourgeoisie "traître" ou "débile" aurait abandonnées en chemin. La boucle est bouclée, la question nationale relève du domaine démocratique, de considérations tactiques, de plans temporaires ou immédiats, et la vraie mission du prolétariat est de réaliser le socialisme. La question nationale participerait

de la phase bourgeoise de la révolution nécessaire aux alliances de classe. On considère a priori que nationalisme et socialisme sont deux termes antithétiques, que le plus grand mal est la diffusion du nationalisme dans les rangs du prolétariat.

Trois auteurs marxistes qui ne sont certes pas suspects d'avoir développé des théories hérétiques sur la question nationale, à savoir Kautsky ; Rosa Luxemburg et Trotsky (malgré lui) ont chacun mis en évidence un aspect différent de la faiblesse de la "théorie" du droit à l'autodétermination.

Les droits absolue de justice et d'autodétermination nationale ne peuvent exister à l'époque du capitalisme, parler de droit absolu revient à tromper les masses. Rosa Luxemburg oppose ici un argument très fort à Lénine lorsqu'elle lui reproche de mettre sur un même plan les droits démocratiques et les droits nationaux :

"Les droits d'association et d'assemblée, la liberté de parole, la liberté de presse, etc... sont des formes légales d'existence de la société bourgeoise même. Mais la "droit des nations à l'autodétermination" est seulement une formulation métaphysique d'une idée qui dans une société bourgeoise est complètement inexistante et ne peut être réalisée que sur la base d'un régime socialiste ⁹."

Karl Kautsky a fait preuve d'une grande clairvoyance lorsqu'il écrivait en 1905 :

"Plus la participation du prolétariat à la révolution en Russie sera énergique, plus la révolution se fera non seulement libérale mais réellement démocratique, plus la force d'attraction de l'empire sur ses nations limitrophes sera considérable et elles préféreront s'associer librement à lui plutôt que le combattre. En revanche, moins on parviendra à modifier le régime actuel à l'intérieur de la Russie, plus la révolution adoptera aux frontières des tendances séparatistes ¹⁰."

⁹ *The National Question. Selected Writings*, op. cit., p. 140.

¹⁰ In *Pluriel*, no. 10, 1977.

Kautsky souligne avec raison que question nationale et démocratie, si elles sont liées, ne sont pas identiques.

Enfin, Trotsky qui partage les positions de Lénine dans le domaine national (mis à part l'épisode de l'affaire géorgienne), établit fort justement un rapport dialectique entre conscience politique et conscience nationale :

"La paysannerie ukrainienne n'avait pas formulé de revendications nationales dans le passé pour cette raison que la paysannerie ukrainienne ne s'était pas, d'une façon générale, hissée jusqu'à l'existence politique ¹¹."

On pourrait également citer les thèses du 8e congrès du Parti communiste russe (Bolchévique) et relever ainsi toute l'ambiguïté de la théorie du droit à l'autodétermination. Cette ambiguïté traduit aussi bien une impuissance politique et théorique qu'un opportunisme méprisable :

"Le parti communiste pan-russe envisage la question de savoir quelle classe exprime le désir d'une nation pour la séparation, d'un point de vue historique, en prenant en considération le niveau de développement histo-

¹¹ Léon Trotsky on *Black Nationalism and Self-Determination* Pathfinder Press, p. 57. Voir aussi son *Histoire de la Révolution russe*.

L'exemple le plus significatif à cet égard est celui des masses paysannes de Pologne qui n'ont commencé à développer une conscience nationale qu'à partir du moment où elles se sont libérées de l'exploitation par le servage. Après l'échec du soulèvement de 1846, les Populistes polonais avaient très bien compris que la révolution nationale était étroitement liée à la révolution sociale particulièrement dans les campagnes. Ainsi on constate que les réformes agraires de 1863-64 ont été plus radicales dans les régions où les soulèvements nationaux avaient été les plus violents.

Cf : R.F. Leslie, *Reform and Insurrection in Russian Poland 1856-65*, Westport Greenwood Press, 1963, ainsi que l'article du même auteur, "Politics and Economics in Congress Poland, 1815-64", *Past and Present* no. 8, novembre 1955.

Peter Brock, *Polish revolutionary populism*, University of Toronto Press, 1977.

Piotr S. Wandycz, "Polish federalism and its historical antecedents", in *East European Quarter*, vol. IV, no. 1, 1970.

rique de la nation, c'est-à-dire si la nation est en train de passer de la médiévalité à la démocratie bourgeoise ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie soviétique ou prolétarienne ¹²."

Ainsi nous partageons la remarque d'Alfred Cobban lorsqu'il dit que l'analyse marxiste a tendance à sous-estimer la force du nationalisme et à considérer les mouvements nationaux comme de simples sous-produits de la victoire du capitalisme sur le féodalisme ¹³.

c) Contre une définition, pour une théorie de la nation :

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce donc une nation ? Peut-on élaborer une définition de la nation en évitant le piège réductionniste ?

Nous pensons qu'une définition de la nation est impossible pour la raison évidente que la nation est un procès social et historique ¹⁴. Par contre, nous restons convaincus qu'une *théorie de la nation* s'avère aujourd'hui plus que jamais nécessaire, voire même urgente au sein du mouvement ouvrier et parmi les intellectuels socialistes.

Cependant, cette théorie ne doit pas non plus être une description, même celle d'un procès historique d'intégration sociale comme l'a fait

¹² In Meisel et Kozera, *Materials for the Study of the Soviet System*, Ann Arbor Michigan, 1953, p. 108.

¹³ Alfred Cobban, *National self-determination*, Oxford University Press, 1945, p. 102.

¹⁴ Otto Bauer écrivait ainsi : 'Sa théorie de la nation n'est pas centrée sur une définition de la nation mais sur la description du procès d'intégration qui a produit la nation moderne' tiré et traduit de "*Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*" in *Essential works of socialism* édité par I. Hove, Yale University Press, 1976, P. 274.

Otto Bauer. Mais cette théorie n'est possible qu'à partir d'une critique de la théorie politique en général et des théories de la nation en particulier.

Autrement dit, il s'agit de jeter les bases d'une critique matérialiste des théories de la nation existantes.

Une telle théorie, pour qu'elle ne nous conduise pas à l'élaboration d'une "définition" empirique de la nation, ou bien à une "définition" tautologique qui déduirait l'existence d'une nation à partir de l'expression ou l'émergence d'une conscience nationale, se doit d'aborder au moins trois problèmes :

1) les formes politiques de la lutte des classes liées au développement des formes des rapports d'exploitation, c'est-à-dire des rapports sociaux de production ; 2) le rapport changeant de la conscience de classe (constitutive de la classe, la classe pour soi de Marx) à la généralisation du travail productif ; *autrement dit*, il s'agit du rapport entre le travailleur collectif ¹⁵ (lieu de l'exploitation) et la classe ouvrière ; 3) le rapport (traditionnel) entre structure et superstructure, entre l'internationalisation (que certains ont cru découvrir récemment) du capital et l'État national, enfin le rapport entre pouvoir d'État et pouvoir de classe pour reprendre la formulation désormais célèbre, de Ralph Miliband.

Toute tentative de définir la nation se trouve d'emblée confrontée au dilemme d'une qualification classiste de la nation ou d'une énumération qui exclut les classes et donc qui ne peut pas rendre compte du rapport de la nation au mode de production. Par ailleurs, toute théorie de la nation doit prendre en considération l'hétérogénéité des classes sociales, distinguer les couches moyennes traditionnelles des couches intermédiaires du travailleur collectif, c'est-à-dire du travail productif ainsi qu'établir le rôle des intellectuels au cours de l'évolution de la

¹⁵ Cf. Ralph Miliband, *Marxism and Politics*, Oxford Press, 1977.

division du travail ¹⁶. En conséquence, toute théorie de la nation doit exprimer au niveau des concepts, la tendance du mode de production capitaliste (qu'est-ce que le capitalisme et quand est-il apparu ?) à révolutionner constamment les moyens de production et le *travail concret* donc en définitive le rapport valeur d'usage et valeur d'échange. Cette transformation des rapports de production s'accompagne d'une extension géographique de la production et bien entendu du pillage colonial. À cet égard, il conviendrait d'analyser le rapport entre le *capital marchand* - longtemps seule forme de capital dans les pays colonisée - et la production industrielle ¹⁷. On ne pourra plus alors parler seulement de l'État mais analyser ce que Wallerstein appelle un "network of States".

d) Marché mondial et États à l'origine du problème :

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'exposer les premiers jalons, et seulement des jalons, d'une théorie de la nation, nous voudrions mettre en évidence un autre problème.

La formation d'États nationaux, parallèlement à la création du marché mondial, répondait à deux exigences - a) développer la base du capital (taxes, impôts, etc.) ; b) réprimer la paysannerie et par la suite empêcher une crise révolutionnaire en développant l'État national pour

¹⁶ Cf. Michael Lowy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Paris, P.U.F., 1976.

Lowy propose de remplacer l'expression équivoque "nouvelle petite-bourgeoisie" par "nouveau prolétariat" ou "prolétariat intellectuel".

¹⁷ Cf. Geoffrey Kay. *Development and underdevelopment. A Marxist Analysis*, Londres, Macmillan, 1975.

constituer une *alternative politique* ¹⁸ (tout comme le colonialisme) à la lutte des classes.

Les travaux ci-dessous mentionnés contiennent une analyse globale de la question nationale vis-à-vis de l'État. On peut résumer les principales thèses comme suit :

L'analyse de la diversité des formes de production, donc des formes d'accumulation dans le procès global et général d'accumulation s'avère déterminante pour comprendre les mécanismes de l'accumulation. Le travail salarié, précise Gunder Frank, "peut exister de façon isolée, sans contribuer à la reproduction et l'accumulation du capital, tandis qu'une production au sein des rapports de production autres que le travail salarié peut-être et est effectivement échangée comme capital et peut donc contribuer - et contribue - de façon significative à l'accumulation du capital au cours de toute histoire" ¹⁹.

Le capitalisme est un mode de production essentiellement mondial dont l'efficacité et le dynamisme se manifestent à travers sa tendance inhérente à intégrer des économies non capitalistes, à combiner plus-value et surplus-value ainsi créées :

¹⁸ Cf. Immanuel Wallerstein, "The Rise and Demise of the World Capitalist System : concepts for comparative analysis", in *Comparative Studies in Society and History*, vol. 16, no. 4, 1974.
- "The present state of the debate on world inequality", in *World Inequality*, Wallerstein (ed.), Montréal, Black Rose Books, 1975.
- *The Modern World System, Capitalist Agriculture and the Origins of the European-World Economy in the Sixteenth Century*, New York Academic Press, 1974.
- Philip Ehrensaft, "Polarized Accumulation and the Theory of Economic Dependence : the Implication of South African Semi-Industrial Capitalism", in Gutkind and Wallerstein (eds.), *The Political Economy of Contemporary Africa*, Londres, Sage Pub., 1976.
- André Gunder Frank, *L'Accumulation mondiale 1500-1800*. Paris, Calmann-Lévy, 1977.

¹⁹ Gunder Frank, op. cit., p. 38.

"si les rapports de production - mais en relation avec l'échange et la réalisation - sont les critères décisifs, c'est la transformation des rapports de production, de circulation et de réalisation par leur intégration au procès d'accumulation du capital qui est en principe le critère permanent de l'existence du capitalisme ²⁰."

Il est bien difficile de concevoir le développement du capitalisme, en tant que mode de production, sans la formation d'États, sans l'intervention de diverses structures étatiques, finalement sans le pouvoir d'État.

L'État ne se forme pas comme simple reflet superstructurel de la croissance des forces productives, il agit (activement) dans le modelage et le développement des rapports sociaux capitalistes ; cet État peut prendre *diverses formes* en relation non automatique avec le degré de développement de la production, avec l'interventionnisme d'autres États, avec les rythmes de la lutte des classes. À cet égard, précisons qu'il est vrai que le capitalisme à ses débuts revêt des caractères féodaux ; cependant il est évident que l'État absolu joue un rôle important dans le développement du capitalisme.

Nous pensons que l'État intervient strictement, dans la formation de rapports sociaux capitalistes pour trois raisons essentielles ²¹ :

- 1) L'économie-mondiale fonctionne sur la base d'une division internationale unique du travail ; dans un tel *système mondial* différentes parties remplissent différentes tâches économiques et/ou politiques ;

²⁰ Ibidem.

²¹ Pour ce développement, voir I. Wallerstein "The present State of the debate on world Inequality" in *World inequality*, Montréal, ed. par Wallerstein, Black Rose Books, 1975, pp. 23-24 ; et également I. Wallerstein, "How do we know class struggle, when we see it ?", in *The Insurgent Sociologist*, vol. VII, no. 2, 1977.

- 2) le marché mondial se trouve, dès le départ, structuré en diverses unités économiques que reflète, que développe la formation d'États nationaux ;
- 3) et dès le départ toujours, l'inégalité de développement s'instaure et se pose comme l'essence du système, cette inégalité économique est rendue possible, est renforcée ou renversée, perpétuée ou modifiée (mais toujours dans le sens d'une inégalité) par le développement des États nationaux.

Dans cet ensemble, se dégagent quatre conséquences qui situent la question nationale et le nationalisme au centre de ce système économique et politico-idéologique, c'est-à-dire qui déterminent la forme et dans une certaine mesure le contenu (dans une certaine mesure seulement et variant selon l'espace et le temps) des rapports sociaux capitalistes moulés dans l'élément national, imprégnés par le nationalisme :

- 1) plus l'État est fort et centralisé et plus il est capable d'orienter les ressources de l'économie-mondiale vers ses propres intérêts. Il se forme un *inégal développement de l'État* qui détermine un développement inégal des nations et rapports inégaux entre les classes sociales ;

"Le capital n'a pas tellement débordé les limites étatiques pour devenir international dans l'époque récente mais l'État national lui-même était constitué depuis longtemps comme sous-produit et serviteur du capital, dont l'existence et l'accumulation étaient déjà - et en fait dès le départ - internationales avant la naissance de l'État-national ²²."

De fait l'État national centralisé et fort (en règle générale) se présente comme la quadruple volonté des classes dominantes pour :

²² Gunder, Frank, op. cit., p. 39.

- a) réprimer la paysannerie sur une vaste échelle dans le contexte de la crise du système féodal des XIVe et XVe siècles ;
 - b) opérer un repli économique, organiser les méthodes de travail, la production et le système des taxes ;
 - c) organiser la guerre, le pillage et le colonialisme pour répondre à ces nécessités politiques et économiques, étant donné que l'État national se trouve déjà confronté à des voisins qui doivent faire face aux mêmes problèmes ²³ ;
 - d) diviser les pays de la périphérie en organisant des "pôles de développement".
- 2) L'importance et le renforcement des structures étatiques au sein de l'économie-mondiale expliquent la formation et la permanence du nationalisme, puisque les diverses classes dominantes peuvent faire croire aux masses exploitées que le conflit essentiel se situe entre les États et non pas dans les États.
 - 3) La structuration de l'économie-mondiale en États nationaux explique l'ambiguïté qu'a recouvert le concept de classe sociale. La classe sociale renvoie au système productif qui est un système mondial alors que la *conscience de classe* évolue dans un cadre politique qui est d'abord un cadre national.
 - 4) La reviviscence des conflits nationaux dans les États du centre est une expression de l'évolution d'une conscience de classe chez des groupes sociaux de plus en plus larges (incluant le prolétariat ou pouvant l'inclure) se situant désormais sur des positions d'offensive par rapport à l'État central, c'est-à-dire

²³ Cf. Charles Tilly, ed., *The Formation of National States on Western Europe*, Princeton University Press, 1975.
et
Perry Anderson, *Lineages of the Absolute State*, New Left Books, Londres, 1974.

face à l'État capitaliste, face à l'idéologie bourgeoise dominante axée et organisée sur un modèle politique, idéologique et culturel de la classe dominante du groupe ethnique dominant lequel, par ce fait même, se trouve soumis ou peut se trouver bientôt soumis à des tensions, voire même des clivages sur des bases de classe.

e) Vers une théorie de la nation.

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous proposons donc d'aborder la question nationale à partir des éléments suivants.

La nation dans sa période de formation, c'est-à-dire dans son procès social, suppose *le peuple* qui représente un ensemble de classes sociales en lutte, exploitées à différents degrés, tel qu'il n'existe pas d'antagonismes entre elles, un ensemble organisé, structuré idéologiquement par une classe hégémonique ou cherchant à l'être. Précisons que si *la nation apparaît avec le développement du capitalisme, elle ne s'identifie pas à lui* ²⁴.

²⁴ Une analyse correcte du *féodalisme* devrait s'imposer ici car l'enjeu théorique et politique est évident. La bourgeoisie n'a pas inventé l'État centralisé, le capitalisme à ses débuts n'est donc pas une affaire d'État-nation mais est le produit dialectique de la dynamique endogène du féodalisme, c'est-à-dire d'un processus d'accumulation de capital et de l'apparition d'un marché mondial. Le processus d'accumulation au sein du féodalisme renvoie aux contradictions structurelles du mode de production qui se matérialisent essentiellement par la baisse tendancielle du taux de prélèvement seigneurial et la baisse tendancielle de la productivité. L'une "est liée à la contradiction entre l'appropriation seigneuriale de la terre et le caractère individuel du processus de production et l'autre... aux caractères de la production (petite production n'autorisant qu'une croissance extensive)" Guy Bois, *Crise du féodalisme*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1976, p. 360. Le féodalisme est un mode de production, avec ses contradictions spécifiques, qui montre une dynamique de longue durée et qui assigne à la paysannerie un caractère de classe spécifique lié à son combat pour le

Autrement dit, la nation n'est pas la création pure et simple de la bourgeoisie, elle représente l'histoire d'un rapport de forces politique entre la paysannerie, la noblesse et la bourgeoisie ; entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie; c'est-à-dire la résultante d'un rapport de forces entre les classes dominées et l'État capitaliste. Dans ce sens, pour reprendre la formule d'Otto Bauer, la nation est l'histoire de la médiatisation au capitalisme des classes opprimées par le biais de l'État.

Le peuple, comme *unité politique*, suppose une alliance de classes sur la base d'une convergence d'intérêts déterminée historiquement par la lutte des classes. c'est-à-dire une forme spécifique des rapports d'exploitation capitalistes. Une certaine division du travail, permettant la formation d'un groupe d'intellectuels, s'avère indispensable pour créer ou achever la création du peuple, c'est-à-dire la nation à partir d'un discours articulé d'idéologies sédimentées (folklore, traditions, évocations de l'exploitation vécue, langue, religion, etc...). Ce discours qui demande une communauté de langue autant que de langage entre les intellectuels et le peuple, est orienté vers ou axé sur un *projet historique* de classe. d'une classe sociale particulière. La détermination de cette classe s'établit à partir d'un triple rapport - le mode de production, le système économique mondial et la formation sociale - dont les contradictions se reflètent principalement au niveau de ou dans *l'État*.

En conséquence, la conscience de classe est le résultat d'un chevauchement de multiples déterminations, d'un processus social diversifié tel que la *conscience nationale* est bien une forme particulière de

contrôle du processus de production et la baisse des prélèvements. Associer le capitalisme aux seuls progrès politiques des classes bourgeoises, c'est nier le concept de mode de production appliqué à la société féodale, nier et Sommer la lutte de classe de la paysannerie, c'est adopter comme la dit si bien Guy Bois "une vision de l'histoire... dominée par une lutte de classes que l'on aurait, au préalable, isolée d'un ensemble de conditions objectives" (ibid).

la conscience de classe. Mais qu'est-ce que la conscience nationale ? Précisons d'abord qu'il s'agit pour nous de définir une conscience nationale *systématisée* telle que la conscience d'appartenir à une communauté, l'émergence d'un passé culturel et politique, interviennent dans le discours articulé d'une intelligentsia.

Cette formulation-systématisation apparaît historiquement et constitue dès lors les fondements d'une conscience nationale *spontanée*. Le champ déterminé où se nouent systématisation et spontanéité est celui de la culture, comprise ainsi comme rapport trans-historique entre les classes sociales et en même temps comme un rapport de classes infléchi par la lutte des classes. Une conscience nationale appelle donc une culture systématisée, elle suppose une *culture nationale*. Toute culture est par conséquent à la fois une culture de classe et une culture populaire. Dans une nation *dominée* la culture populaire, dans un procès de systématisation, devient une culture nationale. Aujourd'hui, dans les nations opprimées, la naissance d'une culture nationale authentique exprime l'entrée du mouvement ouvrier sur la scène politique, et celui-ci, comme le souligne fort justement Otto Bauer ²⁵, se fait reconnaître comme un puissant levier de l'élargissement de la communauté de culture. L'accès à la culture nationale, sa formation et son évolution sont des enjeux de la lutte des classes.

Pourquoi la conscience nationale, ainsi définie, est-elle une conscience de classe ? Parce qu'elle unit les classes exploitées de la société-

²⁵ Otto Bauer, "La question des nationalités et la social-démocratie", in *Pluriel*, no. 1, 1975.

Fran Zwitter formule cependant une critique juste à l'égard des austromarxistes lorsqu'il écrit :

"Le fait décisif est qu'ils considèrent les luttes nationales non comme un facteur qui doit aider la lutte pour le socialisme, mais comme une entrave dans cette lutte, et qu'ils veulent résoudre avec ces propositions les questions nationales dans le cadre de la société bourgeoise, pour attirer ensuite l'attention des masses sur les questions sociales."

Les problèmes nationaux dans la Monarchie des Habsbourg, Belgrade, 1960, p. 133.

té. Si la conscience de classe est la compréhension, la formulation-adoption d'un projet historique de classe, elle suppose obligatoirement la délimitation d'un champ d'alliances de classe dans la lutte pour la démocratie, contre l'exploitation commune. *Nulle classe ne peut devenir la nation ou s'identifier à la nation, qu'il s'agisse de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie*. La nation n'est pas seulement un cadre politique et idéologique de la lutte des classes, une forme donnée, adjugée, séparée d'un contenu. La culture nationale ne se saisit pas comme un pur reflet superstructurel des rapports d'exploitation ou bien comme une simple enveloppe nécessaire au développement des forces productives. Il est impensable que la classe ouvrière dans sa lutte politique ne se hisse pas au plus haut niveau de la culture nationale, ne formule pas des revendications anti-capitalistes pour la défense des droits démocratiques, linguistiques, culturels et nationaux. Il est tout aussi impossible de nous faire croire que la lutte des classes ("stricto sensu", "à part"), le renversement pur et simple des rapports d'exploitation ou l'instauration du socialisme (désincarné ?) résoudrait la question nationale. La lutte d'émancipation nationale est aussi une lutte révolutionnaire pour le changement de forme et la transformation du contenu de la culture nationale. À ce niveau, il nous faut maintenant définir le *nationalisme*. F. Letamendia l'appréhende comme le produit d'"une combinaison spécifique de plusieurs classes dont les intérêts ne sont pas immédiatement incompatibles"²⁶.

Cette explication nous permet d'affirmer que dans la question nationale, les classes intermédiaires et même certaines couches de la petite-bourgeoisie, ne confrontent pas la classe ouvrière en tant que classes. La constitution des classes ne s'établit qu'au niveau du mode de production, dans la lutte des classes. Il n'existe pas de classes *a priori*, seule la place qu'occupent certains groupes d'individus dans le procès de production circonscrit une classe sociale. Ainsi *l'idéologie* ne constitue pas les classes et par conséquent il est faux d'assigner à toute

²⁶ F. Letamendia, *Les Basques, un peuple contre les États*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 222.

idéologie une appartenance de classe car, s'il en était ainsi, pourquoi y aurait-il des luttes idéologiques ? Pourquoi existerait-il une lutte des classes au niveau de l'idéologie ²⁷ ?

En fait, le procès de valorisation et d'exploitation du capital constitue les classes sociales, les rapports de production sont sous-tendus par la valeur d'échange et la production de plus-value, le procès de travail est inséparable du procès de mise en valeur. Les forces productives constituent les formes de mise en valeur du travail concret et les rapports de production expriment la forme de mise en valeur d'un tra-

²⁷ La tentation est souvent grande d'identifier idéologie et contenu idéologique, l'idéologie *en général* et une idéologie particulière, sans pouvoir distinguer dans le cas qui nous intéresse, si le nationalisme bourgeois est bourgeois parce qu'il participe de l'idéologie ou si l'idéologie est bourgeoise parce qu'elle se révèle nationaliste. Dans un cas comme dans l'autre les désignations reposent sur un a priori ; en dernière analyse elles débouchent sur l'affirmation qu'à chaque mode de production correspond une superstructure spécifique. Cependant la superstructure ne se réduit pas à l'idéologie et *les formes politiques* des rapports de production ne se déduisent pas automatiquement du concept de mode de production. Dans le domaine de l'étude *des* idéologies, il est facile de tomber dans le piège des analogies formelles parce que le rôle *de* l'idéologie est de structurer, d'articuler un discours. En fait chaque idéologie renvoie à la logique de fonctionnement d'une société, aux caractères de la production et aux rapports de force entre les classes sociales. L'idéologie n'est rien d'autre qu'une forme-structuration dont la fonction est : Homogénéisation-cohésion-légitimation. Le contenu (ici nationaliste) n'est rien sans la forme qui se trouve elle-même déterminée par une couche d'individus, les intellectuels, et la classe à laquelle ces derniers sont liée. Il n'y a pas de contenu bourgeois de l'idéologie. L'idéologie renvoie constamment à des classes sociales en lutte, et l'enjeu de cette lutte se manifeste au niveau du procès d'articulation-structuration. Lénine avait spontanément compris cela dans la question du parlementarisme et dans la question agraire, pourquoi le nationalisme s'écarterait-il de cette règle ? Le partage des terres effectué par les paysans n'est pas antithétique au socialisme. L'acquisition de l'indépendance nationale suit la même logique. on pourrait aussi analyser de la même façon le rôle de la démocratie dans les luttes des classes et dans la construction du socialisme. Personne ne réussit à nous convaincre que la tâche du prolétariat est de bâtir le socialisme et non de développer la démocratie. La conscience nationale prolétarienne n'efface pas la nation, ne nie pas la culture nationale ; pareillement la démocratie prolétarienne n'élimine pas la démocratie bourgeoise, *elle la dépasse*.

vail abstrait. Le capital est un rapport social de production, les rapports de production sont des rapports sociaux de production ²⁸. Si toute idéologie a une appartenance de classe désignée, il s'ensuit que la superstructure est nécessairement un moment de l'essence d'une classe, les idéologies devraient acquérir aux niveaux politique et idéologique des formes d'existence nécessaires. Comment une classe sociale peut-elle devenir hégémonique, c'est-à-dire rallier au niveau de la lutte idéologique d'autres classes sociales, si elle ne formule qu'une idéologie de classe ? Comment peut-on comprendre que les idéologies se transforment à travers la lutte des classes et au cours de son évolution ? Pourquoi les classes petites-bourgeoises ne réussissent-elles pas à acquérir un discours politico-idéologique cohérent ? Pourquoi toujours plus d'intellectuels rejoignent le camp de la classe ouvrière ? La qualification de l'idéologie comme "instance idéologique", "niveau idéologique" nous accule et finalement débouche sur une théorisation de la "conjoncture" qui par ailleurs ne vient jamais déplacer les éternelles instances.

Il n'y a pas de classes en dehors des rapports de production. Les classes petites-bourgeoises ne peuvent acquérir un discours idéologique homogène qu'à l'intérieur du *complexe idéologique articulé* de la bourgeoisie ou du prolétariat. Il s'agit pour ces deux classes sociales d'articuler un discours populaire-démocratique à un projet historique de classe, autrement dit à un discours idéologique de classe qui hisse la classe au rang hégémonique. Tout comme les classes se constituent en tant que classes dans la lutte des classes, l'idéologie de classe se forme dans la lutte idéologique des classes. La lutte des classes, au

²⁸ Cf. *Capital and Class*, no. 2, été 1977, (Bulletin of the Conference of Socialist Economists).

B. Théret, "Rapports de production et forces productives. La nécessité d'un retour à Marx", in *Critiques de l'économie politique*. nouvelle série, no. 1, 1977.

et

Roman Rosdolsky, *La genèse du "capital" chez Karl Marx*, Paris, Maspéro, C.E.P., 1976, (particulièrement pp. 345-350-351).

niveau de l'idéologie, relève de la lutte démocratique-populaire. Ernesto Laclau formule cela clairement lorsqu'il écrit :

"Chaque classe lutte au niveau idéologique simultanément comme classe et comme le peuple",

"La petite-bourgeoisie représente l'arène naturelle du combat idéologique²⁹."

Ainsi le mode de production, en tant que concept, définit la classe ouvrière comme l'élément moteur, le pôle de référence des classes exploitées mais non comme la seule classe exploitée. Pour assumer réellement cette fonction de pôle de référence, il lui faut articuler à son projet révolutionnaire de classe des composantes démocratiques, culturelles et idéologiques, et cela n'est rendu possible que si la classe ouvrière réussit dans le même temps à désarticuler le système "d'interpellations démocratiques" de la classe dirigeante. Toute position de classe sur la question nationale doit par conséquent être *offensive* et ne pas rester confinée dans des positions abstraites, de principe, sur le droit des peuples à l'autodétermination, car cela reviendrait ni plus ni moins à abandonner le terrain à la petite-bourgeoisie ou à la bourgeoisie³⁰.

²⁹ Nous avons emprunté ces remarques sur l'idéologie à l'excellent ouvrage d'Ernesto Laclau : *Politics and Ideology in Marxist Theory*. Londres, New Left Books, 1977, op. cit., pp. 109 et 114.

³⁰ C'est encore Léon Trotsky qui formule le mieux les limites théoriques et politiques de la théorie du droit à l'autodétermination qui accule le mouvement ouvrier dans des positions défensives, trop défensives.

"Le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés, et devenir leur guide qu'à condition de développer, en même temps que ses revendications de classe, et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement jusqu'au bout". "Les tâches des Communistes en Espagne", 25 mai 1930. "Même dans les questions nationales, le prolétariat défend jusqu'au bout le mot d'ordre de la démocratie, déclarant qu'il est prêt à appuyer par la voie révolutionnaire le droit des différents groupements nationaux à la libre disposition d'eux-mêmes, autonomie comprise".

Ibidem

Les idéologies se font et se défont. Il n'existe pas d'idéologie de classe adjugée, pré-établie. Les idéologies se forment dans un procès historique déterminé par la lutte des classes et les rapports de force.

Le nationalisme ne représente pas l'apanage des seules classes bourgeoises, il exprime une idéologie de la bourgeoisie en tant qu'il s'articule à un projet de classe défini, à un système idéologique structuré (parlementarisme, constitutionnalisme, etc.,...). Le nationalisme bourgeois ne traduit pas une connotation de classe au nationalisme en tant qu'idéologie mais révèle l'unité et la cohérence d'un discours qui fixe plusieurs idéologies ou éléments d'idéologie dans le cadre des rapports capitalistes d'exploitation. Dans ces conditions, le changement d'articulation correspond à un changement interne (politico-idéologique) dans la lutte des classes déterminée par les nouvelles formes de rapport de production.

Quels rapports doit-on établir entre le nationalisme, la culture nationale et la conscience nationale ? Dans les nations dominantes, dans les États centralisés, à l'intérieur des États-nations, le capitalisme même s'il s'est heurté à des systèmes culturels différents, a réussi. du moins jusque vers les années 1960, à réaliser une intégration culturelle, structurelle et politique sans toutefois éliminer toutes les différentes culturelles. Dans les nations dominées et colonisées, le capitalisme dans son oeuvre de désorganisation sociale s'est d'abord efforcé d'acquérir un contrôle politico-religieux, un contrôle social, en se

Ces deux citations sont tirées de la *Révolution Espagnole*, édité par P. Broué, Paris, éditions de Minuit, 1975. Ces quelques lignes suffisent à nuancer les propos sectaires de Letamendia contre Trotsky, l'accusant de négliger la question nationale tout en citant volontiers Lénine pour appuyer ses propres thèses.

Trotsky n'a fait que pousser jusqu'au bout les analyses de Lénine. La critique de Letamendia est bien mal placée et nous en rappelle d'autres beaucoup plus hargneuses, elle tombe dans le sectarisme qu'elle voulait précisément dénoncer et discrédite quelque peu un auteur qui tient néanmoins des propos fort intéressants sur la question nationale.

contentant d'une transformation de forme plus que de contenu. Dans ces conditions, les cultures locales ou nationales ont pu préserver leurs-éléments fondamentaux. Par la suite, les élites locales, régionales ou nationales élaborèrent une idéologie de classe (un système idéologique plus précisément) il s'agit du "criollismo" au Mexique ou du nationalisme clérical réactionnaire au Québec, par exemple. Dans le cas du Mexique ³¹, les Indiens ont été dépouillés de leurs valeurs, de leurs symboles sans que ceux-ci fussent détruits. Au contraire, ils ont été *incorporés, intégrés* à la religion catholiques grâce au concours des Jésuites (nous pensons ici à la vierge de Guadeloupe et au rapprochement de Quetzalcoatl avec Saint-Thomas). Ainsi, il était absolument nécessaire aux créoles d'affirmer que les indigènes avaient une culture, un passé historique, qu'une histoire authentique existait avant la colonisation, pour mieux exproprier la culture des Indiens, souligner la distance civilisatrice qui les sépare des créoles qui seraient devenus les meilleurs continuateurs de cette culture pré-coloniale. Le patriotisme créole est la manifestation d'une classe frustrée par la métropole espagnole et qui cherche à devenir, dans la colonie, la classe dominante.

Au Québec, bien entendu, les choses allèrent différemment. La résistance des Indiens, contrairement au Mexique, a été brisée et à l'époque de la colonisation du Québec, l'État étant plus centralisé, le capital marchand plus développé et la division internationale du travail très engagée. Dans les deux cas les élites intellectuelles ont développé une culture nationale qui était une culture de classe ; néanmoins dans les deux cas cette culture a été saisie (et continue de l'être) contre la domination étrangère impérialiste, la conscience nationale est liée à une culture nationale dont l'authenticité ne pourra surgir qu'avec l'émanci-

³¹ Cf. José Emilio Pacheco : "La patrie perdida. Notas sobre claviero y la culture nacional", in *En torno a la culture nacional*, Mexico, Instituto Nacional Indigenista, 1976. Cf. également Michael Hechter : "Towards a Theory of Ethnic Change", in *Politics and Society*, vol. 2, no. 1, 1971.

pation des classes exploitées, qu'avec l'émancipation de l'Indien sans laquelle la révolution n'aura de "Socialiste" que son nom.

La dégradation du travail, la déqualification des tâches, l'émiettement de l'éducation et l'érosion-prolétarisation du travail intellectuel, le sentiment d'appartenir à une communauté de culture, de posséder une conscience nationale, d'être un élément du développement d'une culture nationale, tout ceci donne des perspectives nouvelles à la conscience de classe et fonde l'optimisme de tous ceux qui participent à la lutte historique d'émancipation nationale. Plus que jamais ces paroles de Lev Martov, prononcées en 1895, sont d'actualité :

"Une classe ouvrière qui accepte passivement un statut national d'infériorité, une telle classe pourra difficilement se révolter contre son statut de classe inférieur. La passivité nationale des masses juives empêche d'éveiller la conscience nationale et la tâche d'éveiller la conscience de classe, doivent être menées parallèlement ³²."

En ce sens on doit comprendre le développement des mouvements nationaux basque, gallois, écossais, catalan, breton et québécois (entre autres) comme de nouvelles formes de la lutte des classes. Celles-ci sont directement politiques et se traduisent toutes par un regain de vigueur de la culture de nations largement prolétarisées. Ces mouvements nationaux constituent aujourd'hui un problème clef dans tous les grands États impérialistes. Pudiquement appelé "problème régional" au début des années 60, les mouvements nationaux nés au sein d'États impérialistes en rament de fait les fondements constitutionnels. Le renouvellement de la culture populaire de ces nations en voie de libération touche également le mode de vie et fait d'emblée appel à l'action communautaire. Le dépérissement de l'État que d'aucuns jugent encore utopique, peut aujourd'hui se fonder sur ces nations en lutte dans lesquelles la conscience nationale, pour une classe ouvrière

³² Cité par A.L. Patkin, *The origins of the Russian-Jewish Labor Movement*, Melbourne, Cheshire, 1947, p. 132.

largement majoritaire est une première et nécessaire expression de la conscience de classe.

COMMENT POSER LE PROBLÈME DE LA QUESTION NATIONALE DANS LES ÉTATS IMPÉRIALISTES ?

[Retour à la table des matières](#)

La problématique d'Ernest Mandel nous servira de point de départ ³³. Elle constitue une approche simple, récente et globale du point de vue marxiste de la question nationale dans les États impérialistes.

Pour Ernest Mandel la formation des nations est principalement liée au développement du capitalisme. Il s'agit pour la bourgeoisie d'unifier un marché national favorable à l'écoulement d'une production manufacturière et industrielle en plein essor. Il s'agit aussi de rassembler autour d'elle toutes les couches sociales dans sa lutte contre la superstructure liée à l'État absolu. Selon cet auteur, il ne faut pas surestimer les facteurs économiques provoquant l'apparition et la perpétuation des nations. Ainsi il évite l'interprétation marxiste mécanique consistant à lier la disparition naturelle des nations à l'effondrement de leurs racines économiques autonomes provoqué par le mode de production capitaliste ³⁴. En effet, si pour Marx l'apparition du marché

³³ Ernest Mandel, "Question Nationale et luttes de classes dans les pays impérialistes", *Contradictions*, janvier-juin 1973, Bruxelles, pp. 35-52.

C'est la voie que prend également un auteur catalan, membre du Parti Socialiste d'Unité Catalane (PSUC), Rafael Ribo, *Sobre ef fet nacional catalunya, apïson catalane, estat espanyol*. Barcelone, L'avenc, 1977, p. 142-145.

³⁴ Rosa Luxembourg a eu souvent tendance à déduire directement de l'analyse économique démontrant l'intégration d'une formation sociale au marché mondial, la disparition de l'autonomie politique de la nation.

mondial tend à désagréger les fondements économiques des nations, il ne les détruit pas automatiquement. De plus ce n'est qu'à la fin du 19e siècle que l'extension du marché mondial industriel s'est réellement affirmée par la division internationale du travail et l'apparition de l'impérialisme. Généralement les interprétations économistes du marxisme privilégient le facteur "marché national" comme unique origine des nations modernes.

Ainsi l'aspect politique, le rassemblement de toutes les couches sociales opposées à l'aristocratie sous la direction de la bourgeoisie est alors laissé pour compte. Ernest Mandel souligne cependant le rôle idéologique clef de la lutte nationale pour des couches paysannes et petites-bourgeoises urbaines qui ne se mobiliseraient jamais sur le thème de l'extension d'un marché capitaliste industriel et manufacturier. La revendication nationale intègre ainsi des aspects économiques et des aspects qui relèvent de luttes politiques pour la démocratie contre l'absolutisme ³⁵.

Pour Ernest Mandel une différenciation doit aussi s'effectuer entre petites et grandes nations dans l'explication de la permanence d'une

³⁵ Proudhon et Bakounine ont pour leur part surtout privilégié ce dernier aspect. Ils ont réduit les nations à des constructions politiques pour eux souvent artificielles. Si l'on peut penser qu'Engels généralisait abusivement à l'avenir la nature contre-révolutionnaire des peuples slaves d'Autriche qui avaient contribué de manière décisive à l'écrasement des insurrections de 1848, on doit aussi remarquer que Bakounine ne donnait aucun caractère de classe à la libération des peuples slaves d'Europe. Bakounine avait manifestement tendance à idéaliser des populations paysannes imprégnées de préjugés réactionnaires, par l'antisémitisme et la religion (Cf : Anthony Masters, "*Bakounin*", London, 1974, pp. 98-103 et H.B. Davis, "Marx et Engels sur la question nationale ; les divergences avec Bakounine", "*Partisans*", mai-août 1971, Maspero, Paris, pp. 5-25). On doit cependant reconnaître certaines intuitions à Proudhon : "... Bientôt vous verriez les nationalités dont la fusion plus ou moins arbitraire et violente compose la France actuelle reparaitre dans leur pureté primitive et leur développement original, fort différent de la figure de fantaisie que vous saluez aujourd'hui". Citation de "Du principe fédératif" faite par C. Gras, "Régionalisme et histoire sociale", "*Le Mouvement Social*", juillet-septembre 1975, p. 114.

structure nationale. Pour les grandes nations comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la survie est une question qui va de soi (marché national homogène, traditions historiques continues, bourgeoisies fortes). Pour les petites nations en particulier européennes les problèmes sont beaucoup plus délicats à cerner. Engels renvoyait ainsi un peu rapidement au musée de l'histoire les petites nations slaves d'Europe Centrale et des Balkans ³⁶. La permanence d'une nation s'explique donc selon Ernest Mandel de par l'insuffisante homogénéité socio-économique d'une formation sociale. Au 19e siècle certaines nations ont pu se perpétuer du fait de leur manque d'intégration industrielle et financière avec une formation sociale plus vaste (exemple de la Tchécoslovaquie au sein de l'Empire austro-hongrois). Ceci n'implique pas toujours une zone de dépression économique ; ainsi la Catalogne, la Croatie, le pays tchèque et le pays basque se caractérisent par un fort degré d'industrialisation au contraire de l'Irlande. Le développement inégal et combiné du capitalisme au sein d'une même formation sociale doit également, au niveau économique, se référer à des facteurs historiques, sociaux et politiques que recouvre la notion d'intégration.

Cette thèse doit cependant être nuancée, car en se référant à des espaces géographiques définis, elle ne peut rendre compte de phénomènes nationaux tel celui des Noirs aux États-Unis. La notion de l'insuffisante homogénéité socio-économique dans ce cas traverse l'ensemble même de la formation sociale et ainsi les caractéristiques subjectives prennent alors une importance décisive pour caractériser les Noirs américains comme une nation (ainsi que les Juifs en Europe pré-capitaliste et les Tsiganes).

Une autre nuance à apporter aux thèses d'Ernest Mandel se rapporte directement aux relations entre mode de production capitaliste au stade impérialiste et l'apparition de questions nationales au 20e siècle.

³⁶ F. Engels, "Le panslavisme démocratique", *Les marxistes et la question nationale*, op. cit. pp. 69-86

Si le marché mondial au cours de sa formation a entraîné une première division internationale du travail au sein du mode de production capitaliste entre les bourgeoisies impérialistes dominantes du centre (Europe, Amérique du Nord, Japon) et les formations sociales dominées de la périphérie (Tiers-Monde), le maintien du système impérialiste et son renforcement sous l'hégémonie des États-Unis ont provoqué des restructurations économiques à l'intérieur des formations sociales impérialistes elles-mêmes, effectuées en fonction de cette première division internationale du travail.

Par exemple le renouveau de la question nationale en Occitanie est directement relié aux décisions de la bourgeoisie financière française de restructurer son économie sous la pression du marché mondial, en fonction de la division internationale du travail. Le transfert de la sidérurgie lorraine (établie sur les mines de fer de cette région) à Fos sur Mer au bord de la Méditerranée a été effectué dans la perspective de rechercher l'utilisation à meilleur marché des sources de matières premières dans le Tiers-Monde (Mauritanie, Gabon...). Cette décision provoque la déstructuration d'une économie régionale traditionnelle (vignobles, petites manufactures, pêcheries, commerce...) relativement bien intégrée à la formation sociale française par l'apparition d'une concentration industrielle commerciale et touristique directement reliée au marché mondial impérialiste ³⁷.

Ernest Mandel limite le rôle historiquement progressiste du nationalisme à la période pré-industrielle du capitalisme. Par la suite le nationalisme devient une "doctrine de solidarité nationale qui veut obliger le prolétariat à mettre en sourdine sa lutte de classe contre la bourgeoisie, sous prétexte d'intérêts communs à défendre contre l'absolutisme ou (et) l'oppresseur étranger" ³⁸.

³⁷ Paul Alliès, *Occitanie et lutte de classes*, Maspero, Montpellier, 1971.

³⁸ Ernest Mandel, op. cit., p. 47

Le point de vue marxiste aborde de ce fait la question nationale dans la perspective de l'unification mondiale de l'humanité, non pas tellement par la suppression des nations que par l'extension généralisée du mode de production socialiste, ce qui implique la subordination de la question nationale aux nécessités de la révolution prolétarienne.

Dans les pays impérialistes eux-mêmes, cette révolution prolétarienne aura donc à prendre en charge les "tâches démocratiques" bourgeoises que le capitalisme n'a pu résoudre, en particulier, la question nationale. Selon Ernest Mandel le stade impérialiste du capitalisme empêche la bourgeoisie autrefois révolutionnaire et progressiste non seulement d'achever toutes les "tâches démocratiques" mais la conduit à se comporter de la manière la plus rétrograde en revenant sur des problèmes déjà antérieurement résolus. Pour Ernest Mandel si la perspective générale est celle de la révolution socialiste, celle-ci doit nécessairement englober tous les mouvements de révolte contre l'oppression de la société capitaliste, donc la question nationale.

"Faire confluer dans le mouvement de l'émancipation révolutionnaire anti-capitaliste du prolétariat tous les mouvements de rébellion contre l'oppression et l'injustice sociales au sein de la société bourgeoise voilà le but fondamental de cette stratégie, qui articule parfaitement les différentes composantes de la politique léniniste par rapport à la question nationale dans les pays impérialistes ³⁹."

Objectivement il est exact de considérer le nationalisme originel en tant qu'idéologie consciemment véhiculée par la bourgeoisie, comme ayant cessé d'être progressiste, cependant on ne peut nier un caractère progressiste aux mouvements nationalistes contemporains dans les formations sociales dominées par l'impérialisme. Ceux-ci jouent un rôle essentiel comme facteurs objectifs du déséquilibre de la forme étatique bourgeoise de domination politique.

³⁹ Ernest Mandel, *ibidem*.

La principale faiblesse de l'analyse d'Ernest Mandel consiste en une reproduction schématique de la perception du problème national par Lénine comme relevant de la simple tactique. Certaines thèses du même auteur tombent ainsi dans l'idéalisation a-critique du passé et en particulier de l'expérience révolutionnaire d'Octobre et des théoriciens bolcheviques ; ceci est particulièrement évident à propos de la question nationale. Trop souvent l'absence de conscience révolutionnaire "véritable" sert d'unique justification à la persistance d'un problème comme la question nationale.

Les thèses d'Ernest Mandel dans ce domaine tendent à ramener l'existence de questions nationales dans les formations sociales impérialistes à l'inexistence de partis marxistes "authentiques". Ceci peut amener à négliger dans le cas de nations dominées au sein de l'impérialisme l'importance centrale que peut revêtir leur lutte comme première forme de la conscience de classe pour les travailleurs. La conscience révolutionnaire n'est pas la production spontanée d'une classe dominée comme le prolétariat, elle reste toujours à construire à partir et en dehors à la fois de la conscience spontanée.

Dans le cas des nations opprimées, elle doit intégrer la problématique de la libération nationale comme axe stratégique de développement. En effet, la perception de la réalité sociale au travers du prisme nationaliste par la classe ouvrière d'une nation dominée au sein d'un État impérialiste est une rupture temporaire avec la classe dominante et son système politique constitutionnel. En ce sens elle est toujours historiquement progressiste, les variations en ce domaine ne sont qu'une question de degrés.

Partout c'est à travers la lutte anti-impérialiste que les premiers mouvements politiques de masse se sont développés. La différenciation par la lutte politique au sein des mouvements nationalistes populistes et anti-impérialistes n'a pas toujours provoqué la construction d'une conscience révolutionnaire prolétarienne, porteuse de la conscience nationale débarrassée du nationalisme bourgeois. Mais cette

conscience n'aurait jamais pu se développer en extériorité par rapport à ce mouvement anti-impérialiste initial.

L'aspect libérateur du nationalisme dominé est nécessairement historique. Le nationalisme dominé mime au stade primitif recèle déjà un aspect réactionnaire, germe d'une future domination possible. Ce n'est que l'introduction d'une conscience socialiste au cours de la phase de libération nationale qui peut empêcher de tels aspects de donner vie à un nationalisme dominant.

Le nationalisme est une idéologie profondément contradictoire qui ne se réduit donc pas à une production consciente d'une seule classe sociale dominée ou dominante. Ces contradictions apparaissent avec toute leur violence dans les nations dominées au moment où elles se confrontent entre elles dans les guerres.

Les thèses d'Ernest Mandel synthétisent un certain nombre d'aspects classiques de l'analyse marxiste de la question nationale. Elles constituent donc une première approche du problème, mais ne comblent pas les failles de la théorie marxiste au niveau superstructurel. Les fondements économiques et populaires des nations sont fortement soulignés, mais les effets de l'idéologie nationaliste dans le développement de la conscience nationale au sein de la classe ouvrière des nations dominées ne sont pas abordés.

Or en considérant la conscience révolutionnaire du prolétariat comme étant à construire à partir des idéologies primitivement véhiculées en son sein, on peut en déduire que dans le cas de nations dominées, à l'intérieur des formations sociales impérialistes, cette conscience révolutionnaire doit se fonder essentiellement sur la rupture-dépassement de l'idéologie nationaliste populiste.

Le problème des nations dominées au sein de formations sociales impérialistes peut s'expliquer dans un premier temps par le mode de développement interne du mode de production capitaliste (caractère

inégal et combiné), dans un second temps il faut expliquer l'apparition de problèmes régionaux ou nationaux comme un déséquilibre profond de la force de domination étatique de la classe dominante bourgeoise. Avant d'aborder cet élément revenons, encore une fois, sur le fondement des thèses d'Ernest Mandel.

La formation des États a beaucoup plus à voir avec le développement du capitalisme que la formation proprement dite des nations. Les bourgeois eux-mêmes en étaient parfaitement conscients lorsqu'ils intégrèrent dans leur lutte politique contre l'aristocratie, c'est-à-dire dans leur lutte "nationale", l'État centralisé et fort de l'Ancien Régime maintenant paré des oripeaux de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité ! Cet État dont la révolution bourgeoise a hérité, est l'État moderne accueilli par les classes moyennes du 16e et 17e siècles comme l'instrument de leur libération dans le cadre de la crise généralisée du féodalisme ⁴⁰.

DÉVELOPPEMENT INÉGAL DU CAPITALISME, PROBLÈME RÉGIONAL ET NATIONS OPPRIMÉES

[Retour à la table des matières](#)

À partir de quel moment le développement inégal et combiné du capitalisme produit-il une question nationale au sein d'une formation sociale impérialiste ? Le "sous-développement" régional dans une formation sociale impérialiste est selon Ernest Mandel une conséquence du développement capitaliste de l'économie. L'unification d'un marché national, non seulement ne provoque pas l'homogénéisation

⁴⁰ Cf. Hans-Edward Roos "Origins of Swedish capitalism" in *Economy and History* vol. XIX, no. 1, 1976 et Heinz Lubasz ed. *The Development of the Modern State*, Londres, MacMillan, 1964.

du tissu économique, mais bien au contraire se nourrit de ses inégalités ⁴¹.

En ce sens l'unification du marché national ne dépend pas tant de l'égalité répartition des forces productives, mais de la domination politique de la fraction dominante de la bourgeoisie qui articule en fonction de ses intérêts les diverses formes de production-économique.

Le développement inégal du capitalisme produit sur les régions "sous-développées" un certain nombre d'effets économiques négatifs au stade impérialiste. Ces régions constituent en premier lieu des sources de main-d'oeuvre à bon marché. Cette main-d'oeuvre peut soit être surexploitée sur place, soit être dirigée sur les centres urbains afin de faire pression à la baisse sur les salaires des travailleurs citadins.

Les autres formes plus secondaires de la domination impérialiste sont le rôle de marché de consommation offert par les régions sous-développées pour les productions industrielles des régions dominan-

⁴¹ Dans une communication faite à un colloque sur le régionalisme et le développement, le géographe soviétique Karpov distingue plusieurs formes de dépression économique au sein des pays capitalistes industriels. Les régions qui s'effondrent économiquement et celles qui constituent les frontières du mode de production capitaliste. Il distingue deux types de régions où l'économie s'effondre : les régions d'agriculture traditionnelle, réservoir de main-d'oeuvre (Italie du Sud, Highland écossais, Québec) et les vieilles concentrations industrielles du 19^e siècle qui périssent (Borinage belge). Comme régions frontières, il donne quatre possibilités : celle où les ressources naturelles minérales sont seules exploitées (Nord du Canada), les régions côtières comme le Labrador, celle à colonisation agricole récente (Queensland) et enfin la combinaison d'une exploitation minérale nouvelle dans une région d'agriculture extensive (Prairies Canadiennes). L.N. Karpov, "A tentative classification of the frontier and depressed regions of the industrialized capitalist countries" dans *Régionalisme et développement*, Colloque de Strasbourg, 26-30 juin 1967, CNRS, 1968, tome I, pp. 141-143.
Une démonstration pour le Québec de la dialectique de l'inégal développement a été faite par l'économiste Louis Gill, "Croissance et asservissement", *Socialisme Québécois*, no. 23, pp. 9-30.

tes, et le drainage des capitaux locaux par les réseaux bancaires dans les régions où le rendement est plus élevé.

Par conséquent, la marche naturelle de l'économie de marché favorise un transfert constant de la force de travail et de la valeur des régions "sous-développées" vers les centres urbains impérialistes. On retrouve dans chaque formation sociale impérialiste ce mode de développement. En France, la Bretagne, Le Massif Central et plus généralement le sud-ouest occitan s'appauvrissent par rapport à la région parisienne et à la vallée du Rhône. Dans les Îles britanniques outre le problème irlandais, on constate des transferts de valeur désavantagant l'Écosse et le Pays de Galles ⁴². En Belgique, la Wallonie autrefois prospère dépérit au profit de la Flandre. En Italie, le Nord draine les ressources du Sud. Aux États-Unis, les États du Sud ont longtemps joué le rôle de réservoir de main-d'oeuvre noire pour le Nord Indus-

⁴² Michael Hechter, *Internal colonialism. the celtic fringe in British national development, 1536-1966*, Routledge and Kegan Paul, London, 1975 ; en adoptant une perspective fonctionnaliste démontre que le Pays de Galles et l'Écosse ont vu leur industrie décliner depuis la Première Guerre Mondiale du fait de la concurrence sur le marché international (charbon et construction navale). On doit cependant noter que l'Écosse, aussi bien que le Pays de Galles ont connu une poussée industrielle forte dans la deuxième moitié du 19ème siècle (Cf. David Williams, *A history of Modern Wales*, John Murray, Londres, 1977, pp. 213-228 et Janet R. Glover, *The story of Scotland*, Faber and Faber, Londres, 1960, pp. 351-360). C'est dans ces deux nations qu'apparaissent alors les premières organisations politiques stables se réclamant du socialisme. Ainsi Keir Hardie, dirigeant ouvrier d'origine écossaise était élu en 1900 premier député d'un parti ouvriers dans le comté gallois de Merthyr Tydfil pour l'Independent Labour Party (ILP). En Écosse, *John Mc Lean*, communiste écossais, était le premier leader ouvrier d'Europe occidentale industrielle à se heurter aux pratiques autoritaires et centralistes du Komintern en tant que partisan d'une Écosse indépendante et socialiste et en conséquence logique d'un parti communiste spécifiquement écossais. (Cf : Nan Milton, *John Mc Lean*, Mc Donald Publishers, Loan hed, Midlothian, 1973 pp. 149-59). Tom Nairn, "*Break-up of Britain*", New Left Books, Londres, 1977 ; se déclare quant à à la fois partisan de la souveraineté politique pour le Pays de Galles et l'Écosse et de leur intégration directe à la CEE tout en se réclamant du socialisme. En Amérique du Nord ceci reviendrait à proclamer l'indépendance du Québec pour ensuite rejoindre les États-Unis.

trialisé. Le phénomène peut même s'internationaliser comme dans le cas de la Lorraine et de l'Alsace en France dont les ressources sont sérieusement dominées par les régions industrielles de la Sarre et de la vallée du Rhin en Allemagne.

Ces disparités régionales n'engendrent pas toujours un problème d'oppression nationale. Ainsi la transformation de la Lorraine en désert économique n'a pas provoqué l'apparition de mouvements autonomistes dans cette région. Par conséquent les déterminante économiques aussi importants soient-ils, ne provoquent pas automatiquement l'apparition d'une question nationale ou même régionale d'ordre ethnique.

La fraction dominante de la bourgeoisie au stade impérialiste, celle des monopoles, qui profite le plus de l'accentuation des disparités régionales (main-d'oeuvre à bon marché, liquidation de la concurrence locale, marché de consommation ouvert) ne peut les laisser atteindre un degré de différenciation trop élevé sans menacer par là même sa propre domination politique à long terme. En effet dans bien des cas les mouvements régionaux de protestation contre la dégradation économique peuvent faire perdre une assise sociale au personnel politique de la bourgeoisie monopoliste centrale et contribuer à radicaliser politiquement les couches ouvrières et paysannes victimes du "sous-développement".

Plusieurs sortes de mesures peuvent alors être prises par l'État Central.

- "1- Les incitants économiques, c'est-à-dire les subsides de toutes sortes (infrastructure gratuite, détaxations, bonification d'intérêts, crédits plus abondants ou même gratuits, etc.), afin de ramener les capitaux privés récalcitrants vers les régions qu'ils négligent.
- 2- Les pénalisants économiques, c'est-à-dire les charges supplémentaires de toutes sortes (fiscales, financières, salariales, etc.) qui frappent les capitaux investis dans les régions congestionnées ou surdéveloppées.

- 3- Les initiatives publiques qui tentent de suppléer à la carence des capitaux privés et cherchent à créer des zones de peuplement dans les régions sous-développées ou en déclin ⁴³."

Ces mesures concernent uniquement les aspects économiques des disparités régionales. Généralement elles ne renversent pas la tendance à l'accentuation des disparités, mais se contentent au mieux d'en ralentir les effets. Dans certains pays où le capitalisme dominant n'entend pas assumer le coût social de sa présence, les politiques de développement régional ne servent qu'à masquer une accentuation des disparités économiques ⁴⁴. Ces formes de redistribution partielle du capital dans les régions "sous-développées" sont cependant spécifiques à la fraction monopoliste de la bourgeoisie. Celle-ci est à la direction, directement ou non, de l'État bourgeois impérialiste et assume la responsabilité de perpétuer avec le minimum de heurts l'ensemble de la société capitaliste.

Ces mesures ont pour effet de constituer au sein de la région sous-développée une sorte de relais (métropole régionale) destiné à accueillir dans un premier temps la main-d'oeuvre des campagnes, villages et petites villes environnantes et dans un second temps à s'assurer le contrôle économique direct de l'ensemble de la région sous-développée (contrôle et fusion des municipalités, planification régionale indicative... À ce stade on remarque que l'apparition d'une conscience nationale ou régionale ne se traduit pas seulement par la volonté de lutter contre une oppression culturelle ou une domination directement politique. Ces formes manifestes et immédiatement perceptibles ne doivent pas cacher le contenu essentiel de ce combat qui réside dans la volonté de créer un nouveau pôle indépendant de développement économique. En ce sens, les mouvements nationaux au sein des régions dominées expriment la revendication suivante : assurer le développement autonome de l'infrastructure économique en lui donnant

⁴³ Ernest Mandel, "Capitalisme et économie régionale", *"Socialisme 69"*, no. 17, pp. 28-29.

⁴⁴ L'État, rouage de notre exploitation", Manifeste de la FTQ, Montréal, 1971.

une cohérence interne. Il peut s'agir soit de restructurer et de compléter une infrastructure industrielle déjà existante, soit de la construire de toutes pièces (Tiers-Monde). Dans des régions comme la Catalogne, pourtant fortement industrialisée, il n'y a pas de pôle autonome de développement élaborant sa propre stratégie ⁴⁵.

Les conséquences du développement inégal et combiné du capitalisme au niveau des régions ont provoqué la mise sur pied de nombreuses études un peu partout dans le monde ⁴⁶.

⁴⁵ Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, SEVPEN, Paris, 1962, 2 tomes (en réédition chez Flammarion, collection Science, 1977) pour la genèse du capital manufacturier ; Antoni Jutglar, *Historia crítica de la burguesia a catalunya*, DOPESA, Barcelone, 1972, pour la période contemporaine démontrant l'importance centrale de la Catalogne dans l'insertion de l'Espagne dans le capitalisme moderne. Tous deux décrivent les phénomènes sociaux qui ont empêché la création d'un pôle autonome de développement économique en Catalogne. Jaume Rossinyol, *Le problème catalan*, Paris, Mouton, 1974 souligne quant à lui les phénomènes de domination politique qui ont successivement empêché l'unification d'un État-nation espagnol à partir de Barcelone, puis la constitution d'une Catalogne souveraine au 20^e siècle. De manière cynique (Real politik), Jaume Rossinyol ne se déclare pas favorable à l'indépendance de la Catalogne car selon lui la réaction castillane ne le permettrait pas... (Cf : p. 640-641). André Nin, *Les mouvements d'émancipation nationale*, Syros, Paris, 1976, en tant que fondateur du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) est l'un des premiers marxistes "orthodoxe" venant du Komintern à effectuer un début de critique des thèses d'Engels sur les "peuples sans histoire". Il ne se réclame cependant pas d'une Catalogne indépendante et socialiste. Il en est de même avec Joan Comorera, dirigeant du PSUC, exclu pour titisme en 1949. Cf. Joan Comorera, *Socialisme i questio nacional*, Undarus, Barcelone, 1977.

⁴⁶ Jacques Lanversin, *L'aménagement du territoire et la régionalisation* Librairie Technique, 1970, apporte une vision administrative et technocratique du problème en se contentant de décrire les structures étatiques et la législation ayant trait à "l'aménagement du territoire". Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le pouvoir régional*, Grasset, 1971. Les conceptions défendues par JJSS en matière régionale reviennent à faire assumer par chaque collectivité locale ou régionale les frais de son propre développement. Ceci ne peut certes qu'accentuer les disparités régionales et rendre plus libre le fonctionnement du capitalisme. Le pouvoir de gestion des régions défavorisées ne serait que celui de la pénurie. Ces thèses correspondent aux politiques des secteurs les plus dynamiques du capitalisme français. ARDA-

Dans les formations sociales impérialistes les plus dynamiques (États-Unis, Canada, Suisse, Allemagne...) le système fédératif permet aux structures intermédiaires (État, Provinces, Cantons, Landers...) d'intervenir dans la résolution de problèmes régionaux dans le cadre stratégique central défini au niveau de l'État fédéral par la bourgeoisie monopoliste. En Italie la question régionale est ainsi devenue récemment un point central dans la restructuration de l'économie et de l'État en prévision de l'intégration plus étroite à la CEE.

Le problème du réveil des minorités ethniques étouffées par le développement du capitalisme industriel et réapparaissant avec les restructurations contemporaines de l'impérialisme se définit dans ce cadre.

"Les États nationaux modernes n'échappent pas au réveil des minorités ethniques et nationales. Le dépassement de leur cadre trop étroit pour le

FQHUADT, "*Le Québec face à l'aménagement régional*", 1967 : les divers participants québécois à ce Colloque expliquent les possibilités de développement régional par la planification et la participation des citoyens des régions concernées. Sans recherche de l'origine des disparités régionales et des causes de leur accentuation, ces études ne peuvent donner que de vagues conseils. Benjamin Chinitz, "National Policy for Régions 1 Development", "*Essays in Regional Economics*", Edited by John F. Kain and John R. Meyer, Harvard University Press, 1971, n'apporte lui aussi que des descriptions et des critères opérationnels pour déclarer une région "Sous-développée". Sa conclusion : renforcer les initiatives de l'État fédéral américain sur le développement de ces régions. Ricardo Petrella, "*Le développement régional en Europe*", Mouton, 1971, Centre Européen de coordination de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales. Cet ouvrage permet de comparer la différence entre le sort des régions défavorisées d'Europe capitaliste et celles des économies planifiées d'Europe de l'Est. Il ressort toujours (sauf pour le Monténégro en Yougoslavie) une croissance plus importante des régions défavorisées par rapport aux régions développées dans le cadre des économies planifiées. Ceci s'effectue par des transferts de ressources de l'une à l'autre par la loi du plan qui contrecarre les effets naturels du marché.

À partir de la fin des années 60, cette tendance s'est renversée en Asie Centrale et en Transcaucasie.

développement actuel du capitalisme engendre en contre partie la tendance à l'autonomie régionale et à l'unification des ethnies pré-capitalistes divisées lors de la formation de grands États nationaux. C'est le cas des Basques et des Catalans, des Bretons et des Occitans, des Alsaciens et des Flamands. Après des siècles d'effacement politique et culturel, ils sortent de leur longue léthargie et aspirent à retrouver leur spécificité nationale ⁴⁷."

Lorsque coïncide une disparité régionale avec des traditions historiques, politiques et culturelles dans la population concernée, il apparaît un "problème régional". C'est-à-dire que les classes sociales touchées par la restructuration impérialiste interprètent ce fait au travers du prisme de l'oppression régionale. Dans des régions où ces traditions spécifiques ont complètement disparues (Basse Normandie ou Champagne pouilleuse en France) la restructuration s'effectue sans "problème", sans "conscience régionale", mais aussi sans réaction de la part des classes concernées. Ceci ne provoque parfois pas un appauvrissement en valeur absolue de la région concernée par la restructuration. Dans les statistiques officielles on peut même parfois constater une hausse de l'emploi ⁴⁸. Mais les rythmes de développement échappent totalement et définitivement aux classes sociales autochtones dans le cadre du capitalisme.

Emmanuel Terray décrit ainsi cette désarticulation économique des formations sociales dominées :

"La constitution d'un pôle autonome de développement capitaliste exige un développement simultané et combiné de la production capitaliste dans plusieurs branches de production, dont le secteur de la production des biens de production. Mais ce développement n'est à son tour possible que si la région intéressée dispose d'un minimum de capital initial, minimum qui va d'ailleurs croissant à l'échelle mondiale. Or ce minimum, elle ne le possède pas : les surplus qu'elle a produits lors de la période antérieure ont

⁴⁷ Victor Faye "Contribution à l'étude du problème national" dans *Critique Socialiste*, no. 22, revue théorique du PSU, p. 34.

⁴⁸ Ce type de restructuration qui tue la substance économique traditionnelle et autonome d'une région est toujours Justifiée au nom du "modernisme", de la Création de nouveaux emplois", "Ouverture sur le monde".

été drainés par les centres capitalistes déjà constitués. Elle peut alors essayer de l'importer mais l'expérience comme la théorie montrent que ce qui se constitue dans ces conditions, ce n'est pas un pôle autonome de développement capitaliste, c'est un agrégat d'éléments désarticulés qui n'ont entre eux aucune cohésion, et qui tiennent toute leur existence et leur sens des intérêts, des exigences du centre dont les capitaux sont venus ; à côté de ces éléments subsistent d'ailleurs de larges secteurs où la domination formelle du capital continue de s'exercer : ce sont eux. pour une raison ou une autre, économique ou politique, n'intéressent pas directement le capital ⁴⁹."

L'existence de zones de soumission formelle au capitalisme est facilement démontrable en Bretagne ⁵⁰ dans les années cinquante par la présence d'une forte paysannerie parcellaire ne pratiquant que l'échange accidentel de surplus. Au Québec il en était de même entre les deux guerres. La soumission réelle ⁵¹ de la formation sociale québécoise a commencé avec la pénétration du capital américain, particulièrement au cours de la deuxième guerre mondiale. En prévision d'une nouvelle accélération de ce processus s'est effectuée la "Révolution tranquille" qui par là-même sanctionnait juridiquement et politiquement les transformations survenues dans le passé.

⁴⁹ Emmanuel Terray, "L'idée de nation et les transformations du capitalisme", *Les Temps Modernes*, août-septembre 1973, p. 500.

⁵⁰ Renaud Dulong, *La question bretonne*, Paris, Armand Colin, 1974, on peut noter par ailleurs que toute une littérature marxiste bretonne se donne pour tâche essentielle à l'heure actuelle d'extirper le nationalisme de la Bretagne contemporaine. L'ouvrage de Yannick Guin, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours*, Maspero, 1977, s'inscrit dans cette catégorie. Les articles de Clauda Millour, "La question nationale bretonne", *Critique socialiste*, no. 11, janvier, février 1973, pp. 30-36 et ceux de la LCR de Brest dans *Critique Communiste*, No. 10, novembre 1976, pp. 19-66 nous semblent infiniment plus pertinents.

⁵¹ La soumission formelle d'une unité de production au capitalisme se traduit par la permanence du procès de travail pré-capitaliste dans un marché dominé par le capital commercial. C'est le stade de la manufacture. (K. Marx, "Le Capital, Quatrième Section du Livre 1, chapitre 14). Le capital industriel modifie le procès de travail en se le subordonnant directement, c'est alors l'apparition du machinisme et de la fabrique (K. Marx, "Le Capital", Quatrième section du Livre I, chapitre 15, p. 303, Garnier Flammarion) c'est la soumission réelle de l'unité de production au capitalisme.

La domination du capital peut donc prendre plusieurs configurations dans le temps. Tout d'abord elle peut se subordonner formellement des modes de production pré-capitalistes (esclavagisme, féodalisme, paysannerie parcellaire) et garder momentanément les formes superstructurelles de ces sociétés en se subordonnant leur classe dominante (propriétaire d'esclaves, seigneurs, paysans riches...). Ceci lui permet d'effectuer un transfert de valeur de ces sociétés vers le marché mondial capitaliste et plus précisément d'accumuler cette valeur sous forme de capital dans le pays d'origine du capitalisme.

Cette domination formelle induit dès le début des bouleversements au sein de la société où la place des marchandises était secondaire. Elle provoque alors des phénomènes de déstructuration interne en écrasant la production marchande de biens de consommation à ses premiers pas artisanaux et en spécialisant la production marchande dans son-ensemble aux fluctuations du marché mondial ⁵².

L'accumulation primitive du capital s'effectue donc dans un premier temps essentiellement à travers l'échange inégal pratiqué par le capitalisme commercial. La conjonction de transformations politiques en Europe et de cette accumulation de capital entraîne l'apparition du capitalisme industriel. Celui-ci unifie le marché mondial et stabilise définitivement la domination du mode de production capitaliste sur tous les continents.

La reproduction élargie du capital, c'est-à-dire l'investissement de la plus-value non consommée dans les pays industriels nécessite la pénétration du marché extérieur au mode de production capitaliste lui-même. Cette reproduction s'effectue en fonction des meilleures conditions d'exploitation possible. Elle aboutit généralement dans les formations sociales d'où vient le capital à la liquidation de la paysannerie

⁵² K. Marx, "*Le Capital*", Livre I, Tome III, chapitre 21, "La genèse du capitalisme industriel".

parcellaire (Angleterre), puis à l'expansion impérialiste⁵³ aboutissant à la désarticulation des modes de production pré-capitalistes et non plus à leur simple subordination formelle⁵⁴.

Cette déstructuration des modes de production pré-capitalistes est une nécessité pour réaliser la plus-value non consommée, elle provoque un transfert de valeur qui, bien qu'en fraction marginale par rapport à l'ensemble de la valeur produite par le capitalisme est la condition *sine qua non* du fonctionnement expansionniste du système capitaliste pris dans son ensemble. La tendance objective du mode de production capitaliste entraîne donc l'aiguïsement des affrontements vers l'autodestruction du capitalisme. Cependant les erreurs symétriques de Rosa Luxemburg (catastrophisme économique) et de Kautsky (ultra-impérialisme stable) qui découlent logiquement d'une interprétation purement économique de l'impérialisme doivent être corrigées par une analyse des conditions politiques de reproduction du capitalisme et des classes sociales⁵⁵. L'amorce d'une telle explication directement politique de l'expansion impérialiste et de ses effets dans les formations sociales dominées a été développée par Léon Trotsky dans un certain nombre d'ouvrages⁵⁶ où il met en application la loi du développement inégal et combiné du capitalisme analysé au niveau du marché mondial. La théorie de la révolution permanente qui en découle apporte aussi une vision totalisante du mode de production capitaliste (économique et politique), elle exclut la possibilité de développement d'un pôle autonome capitaliste au stade de l'impérialisme

⁵³ Rosa Luxemburg, "*L'accumulation du capital*", Paris, Maspero, 1973.

⁵⁴ L'élargissement "en profondeur" du marché national capitaliste continue de s'effectuer après la phase d'expansion impérialiste par la soumission réelle de toutes les formes de production, du procès de travail au mode de production capitaliste.

⁵⁵ Christian Leucate, "Internationalisation du capital et impérialisme", "*Critique de l'Économie Politique*", no. 21, juillet-septembre 1975, pp. 55-92.

⁵⁶ Cf. en particulier Léon Trotsky, "*La révolution permanente*", Paris Gallimard, Idées, 1970.

(c'est-à-dire les possibilités de révolution bourgeoise nationales de type classique au 19e siècle).

Elle introduit la perspective de révolution socialiste à l'échelle mondiale comme second facteur antagonique de développement opposé à l'impérialisme. C'est-à-dire que l'apparition de nouveaux pôles autonomes de développement économique doit tenir compte de cette polarisation mondiale entre les sociétés de l'Est et les pays capitalistes.

Il n'est pas sans intérêt d'effectuer un détour par ces problèmes de domination extérieure de l'impérialisme sur les formations sociales "périphériques" du Tiers Monde. En effet en considérant à la suite de Léon Trotsky le marché mondial capitaliste comme une unité dialectique forgée par l'impérialisme, on ne peut que rechercher les effets des difficultés de la domination externe de l'impérialisme sur l'apparition d'inégalités et de disparités au sein des formations sociales impérialistes elles-mêmes. Ce détour n'est pas simplement justifié par l'analyse économique, mais se vérifie dans la réalité historique concrète. Ceci peut se résumer brièvement de la manière suivante :

Après l'échec de l'extension de la révolution socialiste russe aux pays industrialisés d'Europe entre 1917 et 1923, les contradictions opposant l'impérialisme et les forces politiques de la révolution socialiste se sont déplacées essentiellement dans les colonies et les Pays dépendants. Le rétrécissement du marché mondial capitaliste (Chine 1940, Corée, Viet-Nam, Europe de l'Est.) a avivé les contradictions internes de l'accumulation impérialiste du capital et réduit les possibilités de réaliser la plus-value non consommée par la destruction des formes de production pré-capitalistes. De plus, l'impérialisme en développant les forces productives dans la périphérie (de manière disarticulée), à la fois pour des motifs économiques (taux de profit plus élevé) et politique (nécessité de consolider des bourgeoisies locales assumant le rôle de rempart de l'impérialisme contre les tentatives de sortie du marché mondial par la révolution socialiste) a créé de nouveaux concurrents commerciaux (Asie) et même financiers (Pays arabes producteurs de

pétrole) qui risquent de mettre en difficulté la propre infrastructure interne de l'impérialisme.

La révolution coloniale dans la périphérie du marché mondial capitaliste a entraîné l'affaissement de régions productrices au sein des formations sociales impérialistes. Le transfert de valeur effectué dans un premier temps uniquement par l'échange inégal de marchandises, s'est ensuite accompagné de l'accaparement direct de la plus-value produite sur place. À l'heure actuelle ce transfert s'effectue également sous la forme de la force de travail : immigration antillaise et latino-américaine en Amérique du Nord, africaine en Europe, coréenne au Japon, pakistanaise en Angleterre...). Non seulement la développement inégal et combiné du capitalisme au stade impérialiste réveille des problèmes de minorités ethniques par la désarticulation économique de certaines régions du "centre", mais il crée de toutes pièces de nouvelles minorités nationales, importées de la "périphérie".

Ce dernier phénomène n'est pas explicable uniquement par des considérations d'ordre économique ⁵⁷, mais relève au moins de deux causes politiques essentielles : la nécessité de revenir sur les acquis politiques, économiques et sociaux accordés aux classes ouvrières des formations sociales impérialistes depuis 1945 et l'impossibilité de stabiliser une exploitation classique dans les pays du Tiers-Monde à cause des risques aggravés de rupture de ceux-ci avec le marché mondial capitaliste.

À l'heure actuelle aucune solution politique d'ensemble ne se dessine du côté de la bourgeoisie mondiale pour résoudre ces problèmes nouveaux qui l'assaillent en son cœur. La bourgeoisie américaine tente de limiter la désagrégation de l'ensemble du système, tandis que les bourgeoisies européennes essayent de se doter d'un État fédéral,

⁵⁷ C.A. Udry, "Travailleurs immigrés, unité ouvrière et lutte contre la xénophobie et le racisme", "Quatrième Internationale", no. 18-19, novembre-décembre 1974. pp. 19 à 37.

dont le rôle serait à la fois de noyer les problèmes de classes sociales en lutte dans une superstructure plus puissante et de se constituer en alternative politique auprès des nations du marché mondial capitaliste comme garant de la continuité du système.

Cette dynamique a de profonds effets de dissolution de l'État-Nation classique du 19e siècle ⁵⁸. Si des tendances économiques à la dissolution existaient depuis l'apparition dominante du capital industriel, l'État national centralisé subsistait comme alliance de classes pré-capitalistes, de fractions retardataires de la bourgeoisie, d'une fraction qualifiée de la classe ouvrière et de la bourgeoisie monopoliste (La configuration exacte du cadre national dépend des circonstances historiques précises qui ont provoqué la naissance de cet État-Nation). *La perte en importance relative des classes pré-capitalistes a directement amplifié les tendances à la dissolution de l'État-Nation classique* ⁵⁹.

⁵⁸ Robert Lafont, "Sur le problème national en France", *Les Temps Modernes*, août-septembre 1973. Voir aussi *Décoloniser en France*, Gallimard, 1971 et *Autonomie : de la région à l'autogestion*, Gallimard, 1976. L'auteur pose fort justement la perspective : socialisme ou néo-capitalisme.

⁵⁹ L'élimination des couches sociales pré-capitalistes tend historiquement à affaiblir tendanciellement la forme étatique de la nation. c'est-à-dire le fondement politique du consensus national bourgeois qui ne peut passer que par et dans l'État. Cependant la conjoncture concrète qui voit cette élimination s'effectuer peut être accompagnée d'un renforcement momentané de la forme étatique de la nation. En effet le passage de la campagne vers les villes de paysans prolétarisés entraîne dans la classe ouvrière elle-même, une résurgence d'adhésion au nationalisme au travers de l'État bourgeois dans une nation impérialiste, au travers d'une structure politique populiste (Parti ou Église) dans une nation dominée. Ce renforcement passager est alors suivi d'une nouvelle période d'affaiblissement tendanciel de la forme étatique de la nation car la deuxième ou la troisième génération de travailleurs issus de pays paysans prolétarisés ne repercutera déjà plus dans la classe ouvrière la psychologie pré-capitaliste des campagnes. Ceci se traduit souvent dans la ville par une division temporelle ville-campagne au sein même de la classe ouvrière, entre les premiers arrivés et les nouveaux arrivants. Cette division recouvre presque toujours un conflit national (anglais/irlandais à Manchester, allemands/tchèques à Prague, canadiens-français/ irlandais à Montréal au milieu du 19e siècle). Cette division devient rapidement intercontinentale

Le consensus national a été ainsi rongé par les contradictions *internes du* développement inégal du capitalisme, il ne sert plus aussi sûrement de ciment efficace d'unité interclassiste. Curieusement la tentative de fédéralisation portée par les fractions les plus dynamiques de la bourgeoisie en Europe compte s'appuyer sur une recomposition à un autre niveau de ce consensus avec l'intention avouée ("Manifeste du Parti Radical" de Jean-Jacques Servan Schreiber) d'y noyer les contradictions de classes.

Edouard Kardelj, dirigeant de la Ligue des Communistes Yougoslaves avec d'autres préoccupations illustre parfaitement ce processus :

"Alors que dans un État à composition nationale homogène, les contradictions sociales *s'extériorisent au* plan politique sous une forme directe et yyyen tant que telles, dans un État multinational *elles prennent* très rapidement *celle d'un* conflit dans les relations entre les nations et les nationalités ⁶⁰.

Ceci implique la perturbation d'une "fausse conscience" nationaliste sur les problèmes politiques réels. Déterminer comment cette "fausse conscience" est matérielle, c'est-à-dire *expression déformée* du réel, est indispensable pour comprendre la dynamique possible des problèmes régionaux, de la lutte des nations opprimées au sein de l'impérialisme.

avec l'apparition de la révolution industrielle et la hiérarchie de l'oppression s'élargit à chaque nouvelle vague d'immigration. Cette division s'élargit à chaque nouvelle vague d'immigration. Cette division ville-campagne dans la classe ouvrière en constante transformation recoupe aussi la distinction force de travail complexe de l'ouvrier urbain force de travail simple du prolétaire rural ainsi que la tradition de continuité organisationnelle qui fait la fierté des travailleurs qualifiés et le potentiel de révolte spontané qui caractérise la radicalisation du prolétariat déraciné des campagnes.

⁶⁰ Eduard Kardelj, "La nation et les relations internationales", *Questions actuelles du socialisme*, juillet-août 1975, Belgrade, p. 3.

"Le fait de conscience est ici important. Ne pas le faire intervenir est bien semble-t-il tomber dans l'erreur mécaniste de ne pas envisager la retombée des superstructures sur la réalité socio-économique, cette retombée étant incluse dans la vérité générale que les consciences l'emportent dans l'histoire, et non les forces mécaniques ⁶¹."

La ligne de partage entre "*question nationale*" et "question régionale" passe donc essentiellement par la mise en relief de critères politiques, historiques et culturels, c'est-à-dire par l'analyse de la forme de conscience résultant de l'inégal développement économique.

CONSCIENCE SPONTANÉE, CONSCIENCE POSSIBLE DE CLASSE

[Retour à la table des matières](#)

Privilégier le rôle des intellectuels organiques d'une classe sociale peut amener, par exagération, à n'entrevoir la lutte de classes que sous la forme de batailles entre "élite bourgeoise" et "élite prolétarienne". Pour éviter une telle interprétation, il est nécessaire 1) de différencier le rôle des intellectuels organiques dans la prise de conscience politique de la bourgeoisie et celle du prolétariat, 2) d'établir les relations existant entre les intellectuels organiques et la classe sociale à laquelle ils appartiennent, 3) de déterminer les possibilités-limite de prise de conscience spontanée de la classe sociale étudiée.

⁶¹ Robert Lafont, "Sur le problème national en France", op. cit, p. 26.

Extension de l'économie de marché et conscience de classe de la bourgeoisie :

[Retour à la table des matières](#)

La différenciation villes-campagnes en Europe Occidentale à partir du début du premier millénaire s'effectue sur un mode particulier au sein du mode de production féodal. Les villes se forment comme centres de commerce et d'échanges relativement indépendants du pouvoir politique en place. Contrairement aux villes de l'Antiquité, au mode de production esclavagiste ou asiatique, les forces de la classe dominante ne contrôlent pas l'ensemble des activités urbaines. La concentration dans les villes d'activités commerciales ou bancaires peut donc s'effectuer sans une tutelle étatique trop puissante. La classe féodale se satisfait de ses privilèges en nature et de l'appropriation du travail gratuit des serfs. Dès le XI^e et le XII^e siècles le mouvement des communes dans les Flandres impose un embryon de pouvoir bourgeois dans un certain nombre de franchises accordées à la jeune bourgeoisie. Celle-ci dispose du pouvoir économique et commence dès sa naissance à grignoter certaines parcelles de pouvoir politique à la féodalité.

L'absolutisme féodal a pour justification l'idéologie religieuse catholique romaine. Dans ce cadre se forment les premiers éléments de conscience universelle bourgeoise (La Réforme). Cette conscience bourgeoise ne sort du cadre explicite de la Religion qu'en France au XVIII^e siècle. Elle atteint dans ce pays les formes les plus radicales et les plus pures du fait du haut degré de résistance et de la centralisation du pouvoir absolutiste. La classe bourgeoise par l'intermédiaire de ses municipalités, des Parlements et des Universités acquiert donc en même temps que le pouvoir économique une conscience autonome de son destin de classe.

Cette prise de conscience s'effectue certes selon un processus inégal selon les pays, mais conserve cependant un aspect progressiste relativement constant. Ainsi la bourgeoisie n'a pas besoin pour prendre en main le pouvoir d'État de lutter avec acharnement afin de se doter d'une couche d'intellectuels organiques chargés d'ordonner et de structurer sa conscience de classe. La bourgeoisie est donc une classe qui apparaît de façon relativement naturelle dans le processus d'extension de l'économie marchande, elle en est le produit.

Conscience spontanée, conscience construite :

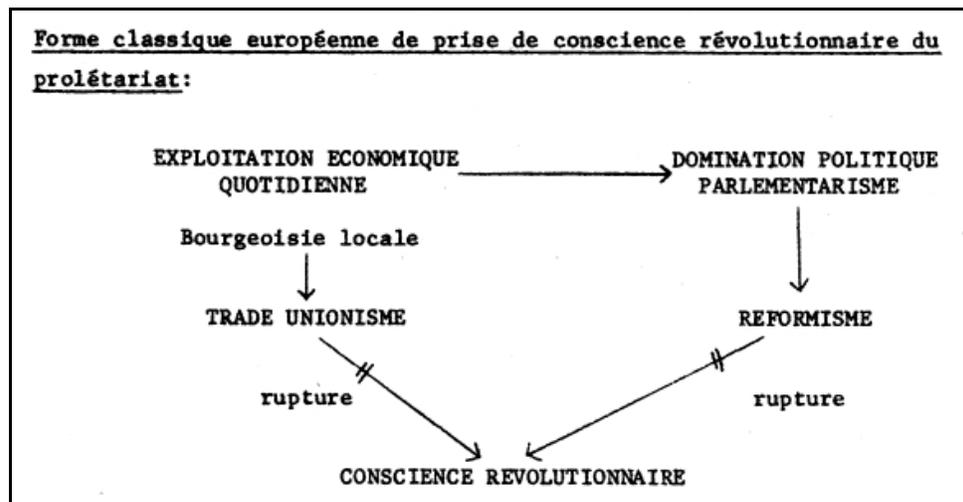
[Retour à la table des matières](#)

Il n'en est pas de même avec le prolétariat. Celui-ci doit créer de toutes pièces une économie planifiée, c'est-à-dire où la loi de la valeur ne fonctionnera plus comme moteur de la production, où les décisions collectives et conscientes remplaceront les mécanismes incontrôlables de l'économie de marché. Contrairement à la bourgeoisie, le prolétariat ne dispose pas dès sa naissance de la moindre parcelle de pouvoir économique ou politique. Il est également complètement asservi *non* tellement par l'idéologie bourgeoise consciemment véhiculée par la superstructure juridico-politique que par les limites imposées à sa propre prise de conscience par sa situation objective dans les rapports capitalistes de production ; il est constamment plongé dans une société où il ne peut acquérir spontanément la conscience nécessaire à l'instauration d'une société socialiste. Le combat pour le socialisme se mène à la fois contre la classe qui le domine, mais aussi contre le prolétariat "en soi" qui est le "résultat direct du capitalisme et non encore sa négation. Cette conscience révolutionnaire ne peut être que le pro-

duit de la fusion d'une fraction du prolétariat et des intellectuels révolutionnaires ⁶².

Les relations entre les formes et le contenu de la prise de conscience de classe relèvent généralement du débat qui cherche à établir les relations exactes entre spontanéité et organisation. Les formes *spontanées* de prise de conscience du prolétariat à une époque donnée proviennent de sa situation objective dans les rapports de production et de ses traditions historiques. Donc d'une relation conflictuelle entre la conscience spontanée issue de l'économie de marché et la conscience possible à la mise en place d'une société socialiste.

Forme classique européenne de prise de conscience révolutionnaire du prolétariat :

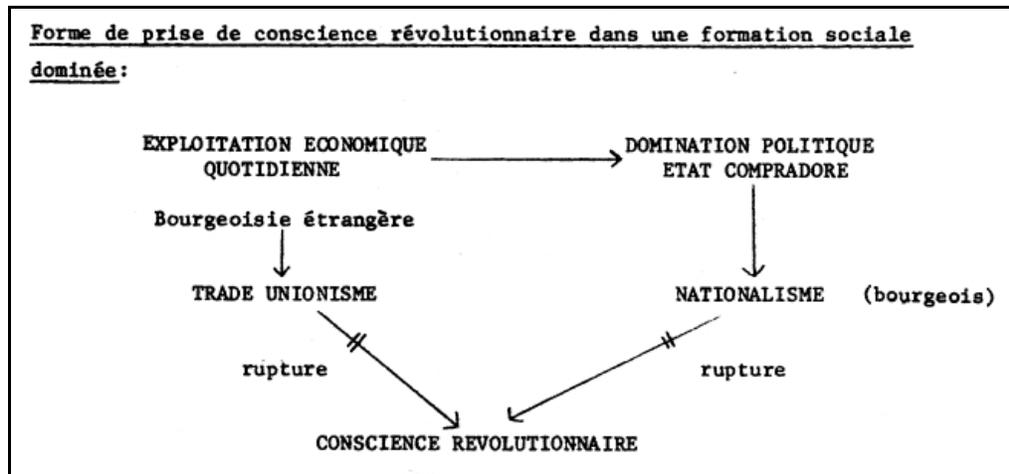


⁶² "Lénine, "Que Faire ?", (1902), Moscou, Éditions en langues étrangères, 1970.

Nous n'exprimons ici qu'un accord avec le contenu des thèses de Lénine. Les formes organisationnelles qui en découlent pour lui semblent critiquables pour au moins deux raisons. Tout d'abord du fait de la négation de l'introduction des formes nationales dans l'organisation révolutionnaire et ensuite la négligence importante des capacités spontanées de mobilisation Politique d'une Classe ouvrière nationale.

Dans le cas où la domination politique ne coïncide pas avec l'exploitation économique *quotidienne*, le problème de l'apparition de la conscience socialiste se pose de manière différente.

Forme de prise de conscience révolutionnaire dans une formation sociale dominée.



La construction de la conscience révolutionnaire passe dans l'un des cas par la rupture avec la social-démocratie et plus généralement toutes les formes de réformisme ouvrier, dans l'autre par la rupture avec le nationalisme. Ceci n'exclut pas la présence d'éléments nationalistes dans le réformisme ouvrier, ni d'éléments socio-démocrates dans le nationalisme petit-bourgeois.

Ainsi des théoriciens socio-démocrates comme Bernstein en Allemagne, Jules Guesde en France, Mac Donald en Grande-Bretagne prirent position pour leurs "intérêts nationaux" respectifs durant la première guerre mondiale. *Les éléments nationalistes englobés dans la social-démocratie européenne reflètent généralement le chauvinisme impérialiste de chaque bourgeoisie* ; il constitue un des aspects les plus clairs de l'adaptation par le réformisme ouvrier de l'argumentation impérialiste véhiculée par l'État. Cependant l'introduction d'éléments de conscience nationaliste dans le réformisme ouvrier social-

démocrate n'en modifie pas sa nature de classe. Le Parti qui exprime cette conscience de *par ses liens organiques avec le mouvement syndical comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne, de par son programme de réformes reste une expression politique de la classe ouvrière.*

***Le cas social-démocrate : conscience spontanée
d'une classe ouvrière dans une nation dominante :***

[Retour à la table des matières](#)

la principale garantie institutionnelle de la social-démocratie est le parlementarisme et le suffrage universel qui représentent historiquement une conquête du mouvement ouvrier sur la bourgeoisie. Dans nombre d'États, le parti social-démocrate constitue au 20^e siècle le second pôle du bipartisme bourgeois généralement chargé de mettre en l'avant une politique intégrationniste face au mouvement syndical. Les conquêtes démocratiques du 19^e siècle se sont donc transformées en instance d'intégration et d'encadrement du mouvement ouvrier que Lénine appelait le "crétinisme parlementaire". La social-démocratie a donc une double fonction : constituer une expression politique de la classe ouvrière organisée, intégrer cette classe au sein de la société bourgeoise.

Si la social-démocratie empêche le prolétariat de s'orienter vers la destruction de l'État bourgeois, elle s'oppose également à des attaques frontales de la bourgeoisie remettant en cause les acquis du mouvement ouvrier dans son ensemble. La conscience de classe du prolétariat en période de calme social dans le cadre d'une démocratie bourgeoise non dominée est spontanément portée à revêtir les formes du réformisme social-démocrate.

Les éléments nationalistes de la conscience social-démocrate ne représentent cependant pas une idéologie cohérente et achevée. Afin

de garder son emprise sur la classe ouvrière le parti social-démocrate ne peut affirmer trop vigoureusement sur une longue période un comportement nationaliste car dans ce cadre, nationalisme = impérialisme et s'identifie par trop clairement à la classe qui exploite.

La conscience social-démocrate contemporaine est le résultat de diverses pressions effectuées par la société bourgeoise sur le mouvement ouvrier. Ces pressions externes rejoignent les aspirations ouvrières à défendre les acquis du passé et les conquêtes partielles, elles épousent également les structures que se sont données les travailleurs.

Ces pressions s'exercent par les canaux suivants :

1. L'aristocratie ouvrière : celle des syndicats des vieux secteurs industriels traditionnels en voie de régression. Elle est particulièrement sensible à la défense des acquis économiques et aux idées nationalistes conservatrices (protectionnisme, limitation de l'immigration) ; celle des secteurs de haute technologie favorable à la participation et à la cogestion dans l'entreprise et peut être sensible aux arguments impérialistes (ex : industrie de L'armement.).
2. La couche d'intellectuels professionnels : elle est composée d'avocats, de journalistes, de permanents à l'organisation qui rejoignent le mouvement syndical social-démocrate généralement par leurs options démocratiques ou par carriérisme.
3. Les députés, conseillers municipaux, ministres et autres mandataires de l'État bourgeois : ceux-ci ont toujours eu une relative autonomie par rapport au parti social-démocrate lui-même et en constituaient souvent son aile bourgeoise traditionnelle à l'époque du parlementarisme triomphant.
4. Les technocrates de l'intervention étatique : ces derniers sont apparus dans la social-démocratie au lendemain de la crise

économique de 1929. Conservant souvent des responsabilités permanentes même dans les périodes où la social-démocratie est dans l'opposition, les technocrates sont complètement hors du contrôle et de l'influence du prolétariat.

5. Les administrateurs du secteur coopératif : le secteur coopératif pré-existe à la social-démocratie et s'y est parfois intégré. Limité au 19^e siècle à la coopérative de production, il s'étend largement aujourd'hui à celui des services (assurances, finances, loisirs.). Ce secteur est régi par la loi capitaliste de développement économique limité seulement par un certain marché réservé (les membres d'un syndicat par exemple).

Les deux pôles qui s'opposent au travers de leur position de classe sont, d'un côté l'aristocratie ouvrière qui supporte la bureaucratie syndicale, et de l'autre les technocrates de l'intervention étatique, indispensables au bon fonctionnement du capitalisme contemporain.

La prédominance des technocrates étatiques dans l'appareil de la social-démocratie se traduit à l'heure actuelle par un détachement croissant de la base ouvrière et syndicale originelle du Parti. Ce phénomène poussé à l'extrême peut risquer de provoquer une cassure globale entre la majorité de l'appareil social-démocrate et le mouvement syndical et risque de faire perdre à la social-démocratie tout rôle intégrateur dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Souvent après des défaites électorales particulièrement cuisantes, provoquées par une série de mesures d'austérité ou d'atteinte au droit de grève des syndicats, on constate que la direction des partis socio-démocrates recherche à nouer de nouvelles alliances avec les dirigeants syndicaux afin de couper court à d'éventuelles ruptures. La vote social-démocrate dans le cas de partis où la prédominance technocratique est évidente (Suède, Grande-Bretagne, Canada, Allemagne...) ne reflète pas une forme quelconque de conscience socialiste à l'échelle nationale de la part des travailleurs, mais plutôt une réaction

de défense élémentaire face à des partis bourgeois jugés plus conservateurs et plus agressifs à leur égard (Démocratie Chrétienne en Allemagne).

Cependant, malgré ce détachement croissant de la social-démocratie du prolétariat, il lui reste encore à franchir la pas de l'extériorité complète pour changer de nature de classe et devenir un authentique parti bourgeois. A cet égard, le rôle du Parti Démocrate aux États-Unis et les relations entretenues avec la bureaucratie syndicale ne sont pas du même ordre que ceux d'un parti social-démocrate et du mouvement ouvrier. Historiquement le Parti Démocrate aux États-Unis n'est pas une création du mouvement ouvrier mais représente les intérêts d'une fraction de la classe dominante américaine. Ses liens avec le syndicalisme sont récents et instables, ils proviennent de la politique du "New Deal" de Roosevelt.

Ils n'ont jamais atteint un haut degré d'interpénétration organique. En ce sens, le Parti Démocrate n'est en rien l'expression politique même dégénérée du mouvement ouvrier américain. Au niveau de son *personnel* politique, on ne remarque jamais de représentants du mouvement syndical si ce n'est comme conseillers au Ministère du Travail. Le poids du mouvement syndical dans le Parti Démocrate est suffisamment faible pour enlever à ce Parti une quelconque caractéristique social-démocrate.

Le réformisme social-démocrate peut donc être interprété comme la conscience spontanée du prolétariat dans le cadre d'une démocratie bourgeoise située dans une formation sociale où les forces productives sont à un niveau élevé et le processus de développement contrôlé par la bourgeoisie indigène ⁶³.

⁶³ Par ailleurs la social-démocratie classique (Suède) a bénéficié d'une Intégration spécifique au marché mondial après la 2e guerre mondiale à partir d'une production industrielle non concurrencée (tungstène, molybdène, vanadium, chimie, électrotechnique), telle qu'il lui a été possible de trouver des ressources matérielles au financement des mesures sociales qui ont à intégrer la

Le cas des partis communistes ne relève pas à notre avis d'une nouvelle forme de social-démocratie. Là encore c'est la question de l'origine historique qui tranche. En effet si les partis socio-démocrates constituent une fédération de partis au sein de la 2e Internationale, la formation par le Parti Bolchevique de la 3e Internationale, les 21 conditions d'adhésion de Grégory Zinoviev et la "bolchevisation" des années 20 ont fait des partis communistes des prolongements internationaux de la politique d'État décidée à Moscou. Dans le cas des formations sociales industrialisées, la rupture avec la Russie engendre un phénomène de social-démocratisation qui n'a cependant rien à voir avec la social-démocratie traditionnelle, car s'effectuant au stade du capitalisme d'organisation, ce processus renforce les aspects technocratiques de l'État centralisé du capitalisme contemporain et ne s'exprime donc pas dans le cadre parlementaire de manière privilégiée.

Conscience possible, "fausse conscience" :

[Retour à la table des matières](#)

Marx et Engels ont défini l'idéologie comme une fausse conscience issue de l'apparition de la division du travail au sein des sociétés humaines ⁶⁴. Cependant la division du travail est le signe indiquant l'apparition de toute civilisation humaine. On peut dire également que l'apparition de la division enclenche le processus dialectique de l'histoire et la succession des faits sociaux en découlant. Tout fait social est donc à la fois historique et phénomène de conscience. En effet pour donner une explication à un fait social, il faut l'interpréter, donc

classe ouvrière à l'appareil d'État. Ceci enlève donc toute crédibilité au projet Politique soi-disant "social-démocrate" du PQ qui ne dispose pas d'une telle marge de manoeuvre dans ses rapports avec l'impérialisme mondial.

⁶⁴ K. Marx et F. Engels, "*L'idéologie allemande*", Paris, Éditions Sociales, 1971.

faire intervenir un certain degré de conscience. La conscience, nous l'avons vu, implique l'existence d'un sujet réel connaissant portant un certain jugement sur un objet ou fait social. Le degré de conscience se mesure à l'adéquation ou l'inadéquation partielle avec la réalité observée. Ceci est le rôle de l'expérience, or en sciences sociales l'expérience ne peut être qu'historique.

Le décalage entre la réalité et la conscience du sujet s'il existe est donc une autre définition de l'idéologie, fausse conscience de cette réalité. La conscience dans sa tentative d'interprétation de la réalité doit établir des relations entre l'objet de connaissance et la totalité construite du réel (théorie). Ainsi pourra s'établir son degré d'inadéquation à la réalité, et la conscience pourra se définir comme une partie constitutive de la réalité, c'est-à-dire établir une identité partielle entre le sujet et l'objet de connaissance.

Dans l'analyse d'un groupe social, d'une classe ou d'une nation il est donc nécessaire d'établir une distinction entre la conscience spontanée historicisée et la conscience possible de ce groupe tant qu'il ne change pas de nature. On doit donc considérer des groupes sociaux comme non seulement déterminés par leur passé historique, mais aussi mis en mouvement par leurs aspirations et par les résistances qui s'y opposent ⁶⁵.

Ainsi la conscience spontanée d'une large partie du prolétariat peut dans une période historique se situer au sein de l'aristocratie ouvrière et adopter un comportement conforme à l'attitude réelle de cette couche sociale, le conservatisme. Cependant la conscience possible du même prolétariat peut l'amener à d'autres périodes historiques à se di-

⁶⁵ Ceci est d'autant plus vrai au troisième âge du capitalisme où l'extension fantastique des lignes de crédit dans le futur provoqué par les multinationales et les emprunts des États bourgeois fait de leur attitude d'aujourd'hui une conséquence de leur planification d'investissements prévus pour demain.

riger vers une transformation collective de la société et renoncer aux solutions individuelles et économistes.

Il en est de même pour la conscience nationale, conscience réelle exigeant l'autonomie ou l'indépendance politique de toutes les classes d'une même nation. Pour une formation sociale nationale dominée, il s'agit donc d'expliquer pourquoi la conscience spontanée de larges secteurs de la population n'atteint pas la conscience nationale, comme forme de conscience possible, ou enregistre des retards considérables à l'acquisition de cette conscience ou encore l'acquiert à un moment pour la perdre ensuite. Il faut dans ce cas chercher les endroits de l'édifice social où se cristallise cette conscience, où elle est produite, tout en expliquant ce lieu spécifique dans ses relations avec la totalité de la société.

Enfin il faut considérer la fausse conscience, comme un moment de la conscience adéquate de la réalité. Ainsi en Russie, la conscience de la paysannerie se traduisait de manière spontanée par la revendication de la parcellarisation de la terre dans le cadre réel d'une révolution socialiste dont l'objectif final est la collectivisation de l'agriculture. Dans ce cas, la prise en charge de la parcellarisation de la terre par la révolution socialiste (réforme agraire démocratique) est une fausse conscience de la réalité sociale pour la paysannerie, mais est aussi la seule forme de conscience possible de cette réalité qui peut la mettre en adéquation avec le processus révolutionnaire. Bien vite le décalage entre la réalité sociale et la conscience paysanne se heurte dans la suite du processus, car les objectifs, les aspirations provenant de la paysannerie sont contradictoires avec ceux du prolétariat qui dirige politiquement cette révolution.

La conscience nationale est aussi une fausse conscience de la réalité sociale pour le prolétariat des nations dominées, elle exprime de manière indirecte et déformée son opposition à la société capitaliste dans son ensemble. Cependant elle est *la seule forme* de conscience possible qui puisse l'amener à se rallier à la révolution socialiste. Le

prolétariat nationaliste engage ainsi une dynamique où le contenu de sa conscience possible de la nation (conscience révolutionnaire) s'opposera à celui de sa conscience spontanée.

Dans certaines sociétés nationales dominées comme la Catalogne et le Pays Basque, la formation matérielle de la classe ouvrière pose des problèmes dans l'analyse des relations conscience de classe/conscience nationale. En effet au Pays Basque le premier mouvement ouvrier est pan-espagnol et provient d'une immigration castillane (prolétariat minier). La grande bourgeoisie financière basque est opposée d'entrée de jeu au mouvement nationaliste du fait de son intégration économique à l'échelle ibérique. Seules les couches pré-capitalistes qui font les frais de l'expansion économique monopoliste et qui identifient l'immigration étrangère à une menace pour la survie de la communauté basque font preuve d'un nationalisme qui peut parfois toucher au racisme. D'emblée le mouvement nationaliste basque est hostile au socialisme du fait de la nature des couches sociales petites-bourgeoises qui la portent (Cf : Juan Pablo Fusi, *Politica obrera en el Pays Vasco 1880-1923*, Madrid, Ediciones Turner, 1975, pp. 197-198.). L'élargissement de l'aire capitaliste entraîne la prolétarianisation -principalement après la deuxième guerre mondiale -, de ces couches sociales pré-capitalistes et provoque ainsi la naissance d'une classe ouvrière basque de culture. Il s'agit alors de déterminer s'il existe une classe ouvrière à composition nationale hétérogène (thèse de ETA en 1967) ou bien s'il faut considérer l'existence de deux classes ouvrières, l'une espagnole, l'autre basque (Cf : Beltza, *Nacionalismo vasco y clase sociales*. San Sébastien, Editorial Thertoa, 1976, p. 167.).

CONSCIENCE DE CLASSE, CONSCIENCE NATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir tenté de définir les cadres objectifs de la question nationale, il s'agit dans un second temps de définir les possibilités de dépassement-rupture de la conscience nationale en conscience de classe révolutionnaire. Henri Weber ⁶⁶ tente, au réévaluant l'apport des théoriciens classiques du marxisme, de trancher entre les conceptions spontanéistes attribuant au prolétariat seul la possibilité de produire une conscience révolutionnaire et la conception élitiste l'attribuant à une mince-couche d'intellectuels. Elle est conçue comme le produit de l'interaction des intellectuels révolutionnaires et du prolétariat.

Comme Ernest Mandel cependant, Henri Weber ne perçoit la formation de la conscience de classe révolutionnaire qu'au travers des expériences du mouvement ouvrier européen dans les pays impérialistes. Son analyse de la formation de la conscience de classe révolutionnaire se démarque cependant de celle d'Ernest Mandel sur le rôle plus déterminant attribué à la couche d'intellectuels révolutionnaires et se rattache plus spécifiquement aux analyses de Lukacs et de Gramsci. En rejetant les "excès" centralistes de la théorie léniniste de l'organisation, Henri Weber s'y rallie quant au fond.

"La conscience spontanée du prolétariat le rend réceptif à la théorie socialiste. Mais cette théorie elle-même est initialement élaborée hors du mou-

⁶⁶ Henri Weber, *"Marxisme et Conscience de classe"*, Paris, UGE, 10/18, 1975.

vement ouvrier spontané par les porteurs de la science, les intellectuels bourgeois passés à la classe ouvrière ⁶⁷."

"... l'effort de jonction doit être opiniâtre et prolongé. Ce qui exige des intellectuels révolutionnaires une réelle rupture avec leur être de classe ; leur mutation personnelle en authentiques militants ouvriers, consacrant leur énergie à la construction du mouvement ouvrier socialiste ⁶⁸."

La création de la théorie socialiste par des intellectuels d'origine bourgeoise est un fait historique (Cf. Perry Anderson, *Sur le marxisme occidental*, Maspero, 1977) ; on peut s'inquiéter, voire se scandaliser de cette "révélation", elle n'en reste pas moins irréfutable. Ceci correspond à la prolétarianisation, au départ marginale (19e siècle), puis devenue aujourd'hui massive des travailleurs intellectuels. En ce sens les analyses qui reviennent à considérer les enseignants, ingénieurs de production, techniciens... Comme une "nouvelle petite bourgeoisie" proviennent de milieux où cette prise de conscience de la prolétarianisation du travail intellectuel ne s'est pas faite. On doit aussi affirmer que les travailleurs intellectuels, d'où proviennent les intellectuels révolutionnaires, sont englobée dans le travailleur collectif productif qu'ils ont la charge d'organiser.

À partir de l'analyse de Lénine sur le rôle des intellectuels révolutionnaires en rapport avec le mouvement ouvrier, il est donc possible de généraliser sur le rôle des intellectuels organiques par rapport aux classes sociales pour expliquer la formation de la conscience de classe, aussi bien pour le prolétariat que pour d'autres classes sociales de l'histoire.

Ainsi les porteurs matériels de "vision du monde" cohérente peuvent être déterminés socialement et historiquement. La notion de conscience révolutionnaire, de conscience nationale perd alors son

⁶⁷ Henri Weber, p. 105. L'auteur oublie cependant de mentionner les nombreux ouvriers qui seuls ou au travers d'écoles de formation du mouvement ouvrier deviennent les intellectuels organiques de la classe ouvrière.

⁶⁸ Henri Weber, op. cit. p. 106.

caractère abstrait pour être matérialisée sous la forme "d'intellectuels organiques" :

"Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction non seulement dans le domaine politique et social : le chef d'entreprise capitaliste crée avec lui le technicien de l'industrie, le savant de l'économie politique, l'organisateur d'une nouvelle culture, d'un nouveau... ⁶⁹."

En conséquence, l'établissement de l'hégémonie politique d'une classe sociale dépend du nombre et de la qualité de son "personnel politique" et de ses "idéologues". Il ne suffit pas ainsi de démontrer une prédominance économique, mais surtout de mettre en lumière les circonstances historiques et politiques qui permettent l'accès à l'hégémonie de la société par une classe sociale.

La faiblesse politique d'une bourgeoisie est certes déterminée en dernière instance par sa base économique restreinte, mais son incapacité à remédier à cette carence provient surtout de facteurs historiques bien concrets. Ceux-ci ont toujours pour effet de limiter le nombre et la qualité de son "personnel politique" et idéologique.

À ce niveau, cette couche d'intellectuels liée à une classe détermine l'avenir de la classe en question sur le plan politique. Par conséquent le rôle du facteur subjectif de l'histoire, l'initiative humaine, acquiert ainsi toute son importance et toute sa matérialité.

Dans les remarques de Marx sur les intellectuels (*Manifeste Communiste*), dans l'analyse de Lénine de la conscience de classe, on souligne que le rôle des intellectuels révolutionnaires liés au prolétariat provient de "traîtres" à leur classe d'origine, la bourgeoisie. On peut en déduire que la qualité et le nombre du "personnel politique" et

⁶⁹ Antonio Gramsci, *Textes choisis*, Éditions Sociales, 1975, p. 597.

idéologique de la bourgeoisie déterminent dans une certaine mesure la qualité et le nombre des intellectuels organiques du prolétariat. On peut ajouter aussi avec l'introduction massive du travail intellectuel lui-même dans la production que la rupture s'effectue bien plus au niveau d'une destinée que d'une origine de classe.

La filiation entre intellectuels bourgeois et intellectuels organiques du prolétariat ne respecte pas toujours les cadres de la nation.

Cependant cette filiation pour être stable et massive se doit de respecter, autant que possible, le cadre national et ainsi éviter les risques du rejet de ce qui apparaîtrait dans le cas contraire comme une "greffe". Les révolutionnaires professionnels bolcheviques n'iraient pas ainsi le produit unique d'une rupture avec le "personnel politique et idéologique" de la bourgeoisie russe. Celle-ci, faible économiquement débile politiquement, n'était jamais arrivée à se doter d'une couche d'intellectuels organiques suffisamment large et cohérente pour se différencier de l'autocratie tsariste.

Les révolutionnaires russes du début du 20e siècle sont essentiellement le produit d'une culture internationaliste européenne. Tous les principaux dirigeants du Parti Bolchevique avaient acquis l'essentiel de leur formation intellectuelle à l'extérieur de la Russie tsariste. Les mesures de répression prises à leur égard en étaient la cause. Ainsi les intellectuels organiques du prolétariat russe étaient les produits de l'interaction des intellectuels organiques des principales classes ouvrières d'Europe Occidentale et industrielle (Allemagne surtout, France et Angleterre) et des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière russe. Il est significatif de constater que l'achèvement de la théorie du "socialisme en un seul pays", entraînent le repliement de l'URSS sur elle-même a complètement cassé et supprimé cette couche d'intellectuels (purges staliniennes de 1934-39) et en a empêché la reproduction.

Cette nuance apportée, on doit constater que la présence d'une bourgeoisie à traditions révolutionnaires fortes engendre un "personnel politique" nombreux et de qualité. Gramsci donne comme exemple la France. Dans ce pays les intellectuels poussés par les masses populaires ont mené un combat contre les classes féodales de la manière la plus radicale et la plus justifiée qui soit idéologiquement. Les "intellectuels organiques" de la bourgeoisie française apparaissent aussitôt au même temps que les premières concentrations économiques du capitalisme marchand et surtout pendant la Renaissance.

La nation française a tenu sa cohésion de la capacité de sa bourgeoisie à propager les idéaux de la lutte contre l'obscurantisme religieux, et la vision d'un monde où "liberté-égalité-fraternité" formaient un tout cohérent et mobilisateur. L'extension de cette couche d'intellectuels à la fin du 19^e siècle (laïcisation) a engendré par la suite l'apparition de contradictions en son sein selon des clivages de classe. Le ralliement de certains intellectuels à la formation des partis ouvriers de Jules Guesde et de Jean Jaurès et surtout lors de leur fusion à l'intérieur du Parti Socialiste (SFIO) en 1905, l'enthousiasme que recueillit l'apparition du Parti Communiste dans les années 20, sont à la fois la cause et la conséquence du fractionnement selon des lignes de classe du "personnel politique" et idéologique de la bourgeoisie française. Cette rupture correspondait également à l'abandon partiel par une forte minorité d'intellectuels français du nationalisme bourgeois intégriste et catholique. *L'Affaire Dreyfus* en marqua un moment important.

Gramsci donne comme contre-exemple à la France, la lenteur de la bourgeoisie italienne à s'adjoindre une couche d'intellectuels organiques. Cette lenteur était selon lui essentiellement provoquée par les interférences politiques et sociales de l'Église Catholique de Rome. Celle-ci, disposant d'une influence hégémonique sur les intellectuels italiens jusqu'au 19^e siècle, offrait un débouché mondial à leurs aspirations carriéristes et empêchait ainsi la cristallisation d'une couche d'intellectuels laïcs bourgeois.

Au Québec, un phénomène du même genre, bien que d'ampleur beaucoup plus limitée s'est produit. L'importance de l'Église Catholique québécoise a, dans un premier temps, au milieu du 19e siècle, écrasé la production d'intellectuels bourgeois classiques, ensuite de par son contrôle rigoureux sur le système de l'éducation, elle a été incapable de fournir à la bourgeoisie, en nombre et en qualité, des intellectuels organiques et des techniciens. Soumise formellement au capitalisme, la société québécoise du 19e et du début du 20e siècle n'était pas encore véritablement restructurée réellement par celui-ci.

Le seul personnel politique, technique ou scientifique de quelque valeur provenait d'écoles étrangères ou d'établissements anglophones jusqu'au début du 20e siècle ⁷⁰.

L'intervention des intellectuels dans la vie politique en dehors de l'Église Catholique est donc un phénomène récent. L'absence totale de courant intellectuel marxiste ou socialiste, la faiblesse des traditions libérales ne pouvaient que laisser le prolétariat québécois en formation sous la coupe idéologique de la Doctrine Sociale de l'Église, entrecoupée parfois de saintes révoltes (Sorel), mais le plus souvent de sainte résignation.

Cette carence de traditions révolutionnaires se retrouve également dans la nation canadienne-anglaise ; elles ne sont certes pas totalement absentes mais elles sont déformées. Le prolétariat anglophone n'a lui aussi que peu de ressources intellectuelles à se procurer. La bourgeoisie canadienne avait reçu en héritage de sa mère britannique le mépris de toute théorisation, de rationalité ou d'aspiration à l'universalisme. Cette bourgeoisie issue de contre-révolutionnaires militants (Les Loyalistes) a emprunté les modèles culturels aristocratiques de

⁷⁰ Marcel Fournier, *Entre l'école et l'usine*, module de formation des maîtres, UQAM, miméo, 1975 et Marcel Fournier et Louis Maheu, "Nationalismes et nationalisation du champ-scientifique québécois", *Sociologie et Sociétés*, PUM, novembre 1975, pp. 89-114.

Grande-Bretagne, et ceci d'autant plus facilement que l'aristocratie terrienne ne représente jamais au Canada une force homogène opposée farouchement à l'industrialisation capitaliste, même si elle ne s'y impliquait pas directement. De plus, la domination de classe de la bourgeoisie canadienne n'a jamais été véritablement remise en question. La classe ouvrière canadienne n'a dans son histoire jamais rompu de manière durable avec sa propre bourgeoisie. Le courant socialiste n'est pas né à la suite de violentes luttes de classes, il apparut conciliateur dès ses premiers pas.

Le type d'intellectuel organique de la classe ouvrière canadienne se rapproche sensiblement de celui qu'a formé le Labour Party ⁷¹ en Grande-Bretagne. L'influence des fermiers des Prairies y ajoute tous les traits spécifiques du populisme. Ces intellectuels progressistes qui furent les principaux propagateurs d'un socialisme utopique imprégné de fabianisme ont cependant maintenu au Canada anglais une tradition de critique sociale parfaitement absente au Québec. Le développement d'une conscience nationale canadienne s'est avéré particulièrement difficile pour la bourgeoisie canadienne qui, à peine sortie de la tutelle britannique est retombée sous la domination des États-Unis. Sa capacité à produire des intellectuels s'est particulièrement affirmée au niveau corporatif dans les domaines économiques et financiers. Parmi les bourgeoisies nationales dans le monde, elle s'est caractérisée par un haut degré de parasitisme. Elle a toujours préféré le compromis à l'affrontement en s'introduisant de préférence dans les domaines délaissés par d'autres. La défense du nationalisme canadien n'a en fait pris de tournure radicale que dans la volonté de prolonger l'oppression

⁷¹ "L'immigrant britannique n'était pas un "étranger" en Amérique du Nord britannique. La culture canadienne anglaise non seulement accordait une légitimité à ses idées politiques mais l'absorbait en tant que personne dans la communauté canadienne anglaise, avec relativement peu d'effort sans exiger qu'il change entièrement son mode de vie, avant de lui accorder la complète citoyenneté." God Horowitz "conservatism, liberalism and Socialism in Canada" in *Canadian Journal of economics and Political Science*, 1966, p. 165.

des francophones au Québec et, dans les autres provinces du Canada, dans leur disparition. Ce qui caractérise la conscience nationale canadienne, c'est essentiellement la religion du statu quo et la défense des institutions établies. Il n'y a aucune prétention affirmée à l'expansion impérialiste, à l'universalité culturelle ou à mettre en avant un trait original au niveau international.

Ceci est d'autant plus vrai dans le cas du Québec. Historiquement, c'est-à-dire depuis l'Acte d'Union de 1840, la "nation canadienne" anglaise a un fondement structurel qui est l'oppression du peuple canadien-français, c'est-à-dire la domination spécifique de la nation québécoise.

Les "progressistes" canadien-anglais identifient bien souvent État et Nation, ce qui les conduit de manière regrettable à penser que le Québec fait partie de la Nation Canadienne et que sa revendication indépendantiste ne pourrait donc aboutir qu'au prix de la destruction de ladite Nation Canadienne (!)

Ainsi on a pu lire récemment sous la plume de Reg Whitaker :

"Même si nous ne devons pas perdre de vue l'aspect progressiste de *l'indépendantisme* social-démocrate, l'ironie tragique pour les socialistes canadiens anglais c'est que même une victoire partielle pour le progressivisme au Québec peut être acquise au prix de l'éclatement de la nation canadienne ⁷²."

En fait l'ironie se situe plutôt dans les propos de Whitaker fondés sur une triple erreur : la qualification du P.Q. comme social-démocrate (depuis quand la social-démocratie est-elle indépendantiste ?) et comme "l'élément le plus progressiste de la société québécoise, l'opposition éculée entre les intérêts de classe des travailleurs et le nationa-

⁷² Reg Whitaker "Images of the State in Canada" in Leo Panitch : *The Canadian State : Political Economy and Political Power*. University of Toronto Press 1977, p. 66.

lisme conçu et saisi comme "véhicule" des idées bourgeoises, enfin une théorie (abusive) des facteurs qui localise les fondements de l'État (canadien) dans une séquence de *déterminations arbitrairement* choisies et qui, conséquemment, élude les différences politiques et structurelles entre régionalisme et nationalisme.

Les relations entre la Nation et l'État :

[Retour à la table des matières](#)

Nous empruntons à Pierre Fougeyrollas sa notion dialectique d'État-Nation qui servira par la suite comme outil d'analyse de formations sociales concrètes :

... même quand il coïncide avec la nation, l'État demeure ce qu'il est : un système d'institutions, un appareil de domination, de gestion ou, pour le moins, de direction et d'administration. Le confondre avec la nation c'est tomber dans une extrême aliénation politique ⁷³."

⁷³ Pierre Fougeyrollas, *Pour une France Fédérale*, Paris, Denoël, 1968, p. 30. Walker Connor, "Nation-Building or Nation Destroying", *orld Politics*, 24 avril, 1972 ; démontre fort bien l'irréalité de l'identification de l'État à la Nation. Il note que sur un total de 132 États contemporains 12 seulement peuvent être considérés comme homogènes d'un point de vue ethnique, 25 ont un groupe ethnique dominant qui dépasse 90% de la population, 25 autres États voient leur groupe ethnique dominant varier entre 75 et 89% de la population, 31 entre 50 et 74% et les 39 États restants ont un groupe dominant qui ne dépasse pas 50% de la population. Walker Connor effectue dans le même article une démystification des thèses classiques de Karl Deutsch (Cf : *Nationalism and social communication : an inquiry into the foundations of Nationality*, Cambridge, Mass, 1953 et *Nationalism and its Alternative*, New York, 1969.) en soulignant ses tendances économistes, assimilationnistes et apologétiques par rapport au modèle représenté par les États-Unis. Cependant les limites de cette critique sont vite atteintes. En effet Walker Connor ne fait aucune relation entre l'évolution du combat des classes sociales et l'apparition des questions nationales et reste quant au fond sur le même terrain que Karl Deutsch (cf. Walker Connor, "*Ethnonationalism in*

l'État existait certes avant la formation des nations, mais il n'est devenu État national qu'au moment de l'accession de la bourgeoisie au rang de classe dominante.

"Mode global d'existence de la société moderne, la nation est une communauté historique résultant de l'agrégation et de la ségrégation accomplies parmi des peuples ou des fractions de peuples d'origine *ancienne*. La nation est caractérisée par une relative unité linguistique, politico-économique et culturelle ⁷⁴."

Doit-on considérer les relations entre conscience nationale et nation au même titre que la relation entre conscience révolutionnaire et prolétariat ? Certains théoriciens semblent considérer, à la suite de Joseph Staline ⁷⁵, la nation comme une donnée objective déterminable d'après certains facteurs économiques, politiques et culturels et effectuer ce parallèle ⁷⁶. Cette interprétation risque de tomber dans l'objectivisme en évitant de distinguer l'origine fondamentalement économique des classes sociales comme la bourgeoisie et le prolétariat et l'aspect originellement politique et idéologique de la nation moderne. La nation résultant du développement de l'économie de marché, n'en est pourtant pas le produit automatique. Elle est d'abord une construction sociale effectuée par la bourgeoisie pour s'instaurer en classe dominante ⁷⁷.

the first world" in Milton J. Esman (editor) *Ethnic Conflict in the Western World*. Cornell University Press. p. 19-45.)

⁷⁴ Pierre Fougere, op. cit., p. 44.

⁷⁵ Joseph Staline, *Le Marxisme et la Question Nationale*, Pékin, 1970.

⁷⁶ Emmanuel Terray, "L'idée de nation et les transformations du capitalisme", *Les Temps Modernes*, Paris, août-septembre 1973.

⁷⁷ Reinhard Bendix voit dans l'apparition de l'État-Nation européen la désagrégation des groupes intermédiaires entre l'État-gouvernement et la Nation somme d'individus. Cette interprétation libérale explique également la bureaucratisation de l'État par l'augmentation des "attentes" individuelles et la nécessité de les satisfaire, R. Bendix, *Nation Building and Citizenship*. N.Y., John Wiley, pp. 105-142.

Toute interprétation objectiviste reviendrait à laisser entendre que l'existence de nations perd ainsi son caractère transitoire et historique. Si l'extinction des classes sociales découle de l'analyse marxiste des contradictions du mode de production capitaliste, en entraînant une explication en dernière instance économique de la disparition de l'exploitation de classes, on ne peut faire de même pour la lutte nationale. La suppression du mode de production capitaliste dans un groupe de nations ne signifie pas la disparition de celles-ci, ni même leur extinction automatique, mais au contraire leur plein développement, c'est-à-dire l'identité culture nationale/culture populaire.

L'assemblage des nations quant à lui ne constitue pas une simple addition d'ensembles nationaux définis et plus ou moins étanches mais forme une totalité qui détermine et résulte de la forme de chaque nation.

"Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme une simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui à notre époque domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales (...). On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme une partie de l'économie mondiale, les traits spécifiques de l'économie si importants soient-ils, constituent à un degré croissant les éléments d'une plus haute unité qui s'appelle l'économie mondiale et sur laquelle repose en fin de compte l'internationalisation des partis communistes

(...) L'originalité nationale représente le produit final et le plus historique (...). L'originalité d'un type national n'est que la cristallisation des inégalités de formation ⁷⁸."

On peut donc ainsi considérer le capitalisme comme une entité mondiale économique déterminant les articulations de rapports de production au niveau mondial et démontrer que le prolétariat est frac-

⁷⁸ Léon Trotsky, cité par Christian Leucate, "Capitalisme et Impérialisme", *Critique de l'Économie Politique*, no. 19, p. 98.

tionné dans des ensembles nationaux dont les configurations sont en perpétuelles transformations (affaiblissement de l'État-Nation) provoquées par le mode de développement impérialiste lui-même.

Charles Levinson, dirigeant de *l'international Chemical Federation* explique quant à lui l'unification mondiale de l'impérialisme par la domination de la firme multinationale sur l'État-Nation et néglige ainsi les déterminations nationales :

"Face à la puissance statique de l'État-Nation, la société multinationale est devenue une institution créative permettant de se soustraire aux limitations nationales qui entravent son essor ." ⁷⁹

Charles Levinson, en isolant les firmes multinationales de l'ensemble socio-économique capitaliste peut ainsi complètement laisser de côté le rôle politique de l'État-Nation et faire de son affaiblissement tendanciel, au strict niveau de l'intervention économique, un phénomène achevé à tous les niveaux.

Cette interprétation a le désavantage de ne pas expliquer les conditions politiques de la reproduction du capital et du renouvellement cyclique de la concurrence entre bourgeoisies nationales et impérialistes appuyées sur leur État-Nation :

"Si l'État-Nation s'affirme comme le cadre idéologique et politique indispensable de l'organisation des rapports sociaux capitalistes, il doit se soumettre à une restructuration interne très profonde pour faire face à son rôle dans la reproduction sociale du capitalisme, alors même que l'interna-

⁷⁹ Charles Levinson a tendance à ne pas analyser l'impérialisme comme un tout, d'en isoler comme seule composante les firmes multinationales. Son analyse du capitalisme, qui selon lui ne recherche plus le profit maximum (p. 106) sous la forme d'une multinationale l'amène à penser que : "... le véritable moteur du plan d'investissement est constitué par les prévisions à long terme d'évolution de la demande qui domine les autres facteurs de la production" (p. 181).

C. Levinson, *L'inflation mondiale et les firmes multinationales*, Paris, Seuil, 1975, p. 125.

lisation du capital porte à son degré extrême la contradiction entre socialisation des forces productives (et leur internationalisation) et le cadre étroit des rapports sociaux (et des États) capitalistes ⁸⁰."

Ainsi on perçoit avec Christian Leucate la persistance des États Nations comme contradictoire avec le développement mondial des forces productives, mais comme une nécessité pour rendre possible socialement et politiquement la reproduction du capital impérialiste ⁸¹.

Les thèses de C. Levinson conduisent au contraire à l'évacuation de la politique et ainsi à la suppression de la notion de lutte de classes. En effet, celle-ci n'est perceptible que dans les conditions concrètes de reproduction du capital, c'est-à-dire dans le cadre de chaque formation sociale dominée par une bourgeoisie impérialiste au travers de l'État-Nation, Les thèses de Charles Levinson relèvent du point de vue d'une couche de travailleurs qualifiés modernes qui s'identifient plus à leur entreprise qu'à la formation sociale à laquelle ils appartiennent objectivement.

Elles constituent en quelque sorte la vision du monde de l'aristocratie ouvrière moderne des secteurs de pointe de l'impérialisme. De fait les thèses de Charles Levinson sur le partage des pouvoirs au sein de *l'entreprise* multinationale *entre les syndicats* et les "managers" ne remettent en cause d'aucune manière la nature même de ces entreprises et leur rationalité économique.

⁸⁰ Christian Leucate, "La contradiction inter-impérialiste aujourd'hui", *Critique de l'Économie Politique*, no. 13-14, pp. 146-147.

⁸¹ Ceci est également le point de vue de Nicos Poulantzas : "Ces États prennent eux-mêmes en charge les intérêts du capital impérialiste dominant dans son développement au sens mime de la formation "nationale", à savoir dans son intériorisation complexe à la bourgeoisie intérieure qu'il domine..." Nicos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme contemporain*, Paris, Seuil, 1974, p. 80.

La volonté de dépasser l'idéologie nationaliste "rétrograde" qui sous-tend les thèses de Levinson ne va pas à l'heure actuelle à l'encontre des politiques de développement des firmes multinationales. Le degré d'imbrication des rapports de production capitaliste à l'échelle mondiale est tel, que le nationalisme et le repliement sur le marché intérieur qui en découle ne peut plus être l'idéologie officielle des bourgeoisies impérialistes ⁸².

Les tentatives d'unification des différents États capitalistes d'Europe de l'Ouest en constituent un indice. La formation d'un État fédéral composé de plusieurs nations aboutirait à dévier les contradictions politiques vers des affrontements nationaux équilibrés par un *Parlement européen*. Ceci aurait une dynamique d'amortissement des luttes de classes nationales pour leur substituer des batailles de groupe de pression nationaux au sein des structures étatiques fédérales. La dynamique politique binationale sur laquelle repose la Confédération du Canada serait ainsi limitée par les membres de la CEE. Les tendances à la centralisation étatique opposées au libéralisme politique du 19e

⁸² François Perroux, économiste officiel de la Cinquième République gaulliste semble contredire cette affirmation dans son ouvrage *Indépendance de la Nation*, UGE, 10/18, 1969, p. 19.

"La nation n'est donc Plus un ensemble plastique déformable par l'effet du marché mondial : elle constitue un tout à l'égard duquel une volonté politique doit s'exercer pour que l'activité économique n'aille pas trop mal".

Outre la confusion classique des économistes bourgeois entre État et Nation (le terme d'État-Nation employé dans notre travail désignant, lui, un État dominé par une Nation elle-même dirigée par une classe). François Perroux ne considère pas dans un premier temps le degré d'intégration de l'économie française dans le marché mondial pour en démontrer l'autonomie relative, mais part de l'a priori d'une autonomie menacée par les États-Unis pour en déduire une stratégie de riposte pour le capitalisme français. Il en conclut à la nécessité de renforcer une indépendance européenne par la simple juxtaposition des États nationaux sans analyser le processus d'interpénétration des capitaux au niveau européen et ses conséquences et de ce fait démontre par l'absurde la non-validité de la thèse initiale : le développement indépendant du capitalisme français. Il est significatif que ces thèses qui servaient de justification à l'interventionnisme de l'État gaulliste soient maintenant abandonnées dans leurs principales recommandations.

siècle, après une période de transition se poursuivraient au sein d'un État fédéral au rythme de l'interpénétration européenne des capitaux. Le capital européen multinational serait ainsi perçu comme cristallisant son pouvoir politique sur les prolétariats nationaux à travers l'État fédéral. La formation d'une telle entité ne pourrait s'effectuer que sur une défaite politique des classes ouvrières européennes et entraîner un profond recul de leur conscience de classe.

En effet le cadre général de l'État-Nation qui sert de lieu génétique de la conscience de classe se dissoudrait pour déléguer ses pouvoirs à une instance étatique supranationale homogène opposée à des prolétariats divisés politiquement et organisationnellement. Ainsi le lieu politique du pouvoir serait transféré à un niveau où les classes ouvrières n'ont jamais acquis d'expérience concrète de lutte, donc une conscience de classe européenne.

Si depuis la conquête du suffrage universel, les travailleurs ont été de fait intégrés dans la nation politique dans le cadre de l'État-Nation autrefois réservé aux censitaires, il leur a fallu des dizaines d'années de pratique politique pour acquérir leur indépendance de classe ⁸³. À l'échelle européenne toutes les stratégies ouvrières classiques seraient remises en cause sans alternatives immédiates.

⁸³ En cela Bernstein faisait une constatation juste en écrivant à propos de la phrase du Manifeste : "Les travailleurs n'ont pas de patrie" : "La situation s'est modifiée à partir du moment et dans la mesure où ils participent en citoyens à part entière au contrôle du gouvernement". Cité par Hélène Carrère d'Encausse, "Les réalités contre l'idéologie, classes et nations dans l'Europe socialiste", *Revue Française de Sciences Politiques*, février 1969, p. 13. Jean Baby, pour la même phrase écrivait : "Cela signifie que dans les conditions politiques économiques et sociales existants à cette époque, les ouvriers étaient dépouillés de tous les biens matériels et spirituels qui constituent le patrimoine national, c'est-à-dire ce que l'on entend défendre sous le nom de patrie". Jean Baby, "La révolution de 1848 et le mouvement national", *La Pensée*, no. 18, 1948, p. 19. Dans une formule ramassée E.H. Carr a décrit ce phénomène : "The socialization of the *nation* has as its natural corollary the nationalization of socialism", E.H. Carr, *Nationalism and after*, London, 1945, p. 19.

Du point de vue de la bourgeoisie monopoliste d'envergure mondiale, le repli sur le marché national ne peut que résulter ou apporter des crises dans le processus de reproduction du capitalisme. Mais parallèlement elle se trouve confrontée à la nécessité de maintenir des États-Nations, à la fois pour s'opposer à la menace politique du prolétariat national et pour se mettre dans une situation de force par rapport à ses concurrentes. Pour empêcher ces contradictions d'atteindre leurs phases les plus aigues, les diverses bourgeoisies monopolistes se sont données à l'échelle internationale des institutions fractionnées d'ordre monétaire, bancaire, ou industriel (ex : Fond Monétaire International). Cependant ces diverses institutions n'ont pas d'autonomie véritable par rapport aux diverses bourgeoisies composantes (au sens où l'État bourgeois est relativement autonome par rapport aux fractions de la bourgeoisie), elles en dépendent directement financièrement et politiquement et ne peuvent qu'amortir les contradictions sans les régler durablement. De ce fait la perspective d'un État mondial bourgeois est une pure et simple utopie :

... la division socio-politique de la bourgeoisie en "bourgeoisies" n'est pas l'expression d'un simple "retard" circonstanciel de la superstructure politique sur l'internationalisation du capital, elle exprime ce fait, de plus en plus contradictoire, que les rapports de production capitalistes sont indépassablement liés dans leur reproduction d'ensemble à l'État national (de même qu'ils le sont à l'appropriation privative des moyens de production) ⁸⁴."

⁸⁴ Christian Leucate, "Capital et Impérialisme", *Critique de l'Économie Politique*, no. 19, p. 100.

Ernest Mandel décrit à partir de l'expérience de la CEE comment se manifestent les contradictions entre fusion internationale des capitaux et superstructure étatique. Il montre (et cela à l'encontre des thèses de Nicos Poulantzas sur les bourgeoisies "intérieures" à la zone impérialiste américaine) comment la concentration européenne, des capitaux exacerbe les contradictions inter-impérialistes avec les États-Unis, Ernest Mandel, "Concentration et centralisation du capital", traduction en français d'un chapitre de "Das Spatkapitalismus", Surkhamp Verlag, Frankfurt, 1972, parue dans *Critique de l'Économie Politique*, no. 13-14, pp. 45-79.

l'État-Nation est donc le cadre où se développe la lutte de classes sous une forme directe. Sous la domination de la bourgeoisie le prolétariat n'est pas pleinement national, il ne peut l'être qu'en prenant lui-même le rôle dominant à la tête de la nation. Par conséquent la forme et le contenu d'une nation dépend de la classe sociale qui la domine. Virtuelle dans les modes de production pré-capitalistes, elle apparaît avec la bourgeoisie et ne peut se développer pleinement que sous l'hégémonie de la majorité de la population représentée par le prolétariat dans les formations sociales industrialisées et l'alliance du prolétariat et de la paysannerie dans les formations sociales du Tiers Monde.

Ainsi la nation ne détermine pas les classes sociales, mais au contraire en dépend dans sa forme et son contenu. Sans verser dans l'utopie, on peut imaginer que seule la dissolution des classes sociales permettra aux nations de développer intégralement les potentialités de leur culture propre.

Paul Nizan, en employant la méthode de Marx pour analyser la marchandise, décrit la nation en ces termes :

"Il convient de distinguer une forme et un contenu de la nation. Ce qui caractérise le développement du nationalisme réactionnaire, avec les caractères agressifs de névrose obsessionnelle qu'il présente c'est une prolifération des éléments formels aux dépens du contenu, le "symbole" et la "parade", le "fétichisme" prennent le pas sur la réalité... Nationalisme, et fascisme se caractérisent par le développement systématique des aspects formels de la nation, parce qu'ils espèrent dissimuler par là aux yeux des masses les problèmes sociaux que pose réellement sa vie. Ce "fétichisme" est en même temps une "mystification" ⁸⁵."

Dans toutes les nations les aspects formels constituent des voiles mystificateurs tendant à faire croire à la pérennité de l'État-Nation. Ces aspects nationaux se retrouvent à tous les stades de l'histoire hu-

⁸⁵ Paul Nizan cité par André Vachet, "Le problème de la nation dans le marxisme français", *Revue canadienne de Science Politique*, mars 1970, p. 31.

maine et conduisent certains chercheurs à conclure à la lointaine origine du sentiment national ⁸⁶.

Cette dialectique de la forme et du contenu d'une nation est la clef de la compréhension des relations entre l'infrastructure économique historicisée et les types idéaux de psychologie de masse des couches sociales et classes composantes de la nation.

La systématisation des caractéristiques nationales s'effectue généralement au travers de l'appareil d'État. Ainsi l'omniprésence de l'État fasciste, exaltant l'autonomie et les aspects idéologiques de la nation dans tous les domaines de la société en est l'exemple le plus pur. L'État oppressif ne peut se maintenir comme force de cohésion de la société qu'en étant à la fois le produit et la cause du consensus national. Celui-ci peut s'établir en fonction de la nature du bloc politique au pouvoir (ex : alliance bourgeoise monopoliste, non monopoliste et petite bourgeoisie traditionnelle ou encore prolétariat, petite bourgeoisie urbaine, paysannerie pauvre et moyenne...). Plus les formes de la nation deviennent apparentes, plus on peut en conclure à un renforcement de l'appareil d'État lui-même et non à son extinction ⁸⁷. Celle-ci corres-

⁸⁶ Les historiens allemands ont cependant parfois tendance à naturaliser le concept de nation. Karl Ferdinand Werner accomplit une oeuvre originale en démontrant la lointaine origine médiévale des nations à partir de recherches étymologiques sur les mots "Allemagne", "France", "Italie". Karl Ferdinand Werner, "Les nations et le sentiment national dans l'Europe médiévale" *Revue historique*, no 496, octobre-décembre 1970, pp. 285-300).

⁸⁷ La forme nationale la plus évidente est l'Armée de conscription. Les écrits militaires généralement négligés en sciences sociales constituent de fait des matériaux importants de l'étude de la formation des États-Nations. À cet égard il conviendrait d'apprécier à leur juste place les réformes militaro-institutionnelles de la bureaucratie prussienne (barons Stein, Hardenberg, Clausewitz) dans l'évolution hégémonique de la Prusse tout au long du processus d'unification nationale de l'Allemagne. Par ailleurs Ralph Miliband a raison de constater que Karl Marx envisageait l'autonomie relative de l'État seulement dans le cadre d'États forts. En URSS, aujourd'hui encore, "l'armée rouge" est une institution privilégiée de la russification des républiques non-russes.

pondrait au contraire à une importance accrue donnée au contenu national, c'est-à-dire à la disparition progressive des antagonismes de classe eux-mêmes.

Dans les nations où le prolétariat est largement dominant, où le travail salarié constitue la règle, la forme nationale tend à se désagréger. Au contraire, dans les nations où le prolétariat ne constitue qu'une fraction de la population, la forme nationale tend à se renforcer. Ceci ne présage en rien du contenu. Ce renforcement de la forme nationale peut être le fait d'un bloc au pouvoir dirigé par le prolétariat, mais nécessitant également la mise sur pied d'un appareil d'État solide destiné à maintenir par la force son hégémonie sur l'ensemble d'une société où il reste minoritaire tout en cherchant à se reproduire de manière élargie par l'industrialisation. Le renforcement de la forme nationale peut être aussi le résultat d'un autre type de bloc au pouvoir (bourgeoisie marchande, bureaucratie militaire, lafifundiaires) où le contenu social réactionnaire est délibérément masqué par une exacerbation de l'idéologie nationaliste détachée de la réalité politique et sociale.

La persistance, puis le renforcement de la forme nationale dans une société comme la Russie où le bloc au pouvoir post-révolutionnaire était constitué par le prolétariat, la paysannerie pauvre et moyenne et la petite bourgeoisie urbaine ne peut s'expliquer par des facteurs uniquement économiques. Le renforcement nécessaire de l'appareil d'État chargé d'imposer la "dictature du prolétariat" sur les autres couches et classes sociales a abouti à son autonomisation relative et à sa persistance conflictuelle dans une société où, dans la période contemporaine, le salariat est la règle et le prolétariat numériquement majoritaire. La persistance de la forme nationale et son renforcement résultent ainsi de conditions matérielles et historiques qui ont entraîné l'écrasement politique par la bureaucratie stalinienne de l'ensemble des autres nations comprises dans l'Union Soviétique ⁸⁸.

⁸⁸ La destruction de cet État national grand russe passe donc stratégiquement par son démembrement, c'est-à-dire par la libération des Lithuaniens, Let-

On peut conclure donc que dans les relations État-Nation, l'État constitue la forme principale de la Nation et les classes sociales en déterminent le contenu.

Dans une perspective dynamique on peut également concevoir la nation *comme un produit historique de la lutte de classes*. La nation moderne est en fait contemporaine de la formation des grandes classes sociales véritables : la bourgeoisie et la classe ouvrière. Il ne peut y avoir de genèse nationale sans lutte politique de classes. Dans une certaine mesure les thèses quelque peu choquantes de Friedrich Engels sur les *peuples sans histoire* ont comme toute erreur théorique, un fondement réel. La société rurale autosubsistante, où les différenciations de classe sont peu marquées, ne se hisse pas jusqu'à l'existence nationale, car les principaux conflits opposent encore la communauté humaine à la Nature. Cependant rien ne permet de condamner ces sociétés à l'assimilation ou à la disparition pure et simple. Il s'agit alors de faciliter les conditions socio-politiques de la naissance d'une nation à partir de cette société non-historique, c'est-à-dire où la lutte des classes cède le pas à la lutte des hommes contre les éléments naturels. Si les classes sociales sont, comme le disait Lénine, de "grands groupes humains", il nous semble évident que la société où le village était la plus haute instance de vie communautaire exclut aussi bien la conscience nationale que la lutte des classes.

tons, Estoniens, Uzbekhs, Géorgiens, Arméniens et Ukrainiens, ces derniers constituant la plus grande nation opprimée (45 millions d'habitants) dans le monde contemporain.

Psychologie nationale et classes sociales :

[Retour à la table des matières](#)

Quand il s'agit de définir ce que recouvre les notions de "sentiment national" ou de "caractère national" plusieurs interprétations peuvent être avancées. Certaines soulignent l'hérédité biologique comme facteur distinctif et offrent ainsi une justification pseudo-scientifique aux théories racistes ⁸⁹, d'autres recherchent un inconscient collectif immanent ⁹⁰, enfin certains auteurs voient dans la socialisation des enfants et dans la famille les générateurs du caractère national ⁹¹.

Cependant des définitions marxistes de la psychologie nationale ont aussi été effectuées ⁹². Elles tentent de définir une typologie de caractères nationaux à partir d'une structure déterminée dans l'histoire et en fonction des classes sociales composantes de la nation. Cette structure du caractère national consiste alors en la combinaison spécifique de plusieurs traits généraux de la psychologie humaine. Par ailleurs, le caractère national ainsi cerné doit toujours être défini relativement aux nations historiquement influentes sur la formation du caractère national étudié.

⁸⁹ Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Firmin Didot, 1940. La naissance de l'idéologie raciste est contemporaine de la formation des États-nations au 19^e siècle. Elle est marquée par l'identité poussée à l'absurde entre fait sociologique et fait biologique qui marquent à des degrés divers les sciences sociales de l'époque positiviste. Le racisme est l'expression la plus pure du chauvinisme national, de la forme nationale coupée de toutes références matérielles au niveau social.

⁹⁰ Jung, C.G. *Les racines de la conscience : études sur l'archétype*, Paris, 1971.

⁹¹ Alex Inkeless and D.J. Levinson, "National Character : the study of Modal Personality and Sociocultural Systems", *Handbook of Social Psychology*, by G. Lindzey and E. Aronson, vol. 4, Reading, 1969.

⁹² I. Kohn, "Le problème du caractère national", *Ethno-psychologie*, Juin-septembre 1974, pp. 193-224.

Cette quête est difficilement quantifiable sans une approche frontale et globale utilisant *la recherche* historique, la psychologie sociale et même l'ethnologie. Un tel type de travail doit pouvoir expliquer la formation de ce caractère, ses transformations et tenter de définir un certain nombre de relations entre l'individu et le "caractère national" au sein de chaque classe sociale ⁹³.

La psychologie nationale peut trouver dans le racisme un cas limite de l'éventail fort étendu des différentes sortes de "caractères nationaux". Mais ainsi que Wilhem Reich la démontrait dans *Psychologie de masse du fascisme*, le nationalisme allemand exacerbé par le nazisme reposait sur l'oppression organisée et le refoulement canalisé des instincts sexuels élémentaires des masses ouvrières, paysannes et petite-bourgeoises. Le rapprochement empirique effectué entre oppression nationale, racisme, exploitation de classe et domination autoritaire patriarcale recouvre donc une réalité politique, sociale et psychologique bien vivante. Elle permet d'expliquer la domination de l'État sur la Nation.

⁹³ Certains aspects de l'oeuvre de Wilhem Reich apportent des éléments de solution à ce problème. *L'analyse caractérielle*. Payot, 1973, offre une méthode et une typologie de l'analyse des caractères individuels en fonction de l'environnement social et politique. On a vu que le caractère national "résidait dans une structure particulière de diverses formes du caractère humain à une époque historiquement déterminée. Wilhem Reich donne ainsi la définition de plusieurs formes caractérielles : hystérique, compulsif, phallique-narcissique et l'explication de la nature et de l'origine de la "cuirasse caractérielle" par le refoulement autoritaire de la sexualité. Il explique également la "désagrégation schizophrénique" par l'absence de conscience de soi et de perception de la signification de l'environnement, c'est-à-dire par l'éclatement au niveau individuel de la catégorie de totalité. Dans *Psychologie de masse du fascisme*, Payot, 1974, Wilhem Reich met en application ce type d'analyse au caractère national allemand sous le nazisme.

De la désagrégation de la famille tribale naît une société fondée sur une forme embryonnaire de domination de classe (apparition des premières formes de l'État) ⁹⁴ et sur l'oppression de la femme par l'homme :

"La famille moderne contient en germes non seulement l'esclavage (servitude), mais aussi le servage puisqu'elle ne rapporte de prime abord, à des services d'agriculture. Elle contient *en miniature* tous les antagonismes qui par la suite se développeront largement dans la société et dans son État ⁹⁵."

Quand Marx parle de la famille comme microcosme de l'État bourgeois, il attribue au père, au "chef de famille" le rôle de transmetteur de l'autorité de l'État. Mais cet État n'est toujours que la forme nationale surdéterminée (État-Nation) dans une formation sociale capitaliste.

Empiriquement encore, on peut rapprocher les slogans allemands, "Kinder, Küche, Kirche" (Enfants, Cuisine, Église) et pétainistes "Travail, Famille, Patrie" pour se rendre compte de l'étroite relation existant entre l'exacerbation de la forme nationale et l'oppression de la femme ⁹⁶, la socialisation des enfants et la religion catholique ⁹⁷.

⁹⁴ Joseph R. Stayer décrit le passage du "regnum" (assemblage de tribus) au début du Moyen Âge à la formation des premiers États en Europe Occidentale comme précondition à l'apparition des nations. Il explique comment les États "souverains" émergent au 13^e et 14^e siècles en s'opposant aux autorités catholiques romaines. Il compare le grand degré d'homogénéité de l'Angleterre par rapport à l'État-"mosaïque" de France. Pour cet auteur, l'Angleterre est un État-Nation constitué dès le 15^e siècle. Joseph R. Stayer, "The historical Experience of Nation Building in Europe", in *Nation Building*, Karl W. Deutsch and William J. Foltz, Atherton Press, N.Y., 1966, pp. 17-26.

⁹⁵ K. Marx cité par F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions Sociales, 1970, p. 60.

⁹⁶ Depuis Charles Fourier, la mesure du degré de liberté dans une société est faite à coup sûr à partir du degré d'émancipation des femmes. Engels s'est rallié à ce point de vue. Depuis la réalité sociale n'a pas encore démenti une telle appréciation.

⁹⁷ La propagation et l'enracinement du racisme ont été certainement le fait de l'Église Catholique Romaine à propos des Juifs. Cette Église organisa pen-

L'exacerbation du "caractère national", de la forme nationale s'effectue essentiellement sur le thème de la pureté de la "Nation-Élue" de son particularisme hypertrophié. Les relations entre le "caractère national" et les analyses de Reich sur la "cuirasse caractérielle" permettent généralement de dégager une symbolique mystique de la forme nationale.

Wilhem Reich fait ressortir les assises matérielles de la forme nationale dans chaque individu, il ouvre la voie à une psychologie caractérielle de masse. Cependant son analyse spécifique du fascisme allemand n'offre pas à elle seule un modèle d'interprétation applicable dans les formations sociales où la cristallisation de la forme nationale n'a pas pris un caractère aussi aigu,

Ce que Reich effleure dans *Psychologie de masse du fascisme*, la question de l'Église, de la Religion, Gramsci l'étudie en détails dans la formation du caractère italien ⁹⁸.

La conscience nationale moderne n'est pas le simple reflet idéologique d'une classe sociale même dominante. Elle constitue la combinaison de caractères psychologiques liés spécifiquement à chaque classe sociale composante de la nation ⁹⁹. Mais elle n'en est pas la

dant des siècles la persécution du "peuple classe" juif et favorisa ainsi la constitution de la première nation historique (Cf. Abraham Leon, *La conception matérialiste de la question juive* EDI, Paris). l'Église Catholique favorisa également l'esclavage des Noirs et le massacre des Indiens. Cependant contrairement aux racistes biologiques nazis, l'Église cessait de poursuivre les Juifs, Noirs ou Indiens convertis au catholicisme.

⁹⁸ Hughes Portelli, *Gramsci et la question religieuse*, Paris, Anthropos. 1974.

⁹⁹ L'idée que la grande industrie capitaliste a divisé l'Angleterre en deux nations distinctes, les bourgeois riches et les prolétaires pauvres, émane du tory Disraeli dans son roman *Sybil, or the two nations*. Friedrich Engels le fait remarquer dans *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éditions Sociales, 1973, p. 171. Dans son premier ouvrage d'importance (1845) Engels explique ainsi que : "La bourgeoisie a plus d'affinités avec toutes les nations de la terre qu'avec les ouvriers qui vivent à ses côtés. Les ouvriers parlent

simple addition et constitue une entité relativement indépendante cristallisée pour l'essentiel dans un appareil d'État constitué ou en formation et les organes de la société civile.

CONCLUSION, RETOURNER À MARX ET CONTINUER MARX

[Retour à la table des matières](#)

Marx n'a jamais proposé, ou tenté une définition de la Nation. Une analyse de la *question nationale* qui partirait d'une quelconque définition de la nation ne peut être dynamique et aboutit toujours à une "théorie" accumulative des facteurs, ou à une "théorie" ethnologique ou bien à une typologie qui se heurte à la recherche du "facteur" dominant, tombant ainsi dans le piège relativiste et conjoncturel.

Marx et Engels n'ont jamais adopté le mot d'ordre du droit à l'autodétermination dans lequel le droit des nationalités se dissout dans la théorie abstraite de la lutte des classes, où l'autodétermination des nations se trouve confrontée et opposée à "l'autodétermination" des classes opprimées.

On a souvent reproché à Marx et Engels d'avoir suivi une voie évolutionniste entachée d'économisme lorsqu'il s'agissait pour eux d'appréhender les effets de la lutte des classes sur la question nationale dont les déterminations politiques et théoriques leur auraient ainsi

une langue différente, ont d'autres idées et conceptions, d'autres moeurs et d'autres principes moraux, une religion et une politique différentes de celles de la bourgeoisie" (ibidem). Nous pensons qu'il s'agit Ici de deux points de vue (de classe) opposés au sein d'une même culture nationale. La thèse des deux nations de Disraëli qui ne manque pas d'influencer Engels, ne peut dépasser le stade de l'exagération romantique.

échappé. C'est une attaque que l'on adresse également à Rosa Luxemburg. Certes ces théoriciens de grande valeur n'ont pas élaboré une théorie de la question nationale.

Pour Marx et Engels, la solution de la question nationale suppose des conditions historiques concrètes ; leur attitude consistait donc à suivre, à analyser la maturation graduelle de ces conditions.

Si on peut reprocher à Engels quelques expressions malheureuses et une habitude de régler militairement la question des nationalités (une nation se distingue d'une nationalité par sa capacité de lever d'importantes troupes armées), ainsi qu'une certaine russophobie et des sentiments quelque peu pangermanistes qu'il partageait avec Marx, il est difficile de condamner en bloc la politique étrangère suivie par la *Nouvelle Gazette Rhénane* ¹⁰⁰. Il faut se demander en effet comment se posait la question nationale en 1848 ?

¹⁰⁰ Roman Rosdolsky, "Friedrich Engels und das problem der "Geschichtlosen" Völker (Die Nationalitätenfrage in der Revolution 1848-49 im Lichte der "Neuen Rheinischen Zeitung"), dans *Archiv für Sozial-geschichte*, IV, Band, 1964, pp. 87-282. Rosdolsky après avoir rétabli la vérité historique sur les tchèques, les slaves du Sud et les ukrainiens, dégage la théorie nationale de la *Nouvelle Gazette Rhénane* qui ne peut être comprise sans prendre en considération la question centrale de l'intervention contre-révolutionnaire de l'Empire tsariste en Europe : en l'absence d'un foyer révolutionnaire en Russie, la guerre, révolutionnaire contre le tsarisme est donc la tâche de l'heure. Il est à noter que le point de vue de Bakounine est inverse. Pour lui le danger est le pangermanisme. Il nie que la Russie soit le facteur central de la détermination de la stratégie révolutionnaire en Europe et attribue à Marx et Engels le désir de voir l'Allemagne se comporter parmi les peuples slaves comme les anglais en Inde et les français en Algérie. Or constate Miklos Molnar (*Marx, Engels et la politique internationale*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 101-104) Engels n'a jamais abandonné la thèse de la guerre contre la Russie même si dans ses écrits de 1890, elle ne constitue plus qu'une alternative au progrès du mouvement révolutionnaire en Russie elle-même. En conséquence, les fondateurs du "socialisme scientifique" ne se sont jamais départis de certaines déterminations contenues dans la politique internationale de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. L'analyse des rapports Allemagne-Russie, ceux de la social-démocratie allemande et des marxistes russes seraient ainsi indispensables pour comprendre la conjoncture politique qui a

Comment donc pouvait-elle être résolue ? Marx et Engels pouvaient-ils faire autre chose ? Ces derniers n'ignoraient certes pas que la phénomène national est contemporain de l'apparition de la bourgeoisie ; mais la question allemande, c'était aussi la question démocratique. Quelles classes pouvaient entreprendre alors le combat pour la démocratie ? Le prolétariat allemand était presque inexistant, les classes industrielles et commerciales se rapprochaient de Bismarck, quant aux artisans, aux paysans, la petite bourgeoisie radicale du Sud, ils se révélaient incapables de dépasser leurs sentiments provinciaux. Comme l'écrit Lichtheim, la démocratie allemande était limitée par ses origines agraires, et la bourgeoisie industrielle du Nord exerçait son pouvoir d'attraction sur l'ensemble de la société. Finalement, les analyses du *Manifeste communiste* ne se sont pas toutes révélées justes en 1848 ; elles surestimaient les capacités révolutionnaires de la petite et de la grande bourgeoisie en matière de démocratie politique.

La question nationale, comme tout élément théorique ou politique, épouse les rythmes de la révolution internationale. 1848 a levé une hypothèque, cela a permis à la question nationale de se poser réellement comme levier de la révolution socialiste. *La question est également contemporaine des crises du capitalisme et de la formation d'un mouvement ouvrier puissant et organisé.*

La question de l'autodétermination nationale ne se trouve posée. en tant que telle, qu'à partir du moment où elle se coordonne avec un mouvement socialiste indépendant, elle devient une nécessité pour le mouvement ouvrier. Rosa Luxemburg arrivera à des positions contraires, en partant des mêmes prémisses politiques et économiques, et son analyse des sociétés non-européennes, soulevant l'importance de la question coloniale, la conduira, paradoxalement, à nier toute efficacité au mot d'ordre d'indépendance dans la lutte des classes. Quant à Marx

permis le déclenchement du premier conflit mondial à la suite de l'attentat de Sarajevo en 1914.

et Engels. il est important de constater que pour eux ce mot d'ordre s'applique d'abord aux nations où existe un *mouvement* socialiste.

Engels écrit à Kautsky le 7 février 1882 :

"Tout paysan ou ouvrier polonais qui, émergeant du marais, s'ouvre à l'idée de participer aux problèmes d'intérêt général se heurte aussitôt à la réalité de l'oppression nationale. Celle-ci surgit partout comme premier obstacle sur son chemin. Son élimination est la condition fondamentale de toute évolution saine et libre. Des socialistes polonais qui ne mettraient pas en tête de leur programme la libération de leur pays me feraient la même impression que des socialistes allemands qui ne voudraient pas exiger d'abord l'abolition de la loi anti-socialiste et la liberté d'association, de presse, etc... Pour pouvoir lutter, Il faut d'abord disposer d'un terrain, d'air, de lumière et de la possibilité de se mouvoir. Sinon, tout reste bavardage ¹⁰¹."

Partant du fait que la bourgeoisie polonaise s'avère incapable de lutter pour l'indépendance de la Pologne (là encore, divergence avec Rosa Luxemburg), il indique la voie à suivre aux travailleurs polonais :

"Et pourtant cette indépendance est une nécessité pour la collaboration harmonieuse des nations européennes. Elle ne saurait être comprise que par le jeune prolétariat polonais... Pour les ouvriers du reste de l'Europe, l'indépendance de la Pologne est aussi nécessaire que pour les travailleurs polonais eux-mêmes ¹⁰²."

Seul le prolétariat, à l'époque du capitalisme descendant, peut réaliser l'indépendance de la nation, seul le prolétariat peut conquérir la démocratie et la vraie indépendance, l'autodétermination réelle. Rosa Luxemburg partira de ces principes fondamentaux, mais pour Marx et Engels, l'indépendance est une nécessité, la révolution nationale et la

¹⁰¹ Friedrich Engels et Karl Marx, *Le parti de classe*, op. cit., pp. 14-15. La loi d'exception de Bismarck avait interdit une activité légale à la social-démocratie allemande.

¹⁰² Cité par Badia, *Rosa Luxemburg, journaliste. Polémiste. Révolutionnaire* Paris, Éditions Sociales, 1975, p. 447.

révolution socialiste se combinent en Pologne, le mouvement pour l'indépendance de la Pologne et la révolution socialiste en Russie se complètent.

L'indépendance nationale est la condition de la révolution sociale en Pologne, elle est absolument vitale pour le jeune prolétariat polonais ; le 3 septembre 1876, Marx écrit même à Lavrov que : "La libération de la Pologne est une des préconditions de la libération de la classe ouvrière en Europe ¹⁰³."

Marx et Engels ont-ils modifié leur point de vue sur la question des minorités d'Europe centrale ? Autrement dit, mettent-ils en avant le principe de l'autodétermination des nations ? La lettre qu'a écrite Engels à Wroblewski, le 4 septembre 1876, est de toute importance pour répondre à ces deux questions.

"Je considérerai toujours la libération de la Pologne comme une des pierres de touche de la libération du prolétariat européen, et en particulier de la libération des autres nationalités slaves. Tant que la nation polonaise sera vaincue et restera subjuguée, la Sainte alliance de ceux qui ont fait le partage de la Pologne existera, et fatalement, inexorablement, revivra. Cette alliance ne signifie rien d'autre que la domination des nations russe, hongroise et allemande, au même titre que la domination polonaise. Vive la Pologne ! ¹⁰⁴"

Ainsi, les nationalités slaves, celles qui étaient "sans histoire", doivent être libérées. Mais c'est le prolétariat des nations avancées qui prendra l'initiative.

Dans les pays industrialisés, là où existe un prolétariat, il est de toute urgence que la question nationale soit résolue ; dans la lettre à Kautsky du 7 février 1882, que nous avons déjà citée, Engels écrit :

¹⁰³ Marx, cité par Janusz Kuczynski : "The national Question and Real Humanism", in *Dialectics and Humanism* vol. II, no 1, Hiver 1975, p. 80.

¹⁰⁴ Ibidem.

"Dans tout cela, ce qui importe ce n'est pas de savoir si la restauration de la Pologne est possible avant la prochaine révolution. Notre rôle n'est en aucun cas de détourner les Polonais des efforts pour arracher de force les conditions de vie pour leur développement ultérieur, ni de les persuader que l'indépendance nationale n'est qu'une cause secondaire du point de vue international, alors qu'elle est bien plutôt la base de toute action internationale commune ¹⁰⁵."

Marx et Engels n'expriment pas ici des opinions opposées aux principes du *Manifeste communiste* ; ils tirent simplement les conclusions de l'échec des révolutions de 1848, du "retard" de la révolution socialiste européenne. *Le prolétariat est une classe nationale, cela veut dire maintenant qu'il doit réaliser l'autodétermination des nations*. Les classes bourgeoises ne peuvent plus évincer cette classe de la participation à la culture nationale.

Le programme national du mouvement socialiste doit exclure tout opportunisme politique et exprimer une conception stratégique de la question nationale que la crise des rapports de productions capitalistes situe comme levier de la lutte des classes.

La lutte des mouvements d'émancipation nationale ne suit pas une ligne parallèle au combat du mouvement ouvrier, elle la traverse de part en part.

De plus, dans la période contemporaine, les revendications nationales qui émergent au sein des formations sociales impérialistes (Québec, Pays Basque, Catalogne, Écosse, Pays de Galles, Bretagne...), en remettant en cause les grands États centralisés de l'ère impérialiste, constituent à la fois les éléments les plus corrosifs de leur désagrégation et la possibilité de voir enfin surgir des communautés humaines facilitant l'instauration d'une gestion démocratique et socialiste de la société.

¹⁰⁵ Friedrich Engels et Karl Marx, *Le parti de classe*. Tome IV, op. cit., p. 15. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

La désagrégation des grands États impérialistes peut donner lieu cependant à des interprétations contradictoires. En effet les sociétés multinationales ne souhaiteraient-elles pas voir la multiplication de "républiques de bananes" afin de battre en brèche les ingérences étatiques dans leurs intérêts privés ? Un tel raisonnement est souvent tenu par une certaine gauche travailliste, particulièrement dans le cas de l'Écosse et du Québec ¹⁰⁶. Il conduit assez rapidement à défendre les intérêts des grands bons vieux États démocratiques de droit contre les nouveaux petits États qualifiés avant naissance de "fascisto-technocratiques". Ce discours, en fait, peut concilier tous les conservateurs adeptes d'un statu quo à façade progressiste ¹⁰⁷. Il néglige une série d'éléments essentiels à la compréhension de la nature véritable des nouvelles questions nationales qui surgissent à l'heure actuelle au sein des principaux États impérialistes.

1. L'intérêt pour l'impérialisme de réduire la taille des États formellement indépendant était évident dans les anciens Empires coloniaux et plus globalement ce qu'on appelle le Tiers-Monde. Le terme "république de bananes" qui a pour origine l'Amérique Centrale et les Caraïbes est alors parfaitement adéquat. Cette division étatique est cependant l'effet direct de la puissante centralisation des États impérialistes eux-mêmes qui garantissent à l'échelle mondiale les bases politiques sur lesquelles se fonde la croissance des multinationales ¹⁰⁸. Par conséquent, on peut en conclure que dans l'actuelle confrontation Nord-Sud, entre pays consommateurs et pays producteurs de matières premières, les

¹⁰⁶ C'est le cas des nationalistes canadiens du NPD et de la gauche du Labour Party en Grande Bretagne.

¹⁰⁷ Il en est ainsi du Positive Committee Action qui prétend défendre l'intégrité constitutionnelle au Canada et qui regroupe des conservateurs et des syndicalistes militants.

¹⁰⁸ La "décolonisation" effectuée par la France et l'Angleterre est typique à cet égard. Ainsi les grands empires coloniaux d'Afrique ont éclaté en multiples petits États néo-coloniaux.

multinationales n'ont aucun intérêt à saper leurs arrières politiques, les grands États impérialistes.

2. La croyance que les sociétés multinationales de forme ne @ont pas nationales de contenu entraîne ces errements de jugement. Pourtant on comprend fort bien qu'ITT ou Exxon, en disposant d'intérêts répartis sur la planète entière soit parfois (et très rarement) en contradiction conjoncturelle avec tel ou tel aspect de la politique de l'administration fédérale américaine, mais qu'en aucun cas ces sociétés multinationales ne mettront directement ou indirectement en danger la stabilité politique américaine dans et en dehors des États-Unis. Chaque société multinationale fait partie d'une classe bourgeoise nationalement définie et disposant d'un État soigneusement perfectionné et étendu depuis le 19e siècle avec la fin du capitalisme de libre concurrence.
3. Une variante de la même attitude erronée consiste à voir dans les États-Unis le centre unique des complots visant à désagréger les autres États impérialistes. Première constatation amusante dans le cas du Québec ; c'est bien au contraire l'impérialisme français, qui, de manière spectaculaire par le voyage de De Gaulle en 1967, a favorisé de la manière la plus active les tendances séparatistes dans une période où ses divergences d'intérêts avec l'impérialisme américain étaient les plus vives. Les tenants de la thèse du "superimpérialisme" se répartissent en paranoïaques notoires, qui considèrent les crises sociales du capitalisme comme l'oeuvre de la CIA et non point l'appareil répressif bourgeois comme le produit des contradictions capitalistes, et en *néo-staliniens* pour qui le statu quo étatique au niveau mondial est la meilleure garantie de la stabilité interne de la bureaucratie accrochée au pouvoir à Moscou ou à Pékin ¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Alfred Hero, Jr., "Quelques réactions américaines au régime du Parti Québécois depuis le 15 novembre 1976", *Études internationales*, vol. VIII, No 2, juin 1977, pp. 356-73, démontre fort bien quelles sont les motivations de

4. Rien n'indique que les grandes bourgeoisies impérialistes désirent mettre en pièces des États qu'elles ont eu tant de mal à bâtir et à centraliser. Tout au contraire, par des "réformes régionales", ces grandes bourgeoisies souhaitent dévier les mouvements de libération nationale vers la voie des compromis, de l'autonomie de façade négociée au sommet sans participation active des couches populaires.
5. Aujourd'hui on peut s'attendre ainsi à voir se mobiliser contre toute tentative sécessionniste au sein d'un État impérialiste la majorité des gouvernements impérialistes de tous les autres États. En effet, une séparation aboutissant victorieusement remettrait en cause tous les États impérialistes dans leur fondement même. De plus l'Union Soviétique ou la Chine, exerçant elles-mêmes une fonction oppressive sur de nombreuses nations, ne peuvent par principe donner leur soutien direct aux nations opprimées luttant au sein des États impérialistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord. Dans ce cadre, les mouvements séparatistes ne peuvent être tout au plus considérés que comme monnaie d'échange et moyen de pression dans les rapports entre les grands États.
6. Les nouveaux États-Nations du Tiers-Monde ont réussi depuis la deuxième guerre mondiale à constituer des fronts dans de nombreux secteurs économiques en face des États impérialistes (ex : OPEP, groupe des 77). Ces fronts sont certes minés par les États relais de tel ou tel impérialisme (ex : Zaïre en Afrique, Iran au Moyen Orient, Brésil en Amérique Latine...), mais les différents États qui les composent sont ceux qui ont le moins d'intérêt à voir

"l'élite dirigeante" américaine à l'égard du mouvement national indépendantiste : 1) Refus d'une indépendance provoquant l'éclatement du Canada, 2) Peur de l'arrivée d'ici dix ans d'un gouvernement de gauche dans un Québec indépendant et 3) Accord pour un élargissement de l'autonomie provinciale. L'auteur est directeur de la World Peace Foundation à Boston.

se perpétuer l'intégrité constitutionnelle des grands États impérialistes.

7. Le bloc d'États dirigé à divers degrés par Moscou ne peut favoriser dans les grands États impérialistes d'Europe et d'Amérique du Nord, les mouvements de libération nationale. La crise politique ouverte par le déploiement des mouvements nationaux en Ukraine, en Géorgie, en Arménie, en Lituanie, en Biélorussie et certainement en Asie Centrale, est le principal danger qui menace la bureaucratie policière du Kremlin. La question nationale est également le moteur de la résistance des "démocraties populaires" face à l'omniprésence russe. Ainsi la radicalisation politique en Pologne, depuis 1956 est alimentée par la critique des liens de subordination avec l'URSS. En 1966-67 la dialectique Slovaquie-Pays Tchèque a provoqué en grande partie le Printemps de Prague et de Bratislava et la volonté de mettre fin à l'hégémonie russe. Enfin, la gestation douloureuse de la nouvelle Constitution de l'URSS en 1977 a été précédée d'une série de purges dans les républiques soviétiques nationales au sein des structures du Parti, ainsi que d'une recrudescence de la chasse aux "dissidents" provenant surtout des nations opprimées. Le maintien du statu quo en Europe Occidentale est de ce fait une préoccupation essentielle du Kremlin. Les pressions exercées sur la République Démocratique Allemande (RDA) pour mettre fin aux revendications d'unité nationale en constituent la dernière conséquence majeure ¹¹⁰.

8. En Europe occidentale, la pression des mouvements nationaux en France, en Grande-Bretagne et en Espagne s'est accru ces dernières années, alors que la vieille question irlandaise laissait un cer-

¹¹⁰ La question de l'unité nationale en Allemagne est toujours, en termes historiques, la question stratégique de la révolution socialiste mondiale. Il ne faut pas oublier que la concentration militaire dans cette région du monde est de loin la plus forte et ceci depuis la deuxième guerre mondiale.

tain répit aux gouvernements de Londres et de Dublin. Aussi bien dans le cadre du Royaume-Uni que dans celui de la monarchie espagnole, les réformes constitutionnelles se sont faites avec une prudence toute conservatrice. Le souci d'éviter l'éclatement de l'État central et de barrer la route aux aspirations nationales des peuples d'Écosse, du Pays de Galles, de Catalogne, du Pays Basque et de Galicie est la caractéristique essentielle des réformes qui ont rétabli la Généralité à Barcelone, l'autonomie des provinces basques et le processus de "dévolution" qui décentralise quelques fonctions administratives de Londres vers Edinburgh et Cardiff. Les hésitations du gouvernement fédéral canadien à provoquer le rapatriement de la Constitution de Londres à Ottawa s'inscrivent dans le même ordre d'idée. Il s'agit d'éviter que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, élaboré en 1867 hors du peuple et contre lui, ne soit amendé dans le cadre d'une mobilisation populaire ayant pour centre le Québec. On peut se demander dans le même ordre d'idée si le référendum proposé par la Parti Québécois au cours de son mandat législatif ne sera pas également réduit à une fonction consultative, ce qui reviendrait à démontrer que la souveraineté populaire des québécois n'a rien à voir avec la souveraineté-association de technocrates engagés dans un processus aseptique de réaménagement constitutionnel.

9. L'opposition des grands intérêts impérialistes et des bureaucraties étatiques aux nouveaux mouvements de libération nationale provient d'une peur commune de voir se matérialiser une forme de société communautaire qui rende à la fois caduque l'expansion fondée sur l'accumulation des profits et le centralisme bureaucratique. Il n'existe pas encore de mouvement international des nations opprimées au sein des États bureaucratiques et impérialistes. Or, un tel regroupement, embryonnaire aujourd'hui, ne pourra manquer de se développer dans les années futures et ainsi rencontrer la plus grande hostilité des gouvernements impérialistes et bureaucratiques. À cet égard la France donne le ton en proclamant de manière très constitutionnelle, que porter atteinte à l'uni-

té du territoire est un "crime" contre la sûreté de l'État. En effet du point de vue de l'État dominateur dont la Fonction est avant tout de préserver son intégrité, la libération d'une nation opprimée ne peut qu'être perçue comme une séparation unilatérale, donc un crime qualifié depuis toujours de "haute trahison". C'est la façon dont les forces du conservatisme traitent aujourd'hui les revendications indépendantistes des nations opprimées au sein d'États impérialistes et bureaucratiques.

10. Aujourd'hui dans des nations fortement prolétarisées, la lutte de libération nationale pour la constitution d'un État indépendant est donc indissociable de l'appropriation et de la gestion collective des grands moyens de communication et d'échange, ainsi que de la planification démocratique de la répartition des revenus et des investissements.
11. Expliquer de manière péremptoire que la lutte de classes est le critère premier de l'analyse sociale, et la lutte de libération nationale le facteur secondaire ne peut que renforcer le conservatisme social, c'est-à-dire l'ordre impérialiste.

Marx dit clairement à Joseph Weydemeyer, dans une lettre datée du 5 mars 1852, que la découverte de la lutte des classes et de son rôle dans l'histoire n'est pas de son ressort ¹¹¹. Les polémiques de Marx, au niveau politique posent pour la première fois toute la finalité historique du dépérissement de l'État, conséquence de l'extinction de la lutte des classes. Or cette finalité est toujours remise en cause de manière pratique et théorique par les soi-disants "orthodoxes" que sont Kautsky, Staline et Mao Tsé-toung. Elle est posée au contraire comme un principe par Lénine

¹¹¹ "Ce que je fis de nouveau, ce fut... que la lutte de classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat, que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes...". Karx-Engels, *Oeuvres choisies*, en 1 volume, Moscou, Éditions du Progrès, 1968, p. 704.

dans *l'État et la Révolution* au cours de l'été 1917, même si elle est abandonnée par la suite dans le feu de l'activisme puis perdue dans les marais du bureaucratisme. Or le dépérissement de l'État que tous les "orthodoxes" considèrent comme une utopie ¹¹² est le point de clivage entre révolutionnaires socialistes et partisans d'un statu quo même renouvelé.

Aujourd'hui ce dépérissement commence par prendre la forme des tendances à la désintégration des grands États impérialistes et bureaucratiques, parce que ces tendances ont pour cadre des sociétés où la classe ouvrière est sociologiquement majoritaire. Or si dans les sociétés paysannes auto-subsistantes la centralisation politique donne une conscience collective à la société là où le salariat est la règle, la même centralisation est le facteur d'atomisation de la conscience collective.

12. La lutte des classes ne se découvre pas dans les textes. elle se voit dans la réalité politique des batailles menées contre l'État bourgeois. Or, la lutte de libération nationale n'est pas donc une vertu sur la face du socialisme, c'est elle même une lutte que seul le socialisme peut faire triompher. Nationalisme petit-bourgeois que tout cela diront les esprits chagrins. Nous pensons au contraire que la libération nationale ne peut être qu'une lutte populaire et non le rêve de quelques romantiques petits-bourgeois, même si ce rêve nous est fort sympathique. Une telle libération ne peut être réalisée que dans le cadre de sociétés où le travail salarié est la règle, c'est-à-dire fortement prolétarisées, car dans ce cas elle s'identifie à une lutte de libération pour le socialisme.

¹¹² Le dépérissement de l'État n'a rien à voir avec son abolition immédiate avec la révolution. Ceci est le point de vue de Bakounine et de la majeure partie du courant anarchiste. Voir Kazem Radjavi, *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine* Paris, Éditions Anthropos, 1974.

13. En l'absence d'alternative prolétarienne à la crise ouverte par nouvelles questions nationales, les projets de réforme de l'État centralisateur se matérialiseront sous la forme de déconcentration des pouvoirs (et non pas de décentralisation réelle). Dans le cas du Québec, ceci est particulièrement vraisemblable. Les solutions bourgeoises s'orientent ainsi toutes vers le thème de la centralisation étatique accrue avec déconcentration géographique des niveaux exécutifs du pouvoir. La fédération de deux États centralisée qui est l'idéal des technocrates du Parti Québécois va dans ce sens ; il en va également du renforcement de la bureaucratie dirigée depuis Ottawa. Les formes parlementaires britanniques qui ne se sont jamais véritablement accommodées de la démocratie au Canada vont inévitablement céder la place. La passivité du mouvement ouvrier ne peut ainsi que laisser une structure technobureaucratique s'installer lourdement sur la société civile ¹¹³.

14. Une nouvelle génération d'intellectuels socialistes commence à apparaître dans les nations dominées dans les États impérialistes et bureaucratiques. En Catalogne, au Pays Basque, en Ukraine, en "orgie, dans les Pays Baltes, en Écosse, au Pays de Galles, en Bretagne, en Irlande, en Corse, en Occitanie et au Québec la possibilité de redonner un contenu concret à la thèse centrale qui justifie le socialisme, à savoir, le dépérissement de l'État, est ouverte. Dans chacune de ces nations les intellectuels ont été marginalisée depuis l'évolution du capitalisme industriel, leur caractéristique essentielle a été l'isolement et la tendance à reproduire les schémas théoriques des centres étatiques d'où émane la domination culturelle et politique. Cette situation est maintenant révo-lue.

¹¹³ Sur l'origine historique de la crise politique actuelle, voir Charles Halary, Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy, "Remarques sur la formation de l'État canadien", *Pluriel* Paris, No 12, 1978.

15. Le pouvoir idéologique de la bourgeoisie n'est pas seulement ancré dans la sphère de la société civile ; par ailleurs ce pouvoir ne consiste pas à neutraliser le potentiel démocratique du système représentatif de l'État. Au contraire, c'est le système représentatif lui-même qui fonctionne et agit comme le principal axe de domination idéologique des formations sociales des pays de l'Ouest ¹¹⁴.

Dans la société capitaliste l'ordre économique et l'ordre politique sont *formellement* séparés. *l'État*, au niveau du système parlementaire restitue *l'égalité abstraite* des citoyens ou des sujets. Le Parlement dévoile ainsi sa mission principale : représenter l'unité fictive de la *Nation* et faire croire à l'autodétermination des individus au sein de l'ordre existant. l'État parlementaire se pose donc comme le cadre formel de *tous* les mécanismes idéologiques de la société capitaliste (la démocratie bourgeoise) ; l'État exerce lui-même un rôle idéologique considérable ¹¹⁵.

Dans ces conditions les luttes d'émancipation nationale, les revendications nationalitaires, frappent *directement* au coeur de la domination bourgeoise ; elles posent *d'emblée*, au niveau politique et constitutionnel, la question de l'État ; elles désignent les fondements de classe de cet État ; elles ébranlent la confiance des masses dans la démocratie bourgeoise ; enfin elles dénoncent et démasquent les positions des réformistes et des staliniens pour qui rien n'est plus sacré que l'unité de l'État, fondement de l'oppression de classe.

¹¹⁴ Perry Anderson "The Antinomies of Antonio Gramsci" in *New Left Review*, No. 100 pp. 27, 28 et 29.

¹¹⁵ cf. Ralph Miliband : *L'État dans la société capitaliste : analyse du système du pouvoir occidental*. Paris : Maspero, 1973 - qui montre fort bien que les appareils idéologiques exercent un rôle *complémentaire* aux côtés de l'État et que par conséquent les véritables enjeux se situent au niveau de l'État et non ailleurs.